

JOURNAL OFFICIEL

DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

PARAÎSSANT LE 15 ET LE DERNIER JOUR DE CHAQUE MOIS

Matahiti 131 N° 7	TE VE'A A TE HAU NO POLYNESIA FARANI					Mahana 15 no Mati
Cours Franc Pacifique	Polynésie française	France et territoires français d'outre-mer		Etranger		Annonces et avis :
		Voie maritime	Voie aérienne	Voie maritime	Voie aérienne	Annonces judiciaires, commerciales et annonces diverses : la ligne. . . 125 frs Les mêmes renouvelées : la ligne : . . 50 frs Publications de sociétés philanthropi- ques, littéraires, scientifiques, spor- tives, coopératives, syndicales, etc... la ligne. 90 frs
Prix d'un exemplaire	125	150	190	165	225	
Abonnement : six mois	1.500	1.800	2.250	1.950	2.700	
un an	2.750	3.350	4.250	3.750	5.150	

19 fév.	Arrêté n° 970 FT accordant un deuxième versement à valoir sur subvention 1982 à l'office de développement du tourisme	308
19 fév.	Arrêté n° 983 FT accordant une subvention à l'office des postes et télécommunications.	309
19 fév.	Arrêté n° 984 AA rendant exécutoire la délibération n° 82-4 du 18 janvier 1982 de l'assemblée territoriale portant création d'un prélèvement exceptionnel de solidarité	309
22 fév.	Arrêté n° 232 AE portant agrément de la S.A. Anuraro Pearl Island Resort au code des investissements	310
22 fév.	Arrêté n° 233 AE portant agrément de l'entreprise individuelle H. Joux au code des investissements	310
22 fév.	Arrêté n° 234 AE portant agrément de la société tahitienne de presse au code des investissements pour son extension d'activité	310
22 fév.	Décision n° 236 SEQ/MAR complétant la décision n° 1857 du 14 novembre 1979 et n° 2314 du 19 novembre 1981 pour la tarification de location de la vedette "Atea"	311
22 fév.	Décision n° 238 AE fixant les tarifs maximaux de transport par taxi applicables sur le territoire	312
22 fév.	Arrêté n° 996 FT portant modification de l'arrêté n° 829 FT du 15 février 1982	314
23 fév.	Arrêté n° 239 CG modifiant l'arrêté n° 2142 CG du 7 octobre 1981 portant organisation d'un établissement public à caractère administratif dénommé office de recherches et d'exploitation des ressources océaniques	314
25 fév.	Arrêté n° 242 PECHE modifiant et complétant l'arrêté n° 2307 du 19 novembre 1981 autorisant la campagne 1981-1982 de la pêche de la nacre	315
25 fév.	Décision n° 245 SE autorisant la mission d'information et d'études des professeurs Vermeil Guy et Levine Jacques sur les difficultés scolaires en Polynésie française	316
25 fév.	Décision n° 1105 SEQ résiliant le marché à commande n° 82-51 du 2 février 1982 passé avec les Ets. Solari pour la fourniture de ciment prise mer au service de l'équipement durant l'année 1982	317
25 fév.	Arrêté n° 1106 AA relatif aux bureaux de vote créés pour l'élection des membres de l'assemblée territoriale de la Polynésie française	317
26 fév.	Arrêté n° 248 SCG accordant une subvention à MM. Robert Maker, J.-P. Frébault, Pierre Mao	319
26 fév.	Arrêté n° 253 AC.DIR portant prorogation de l'autorisation et de l'agrément de transport aérien accordés à la société "Air Polynésie/RAI"	319
26 fév.	Arrêté n° 254 AC.DIR portant prorogation de l'autorisation et de l'agrément de transport aérien accordés à la société "Air Tahiti"	320

26 fév.	Décision n° 257 ITSTAT approuvant et rendant exécutoire la délibération n° 2-82 du conseil d'administration de l'institut territorial de la statistique	320
1er mars	Arrêté n° 258 SEQ concernant la mise en circulation, dans le territoire, d'un camion-pompe à béton de marque Magirus	320
1er mars	Décision n° 259 SEQ déclarant d'utilité publique les travaux de rectification du virage situé au PK 11,800 de la route de ceinture dans la commune de Mahina	321
1er mars	Arrêté n° 264 SEQ portant virement de crédits du budget du territoire pour l'exercice 1981.	321
2 mars	Arrêté n° 267 AE portant approbation de la délibération n° 82-2 CS du 28 janvier 1982 portant prise en charge des frais de passage et d'hébergement des membres du comité de gestion de la caisse de soutien des prix du coprah	321
2 mars	Décision n° 268 AE réglementant les marges applicables au lait ou pasteurisé ou stérilisé d'origine locale	322
2 mars	Arrêté n° 269 AA autorisant l'organisation d'une tombola au profit du comité régional de boxe de la Polynésie française	322
2 mars	Décision n° 277 DOM prorogeant le délai de réalisation du complexe hôtelier de la société Vaiotaha à Nunue - commune de Bora Bora	323
2 mars	Décision n° 278 AE approuvant et rendant exécutoires les délibérations n° 14 ODT du 5 août 1981, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31 et 32 ODT du 9 décembre 1981 de l'office de développement du tourisme	323
2 mars	Décision n° 279 SG approuvant et rendant exécutoires les délibérations n° 81-11 à 81-19 du conseil d'administration du centre polynésien de sciences humaines	324
2 mars	Arrêté n° 1198 FT fixant la participation du territoire à certains frais de ses parlementaires et du conseiller économique et social pour 1982	325
2 mars	Arrêté n° 1199 FT accordant une subvention à l'union chrétienne des jeunes gens de Taravao	325
3 mars	Arrêté n° 1237 FT accordant une subvention au comité territorial de la jeunesse	325
3 mars	Arrêté n° 1238 FT accordant une subvention au comité territorial de la jeunesse	325
4 mars	Arrêté n° 1242 AA déclarant close la session extraordinaire de l'assemblée territoriale de la Polynésie française	326
12 mars	Arrêté n° 1381 AA rendant exécutoire la délibération n° 82-20 du 23 février 1982 de l'assemblée territoriale portant modification du tarif des douanes	326
	Extraits	328

Subdivision administrative des îles du Vent

1982 17 fév.	Avenant n° 892 IDV.AU - 2e avenant à la décision n° 8075 IDV.AU du 21 septembre 1981 autorisant la réalisation par la S.C.I. Heifare du lotissement dénommé "Résidence Manava", P.K. 24,300, côté montagne.	330
22 fév.	Avenant n° 995 IDV.AU - 1er avenant à la décision 10028 IDV.AU du 30 décembre 1981 autorisant la réalisation d'un groupe d'habitations par M. Emmanuel Porlier à Pirae, rue Paul Bernière.	331
22 fév.	Décision n° 998 IDV.AU autorisant la réalisation du lotissement dénommé "Marina de Taravao" par M. Hiro Wong Hen, sis à Afaahiti, commune de Taiarapu-Est.	331

AVIS OFFICIELS

Service des douanes.— Cours des changes (période du 15 au 31 mars 1982 inclus).	332
Service du cadastre.— Avis relatif à l'atoll de Manihi soumis à la conservation cadastrale.	332
Institut territorial de la statistique.— Indice des prix de détail à la consommation familiale (mois de février 1982).	333
Service de l'aménagement du territoire.— Etat récapitulatif des autorisations de travaux immobiliers (mois de janvier et février 1982).	333
Enquête de commodo et incommode :	
- Mlle Pauline Barff (commune de Rangiroa).	336
- M. Louis Wane (commune de Taiarapu-Est).	336
- M. Robert Laise (commune de Papeete).	336

PARTIE NON OFFICIELLE

Annonces judiciaires.	337
Annonces diverses.	339

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

TEXTES OFFICIELS PUBLIES A TITRE D'INFORMATION

ARRETE MINISTERIEL du 29 janvier 1982 fixant la date des élections à des commissions administratives paritaires (services extérieurs).

Par arrêté du ministre de la mer en date du 29 janvier 1982, les élections en vue de la désignation des représentants du personnel au sein des commissions administratives paritaires des services extérieurs du ministère de la mer mentionnées ci-après sont fixées au 25 mars 1982 ;

- N° 1 Corps des inspecteurs de la navigation et du travail maritimes et inspecteurs mécaniciens de la marine marchande ;
- N° 2 Corps des contrôleurs des affaires maritimes ;
- N° 3 Corps des syndics des gens de mer ;

N° 4 Corps d'encadrement et de commandement des personnels embarqués d'assistance et de surveillance des affaires maritimes ;

N° 5 Corps d'exécution et de maîtrise des personnels embarqués d'assistance et de surveillance des affaires maritimes ;

N° 6 Corps technique du contrôle des établissements de pêche maritime ;

N° 7 Corps des agents de service ;

N° 8 Corps des commis ;

N° 9 Corps des agents techniques de bureau ;

N° 10 Corps des agents de bureau ;

N° 11 Corps des professeurs techniques des écoles nationales de la marine marchande ;

N° 12 Corps des sténodactylographes ;

N° 13 Corps des professeurs techniques chefs des travaux des écoles nationales de la marine marchande.

Le bureau de vote central aura son siège au ministère de la mer, 3, place de Fontenoy, 75700 Paris.

Des sections de vote sont créées à la direction des gens de mer et de l'administration générale (bureau des personnels des services extérieurs, A. G. 2), au siège de chaque direction des affaires maritimes, au Havre, Nantes, Bordeaux, Marseille et Fort-de-France, à Sainte-Denis-de-la-Réunion, à Saint-Pierre (Saint-Pierre-et-Miquelon) et à Papeete (Polynésie française).

Ces sections de vote, à l'exception de celles de Saint-Denis, Saint-Pierre et Papeete, sont constituées en bureaux de vote spéciaux chargés du dépouillement des bulletins de vote des personnels dépendant de leur circonscription. Les procès-verbaux de dépouillement seront ensuite transmis par leurs soins au bureau de vote central sous le timbre A. G. 2.

Les sections de vote de Saint-Denis, Saint-Pierre et Papeete transmettront directement au bureau de vote spécial de Paris (A. G. 2), sous plis cachetés, les bulletins de vote des personnels en service dans ces quartiers et service des affaires maritimes.

AVIS de concours pour le recrutement d'élèves masculins de l'école d'enseignement technique de l'armée de l'air (2e concours 1982).

Un concours aura lieu le mercredi 28 avril 1982 en métropole et dans les départements et territoires français d'outre-mer pour une admission en première année d'enseignement technique de l'armée de l'air de Saintes le 7 septembre 1982.

Ce concours est ouvert aux jeunes gens nés entre le 1er septembre 1966 et le 31 août 1967 inclus, qui suivent ou ont suivi une classe de troisième.

Les renseignements concernant ce concours peuvent être obtenus en métropole auprès des bureaux Armée de l'air information et pour l'outre-mer auprès des bases aériennes ou des participations air.

La date limite de dépôt des candidatures est fixée au 29 mars 1982.

DECRET du 4 février 1982 portant création d'un lycée technique d'Etat de l'hôtellerie et suppression du lycée d'enseignement professionnel hôtelier à Pirae (Tahiti).

Par décret en date du 4 février 1982 :

Est créé, à compter de la rentrée scolaire 1981, le lycée technique d'Etat de l'hôtellerie n° 984 0268 U, cité scolaire du Taaone, à Pirae (Tahiti).

Est supprimé, à compter de la rentrée scolaire 1981, le lycée d'enseignement professionnel hôtelier n° 984 0167 J, cité scolaire du Taaone, à Pirae (Tahiti).

DECRET du 5 février 1982 portant acquisition de la nationalité française. (J.O.R.F. n° 38 N.C. du 14 février 1982).

Article 1er.

Sont naturalisés français, réintégrés dans la nationalité française ou susceptibles d'être saisis par l'effet collectif attaché à l'acquisition de la nationalité française par leurs parents les étrangers dont les noms suivent :

Wong-Sang (Hing), Nam Hoi (Chine), 15-05-16, NAT, 3344 X 80-98, Dt. 4, autorisé à s'appeler légalement Vonsane (Jean-Claude),

ACTES DU GOUVERNEMENT LOCAL

ARRETE n° 139 SE du 3 février 1982 portant fixation du programme des classes terminales de l'enseignement du premier degré.

Le conseil de gouvernement de la Polynésie française,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 9933 VR du 23 décembre 1981 fixant les dispositions applicables à l'examen du certificat d'études primaires élémentaires ;

Vu l'avis du comité technique paritaire en sa séance du 4 juin 1981 ;

En ayant délibéré en sa séance du 25 janvier 1982,

Arrête :

Article 1er. — A compter de la rentrée scolaire 1981, les objectifs des classes terminales des écoles primaires et les programmes permettant de les atteindre sont fixés comme suit :

A — GRAMMAIRE

La terminologie grammaticale ci-dessous, qui n'est ni un programme d'enseignement, ni une progression, établit un inventaire des notions simples et peu nombreuses qui sont à la fois indispensables et accessibles aux élèves des classes terminales.

TERMINOLOGIE GRAMMATICALE

I. Quelques notions générales

Situation de communication : oral, écrit, registres, message, code.

II. La phrase

- types de phrases (phrase verbale, phrase nominale) ;
- la proposition : proposition subordonnée, relative, conjonctive ;
- formes : - affirmative, négative, interrogative,
 - présentative,
 - active, passive ;
- coordination, juxtaposition, subordination ;
- le groupe verbal, le groupe nominal ;

- la ponctuation (point, virgule, point-virgule, point d'interrogation, point d'exclamation, guillemets, parenthèses, deux points).

III. Les classes de mots

- le verbe ;
- le nom ;
- l'adjectif ;
- les déterminants (on insistera sur l'article) ;
- les pronoms ; le pronom relatif ;
- marque du genre et marque du nombre ;
- l'adverbe ;
- la préposition ;
- la conjonction.

IV. Les fonctions

- le sujet du verbe ;
- l'attribut du sujet ;
- les compléments du verbe (construction directe - indirecte) ;
- les compléments de circonstance ;
- le nom complété (1).

V. La conjugaison

- le verbe ; radical, terminaison ;
- le pronom de conjugaison ;
- les tournures active, passive, pronominales ;
- les modes (indicatif, subjonctif, conditionnel, impératif, infinitif, participe) ;
- les temps simples (présent, imparfait, passé simple, futur simple), et les temps composés (passé composé, plus-que-parfait, passé antérieur).

B — MATHÉMATIQUES

L'ordre dans lequel sont présentées les notions ne constitue pas un ordre chronologique pour le travail dans les classes, ni une progression.

I. Ecrire, nommer et comparer des nombres

- 1 - Etude de la numération écrite et orale des nombres naturels ;
- 2 - Comparaison des nombres naturels ;
Savoir les situer sur une droite en respectant l'ordre ;
- 3 - Ecrire et nommer les nombres décimaux ;
- 4 - Comparer les nombres décimaux et savoir les placer sur une droite en respectant l'ordre ;
- 5 - Dégager la notion de fraction ;
Fractions simples : $\frac{1}{2}$, $\frac{1}{3}$, $\frac{1}{4}$, $\frac{1}{5}$, $\frac{2}{3}$, $\frac{3}{4}$, $\frac{1}{10}$

II. Relations numériques

- 1 - Reconnaître une fonction de proportionnalité entre deux autres nombres naturels ou décimaux ;
- 2 - Etudier des situations relevant de ce qui précède : échelles, pourcentages, conversions... ;
- 3 - Familles de multiples et caractères de divisibilité par 2, 5, 9 et 3 ;
La preuve par 9 ;
- 4 - Multiplier et diviser par 10, 100, 1000, etc...

III. Calculer sur les nombres

- 1 - Calcul mental ;

(1) L'essentiel est qu'un enfant découvre que, selon les exigences du sens, un mot est complété par des mots ou groupes de mots qui l'accompagnent, c'est-à-dire lui sont apposés (nom ou groupe nominal, groupe verbal, adjectif, proposition relative).

- 2 - Addition, soustraction, multiplication et division de nombres naturels et décimaux ;
Propriétés des opérations ;
Suites d'opérations (emploi des parenthèses) ;
Pratique des opérations ;
- 3 - Reconnaître, organiser et traiter des situations relevant des opérations sur des nombres naturels et décimaux ainsi que de la multiplication de fractions usuelles.

IV. Mesurer

- 1 - Mesurer les longueurs et les masses - Unités légales ;
- 2 - Mesurer un intervalle de temps ;
Lire l'heure, le calendrier, évaluer les durées ;
Calculer sur les nombres mesurant les durées ;
- 3 - Mesurer les aires - Unités légales ;
Les mesures agraires ;
- 4 - Mesurer les volumes et les capacités - Unités légales.

V. Géométrie

- 1 - Etude du carré, du rectangle, du losange, du parallélogramme, du trapèze ;
Parallélisme et orthogonalité ;
Périmètre et aire ;
- 2 - Etude du triangle ;
Les triangles particuliers ;
Aire du triangle ;
- 3 - Cercle et disque ;
- 4 - Etude de solides : cube et pavé ;
Développement, surface, volume ;
- 5 - Utiliser la règle, l'équerre et le compas.

C — SCIENCES NATURELLES

a - Option normale

I. Le corps humain

- 1 - Croquis d'une dent et hygiène ;
- 2 - Hygiène alimentaire ;
- Composition des menus et choix des aliments ;
- L'alcoolisme ;
- 3 - L'appareil respiratoire (croquis) et hygiène de la respiration ;
- Prévention contre usage du tabac ;
- 4 - Croquis de l'œil et hygiène ;
- 5 - Les maladies : tuberculose, lèpre, dengue, dysenterie, filariose ;
Comment les déceler et se protéger contre ces maladies ?
- 6 - Le thermomètre médical : croquis et utilisation ;
- 7 - Secourisme ; Comment soigner une plaie ?
- 8 - Pour les filles :
Hygiène de la grossesse et la contraception, l'accouchement, alimentation du bébé.

II. La maison (à traiter pour l'ensemble des garçons et filles)

- Pour les garçons :
- L'installation électrique et réparations simples ;
 - Croquis d'une ampoule ;
- Pour les filles :
- Les travaux de nettoyage et d'entretien : sanitaires, literie.

III. La nature

- 1 - La plante : description, nutrition, germination ;
- 2 - L'eau : problèmes de la pollution, qualités d'une eau potable ;
- 3 - Protection de la nature.

b - Option agricole

I. Agriculture générale

- 1 - Vie des plantes
- La racine, la tige (morphologie, physiologie)

- La feuille, la sève, le circuit de la sève
- L'alimentation des plantes
- La fleur, la fécondation, le fruit
- La graine, la germination, les pépinières
- Le semis, le bouturage
- Le marcottage, le greffage

2 - Etude physique des sols

- Constituants physiques du sol
- Structure du sol, sols de bas de pente
Description d'atoll (îles Tuamotu)
- Propriétés physiques des terres
Sols des bords de rivière et fonds de vallée
Coupe des sols coralliens (îles Tuamotu)
- Classification des sols, action du sous-sol et du sol
Sols de plaine côtière, sols des îles hautes

3 - Etude chimique des sols

- Eléments chimiques du sol
Vie biologique du sol
- Les oligo-éléments
Le pouvoir absorbant, l'acidité
- Le calcaire du sol, Besoins et excès
- L'eau dans le sol, Drainage, Irrigation
- L'humus, Le fumier de ferme
Les andains dans la cocoteraie
- Le compost, Le fumier artificiel, Les engrais verts
- L'azote et la vie des plantes
- L'acide phosphorique et la vie des plantes
- La potasse et la vie des plantes
- Engrais minéraux, Engrais composés
- Comment fumer et améliorer une terre

4 - Travaux du sol

- Le travail du sol, Façons culturales
- Exemple d'organisation du travail du sol
Piquetage, Alignement
- Trouaison, Débroussaillage.

5 - Conservation du sol

- Protection contre le vent
- Protection contre la chaleur, Les plantes de couverture
- L'érosion, Causes de l'érosion, Protection contre l'érosion
- Protection des terres impropres à la culture
Rotations, Assolements.

II. Agriculture spéciale

1 - Les cultures maraîchères

- Le jardin
- Aménagement du jardin
- Travail du sol
- Les outils du jardinier, Culture des légumes
- Rotations, Fumure du jardin
- Parasites et maladies du jardin
- Le jardin d'agrément
- Aubergine, Tomate, Concombre
- Haricots, Carottes, Navets chinois
- Chou, Chou chinois
- Salade, Radis
- Echalotte, Poireau
- Pastèque, Maïs

2 - Le cocotier

- Importance économique
- Monographie, Variétés, Classification, Conditions de végétation
- Choix des pieds-mères et des noix
- Aménagement des pépinières
- Plantation, Choix du terrain, Préparation

- Piquetage, Trouaison
- Sélection et préparation du plant, Mise en place
- Fertilisation, Plante de couverture
- Entretien de la cocoteraie
- Plantation d'extension, plantation de renouvellement
- Maladies et ennemis
- Lutte contre les rats et les crabes
- Le Brontispa, Le Rhinocéros
- Récolte des noix, Séchage
- Extraction et utilisation de l'huile de coprah, le conditionnement du coprah.

3 - Autres cultures

- Bananier
- Caféier
- Agrumes
- Fruits divers :
 - arbre à pain
 - papayer
 - manguier
 - avocatier
 - ananas
 - corossolier
- Cultures vivrières
 - taro
 - igname
 - patate douce
 - tarua
 - manioc
- Vanille
- Pâturages
- Forêt

III. Zootechnie

- Importance économique de l'élevage
- Alimentation, hygiène des animaux
- Les bovins : anatomie, élevage, maladies, accidents
- La vache laitière (îles de la Société, Marquises, Australes)
- Le lait : les produits laitiers (îles de la Société, Marquises, Australes)
- Le bœuf de boucherie (îles de la Société, Marquises, Australes)
- Le cheval : anatomie, élevage, maladies, hygiène
- Le porc : anatomie, élevage, maladies, hygiène, alimentation
- Le mouton, la chèvre (îles de la Société, Australes)
- La poule : anatomie, reproduction, la basse-cour
- Le lapin (îles de la Société, Marquises, Australes)

IV. Divers

- Le service de l'économie rurale
- La chambre d'agriculture
- La SOCREDO
- La caisse de stabilisation des cours du coprah
- Les coopératives agricoles
- Prime à l'amélioration de la cocoteraie, du caféier et du vanillier
- La terre et ses problèmes fonciers
- L'avenir agricole de la Polynésie
- La comptabilité de l'agriculteur
- La rentabilité des récoltes
- Les moteurs agricoles :
 - le moteur à explosion
 - le moteur à deux temps : fonctionnement, description
 - le moteur à quatre temps : fonctionnement, description

- Le moteur hors-bord : allumage, carburateur, entretien, graissage, pannes du moteur hors-bord
- Démontage, remontage des moteurs
- Outillage pour l'entretien des moteurs
- L'huître nacrée - L'huître d'élevage

c - Option maritime

I. Notions générales sur le monde maritime

- 1 - *Rôle important des océans dans notre vie*
 - L'étendue des surfaces océaniques
 - Importance des échanges par mer dans l'économie moderne (notions sommaires mais possibilité de développer l'exemple de la Polynésie tant pour ses relations extérieures que pour la desserte interinsulaire)
 - Les richesses que l'on peut tirer de la mer : la pêche, l'aquaculture, l'exploitation des ressources non biologiques (notions sommaires mais débouchant sur le cas concret de la Polynésie).
- 2 - *Les outils permettant l'utilisation et l'exploitation de la mer*
 - Les navires
 - présentation des divers types de navire dont ceux que l'on peut voir couramment dans le port de Papeete et en Polynésie française (visites possibles)
 - Les ports
 - description concrète du port de Papeete, notions sommaires sur son organisation et son rôle
 - Les diverses professions concernées
 - marins, compagnies de navigation et auxiliaires de transport (transitaires)
 - dockers
 - administrations (affaires maritimes, capitainerie du port, douanes, équipement, pêche)

II. Notions pratiques sur le métier de marin

- 1 - *Règlement pour prévenir les abordages en mer*
Niveau permis de conduire A simplifié :
 - feux et marques des navires (en se limitant aux cas usuels)
 - règles de manœuvre les plus courantes
- 2 - *Balises et signalisation maritime*
Notions élémentaires
- 3 - *Règles de sécurité élémentaires*
 - Evocation de la réglementation et de ses buts
 - notions de base ; état d'esprit, précautions élémentaires, conduite à tenir en navigation usuelle
 - notions
- 4 - *Notions de navigation (éventuellement)*

Fait l'objet d'un aperçu par un instructeur de l'E.F.A.M.

Information sur le métier de marin

Sous forme de causerie avec des professionnels, pour illustrer ce qu'est le métier et la vie des marins.

Natation et notion sur la réanimation des noyés

d - Option ménagère

I. Economie domestique

- 1 - *La maison : son équipement*
 - Les outils de nettoyage et d'entretien :
 - balais
 - accessoires divers
 - Les appareils d'entretien :
 - la machine à laver
 - le fer à repasser électrique (différents modèles)

- Les appareils de conservation :
 - les réfrigérateurs ménagers
 - la glacière
 - le congélateur
- Les appareils de cuisson :
 - la cuisinière mixte
 - la cuisinière à gaz
 - la cuisinière électrique
- Le petit outillage :
 - la batterie de cuisine
- La maison : aménagement, installation*
- Les pièces d'habitation et de passage
- La cuisine
- La salle d'eau - La salle de bain
- L'électricité : éclairage, sécurité (prise de terre), économie
- L'eau dans la maison : l'eau froide, l'eau chaude (gaz-électricité solaire)
- Hygiène de l'habitation : fosse septique, siphons, ordures ménagères, isolement des zones d'élevage, lutte contre les insectes (cafards-moustiques)

2 - Le linge

- Notions simples sur les différents textiles
- Le blanchissage
- Le repassage
- Etude pratique de la machine à laver : cycle - température de l'eau - niveau de l'eau - produits utilisés
- Etude pratique du fer à repasser

II. Hygiène

1 - Individuelle

- Soins du corps (toilette générale, intime, soins de la peau (plaies, furoncles, etc))
- Alimentation en qualité et quantité selon l'âge et le mode de vie
- Choix, qualité et propreté des vêtements
- Activité sportive : développement harmonieux du corps
- Salubrité des locaux d'habitation (nettoyage quotidien)

2 - Publique

- Médecine préventive sociale :
 - campagne de dépistage
 - vaccinations
 - tuberculose
 - alcoolisme
 - drogue
 - tabac

3 - Quelques notions de secourisme

- Détresse respiratoire
- Plaies simples
- Brûlures
- Fractures : bandages

III. Puériculture

- Le trousseau : tout ce qui est nécessaire pour
 - habiller)
 - coucher)
 - loger)
 - laver) bébé
 - nourrir)
 - sortir)
- La toilette
- Alimentation du bébé
 - préparation du lait en poudre
 - préparation du lait de vache frais
 - préparation du lait homogénéisé

- La croissance
 - poids
 - taille
 - dents
- Les 24 heures de l'enfant
 - il dort
 - il mange
 - il pleure
 - il joue
 - il sort
- Alimentation de 3 mois - - - 3 ans
 - mois par mois ce que l'on peut ajouter au menu de l'enfant
 - études des aliments riches
 - des menus pour tous les âges
 - des problèmes alimentaires (équilibre du menu, suppression des suceries)
- La maman infirmière
 - voies respiratoires
 - voies digestives
 - affections de la peau
- L'enfant et les médicaments

IV. Cuisine

- Etude critique de l'équilibre d'un menu
- Hors-d'œuvre
- Viandes
- Légumes - Dessert

V. Budget familial

- Prévision du budget
- Comptabilité quotidienne, hebdomadaire et mensuelle
- Equilibre du budget : étalement des grosses dépenses, investissement, étalement du crédit, paiement comptant.

D — GEOGRAPHIE

I. La Polynésie

- 1 - La Polynésie par rapport au reste du monde (situation)
- 2 - Quelques éléments de comparaison : superficie, population, économie, etc...
- 3 - Etude physique, économique, humaine de la Polynésie : Tahiti, Moorea, îles Sous-le-Vent, Tuamotu, Marquises, Australes, Gambier ;
- 4 - L'économie polynésienne : agriculture, industrie, tourisme, transport, pêche, commerce, télécommunications ;
- 5 - Les sources d'énergie utilisées en Polynésie française ;

II. La France

Etude succincte physique, économique et humaine.

III. Les autres territoires français du Pacifique et les pays polynésiens

- a - autres territoires français du Pacifique : Nouvelle-Calédonie, Wallis et Futuna
- b - autres pays polynésiens : îles Cook, Samoa, Tonga, Nouvelle-Zélande, Hawaï, Fidji, îles de Pâques.

E — HISTOIRE

I. Les grandes découvertes et les grandes inventions.

Dates à retenir :

- 1450 : Découverte de l'imprimerie par Gutenberg ; Publication de la Bible
- 1942 : La découverte du nouveau monde

II. La Polynésie avant l'arrivée des européens.

- Les trois castes de la société tahitienne.

III. L'arrivée des navigateurs européens en Polynésie.

- 1767 : Wallis ;
- 1768 : Bougainville ;
- 1769 : Le premier voyage de Cook.

IV. L'ancien régime en France et la révolution française, les grandes journées

Date à retenir :

- 14 juillet 1789 : Prise de la Bastille.

V. La dynastie des Pomare.

- Pomare I : Fondateur de la dynastie ;
- Pomare II : La Bible en Tahitien ;
- Pomare IV :
 - 1827-1877 : Le règne ;
 - 1842 : Pomare IV demande le Protectorat à la France ;
 - 1843 : Protectorat accordé ;
- Pomare V :
 - 29 juin 1880 : Don de ses Etats à la France.

VI. La guerre de 1914-1918.

Dates à retenir :

- septembre 1914 : Bombardement de Papeete ;
- 11 novembre 1918 : Armistice.

VII. La deuxième guerre mondiale : 1939-1945.

Dates à retenir :

- 21 avril 1941 : Départ du Bataillon du Pacifique ;
- juin 1942 : Bataille de Bir-Hackeim ;
- 8 mai 1945 : Armistice.

VIII. Les organismes internationaux :

- O.N.U., UNESCO, UNICEF.

IX. Le monde d'aujourd'hui.

- Progrès de la science et de la technique,
- Leurs conséquences en Polynésie française.

F — INSTRUCTION CIVIQUE

- 1 - Le statut de la Polynésie française
- 2 - L'exécutif : le conseil de gouvernement et le haut-commissaire
- 3 - L'assemblée territoriale
- 4 - Structure de la République française
 - Président
 - Ministres
 - Parlement
- 5 - Les communes - organisation
 - Le maire
 - Le conseil municipal
 - Les adjoints
- 6 - Le vote - les élections
- 7 - Les services administratifs
- 8 - Le service militaire
- 9 - L'office de la main-d'œuvre
 - L'inspection du travail
 - Le centre d'information et d'orientation
- 10 - L'assistance sociale
- 11 - Sécurité. Prévention des accidents : du travail, de la route...
- 12 - Le code de la route

Art. 2.— Toutes dispositions contraires à cet arrêté sont abrogées.

Art. 3.— Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 3 février 1982.

Pour le conseil de gouvernement :

Le vice-président,
F. SANFORD.

Vu et rendu exécutoire,
le 3 février 1982.

Le haut-commissaire,
par délégation :
Le secrétaire général,
J. FOURNET.

ARRETE n° 196 SCG du 15 février 1982 portant modification de l'arrêté n° 2093 SCG du 25 septembre 1981.

Le conseil de gouvernement de la Polynésie française,
Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française ;
Vu l'arrêté n° 2093 SCG du 25 septembre 1981 accordant la prise en charge de frais de transport ;
Vu la note n° 114 SG.1 du 4 février 1982 ;
En ayant délibéré en séance du 9 février 1982,

Arrête :

Article 1er.— L'article 1er de l'arrêté n° 2093 SCG du 25 septembre 1981 est supprimé et remplacé par ce qui suit :

"Le fret Papeete-Rapa des produits de première nécessité appartenant au groupe de danse de Rapa, soit cent quatre vingt neuf mille francs CP (189.000 FCP) est pris en charge par le budget du territoire et sera versé à la société Tuhaa Pae sur présentation d'une facture justificative".

Art. 2.— Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 15 février 1982.

Pour le conseil de gouvernement :

Le vice-président,
F. SANFORD.

Vu et rendu exécutoire,
le 15 février 1982.

Le haut-commissaire,
par délégation :
Le secrétaire général,
J. FOURNET.

ARRETE n° 197 AA du 16 février 1982 portant attribution d'une licence d'agence de voyages.

Le conseil de gouvernement de la Polynésie française,
Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 61-89 du 8 juin 1961 de la commission permanente de l'assemblée territoriale portant réglementation en matière d'agences et bureaux de voyages, rendue exécutoire par arrêté n° 1976 AA/AE du 9 août 1961 ;

Vu la demande en date du 18 août 1981 de M. Raymond Van Bastolaer, président de la fédération des œuvres laïques de la Polynésie française ;

Vu les avis du conseil d'administration de l'office de développement du tourisme et de la chambre de commerce et d'industrie ;

En ayant délibéré en séance du 9 février 1982,

Arrête :

Article 1er.— Conformément aux dispositions de l'article 2 de la délibération n° 61-89 du 8 juin 1961 susvisée, une licence d'agence de voyages ou licence de plein exercice, dite licence A, est délivrée à la S.A.R.L. Aute Voyages pour une durée de trois ans.

Art. 2.— Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 16 février 1982.

Pour le conseil de gouvernement :

Le vice-président,
F. SANFORD.

Vu et rendu exécutoire :
le 16 février 1982.

Le haut-commissaire,
Paul NOIROT-COSSON.

ARRETE n° 204 SCG du 18 février 1982 accordant un prêt.

Le conseil de gouvernement de la Polynésie française,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française ;

Vu les disponibilités budgétaires ;

Vu la note n° 14 SCG du 7 janvier 1982 ;

En ayant délibéré en séance du 30 décembre 1981,

Arrête :

Article 1er.— Un prêt sans intérêt de deux cent cinquante mille francs (250.000 FCP) est accordé à M. Bernut Eric pour lui permettre d'obtenir la licence française de pilote professionnel.

Il sera versé sur le compte n° 25 540 L 21 à la BIS au nom de M. Bernut Robert.

Art. 2.— La dépense est imputable au budget du territoire chapitre 46-01, article 10, exercice 1981.

Art. 3.— Le remboursement de ce prêt s'effectuera en 5 annuités égales et consécutives à partir de la première année d'activité professionnelle de l'intéressé.

Art. 4.— Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 18 février 1982.

Pour le conseil de gouvernement :

Le vice-président,
F. SANFORD.

Vu et rendu exécutoire,
le 18 février 1982.

Le haut-commissaire,
Paul NOIROT-COSSON.

ARRETE n° 968 SEQ/MAR du 18 février 1982 confiant les fonctions de directeur de port et maître de port de Uturoa (Raïatea) à des agents du service de l'équipement.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française, chef du territoire,

Officier de la Légion d'Honneur,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 484 TP du 3 juillet 1981 fixant les attributions des officiers et surveillants de port ;

Vu la délibération n° 8-17 du 5 février 1981 portant règlement général de police des ports maritimes et des rades de Polynésie française rendue exécutoire par arrêté n° 3826 AA du 2 mars 1981 ;

Vu l'arrêté n° 7332 SEQ du 11 août 1981 habilitant M. Boris Léontieff à constater les infractions effectuées sur le domaine public maritime ;

Vu l'arrêté n° 4533 GEND du 14 avril 1980 confiant des fonctions accessoires à l'adjudant Simon Serge affecté au commandement de la brigade de gendarmerie de Uturoa,

Arrête :

Article 1er.— En application de l'article 1er de l'arrêté n° 484 TP du 3 juillet 1981, et compte tenu de la mise en place des effectifs nécessaires, le service de l'équipement est rétabli dans les fonctions de maître de port à Uturoa.

Art. 2.— Le commandant de la brigade de gendarmerie de Raïatea est déchargé des fonctions de maître de port.

Art. 3.— Le service de l'équipement est chargé de l'application du règlement de police des ports et rades de Polynésie française rendu exécutoire par arrêté n° 3826 AA du 2 mars 1981 et complété par le règlement particulier du port de Uturoa.

Art. 4.— Le présent arrêté sera enregistré, publié, communiqué partout où besoin sera.

Papeete, le 18 février 1982.

Le haut-commissaire,

Par délégation :

Le secrétaire général,
J. FOURNET.

ARRETE n° 211 SCG du 19 février 1982 accordant une subvention.

Le conseil de gouvernement de la Polynésie française,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 825 FT du 4 avril 1964 déterminant les modalités de contrôle des subventions accordées sur les fonds du territoire ;

Vu l'arrêté n° 1802 SCG du 13 juillet 1981 accordant une avance sur subvention ;

Vu les disponibilités budgétaires ;

Vu la lettre n° 82-79 AW/VT du 21 janvier 1982 ;

En ayant délibéré en séance du 17 février 1982,

Arrête :

Article 1er.— Une subvention de trois millions de francs CP (3.000.000 FCP) est accordée pour l'année 1981 à l'union sportive de l'enseignement du premier degré.

Art. 2.— La dépense est imputable au budget local de fonctionnement, chapitre 44-01-A, exercice 1981.

Art. 3.— Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 19 février 1982.

Pour le conseil de gouvernement :

Pour le vice-président :

Le suppléant,

H. CARLSON.

Vu et rendu exécutoire,
le 19 février 1982.

Le haut-commissaire,
Paul NOIROT-COSSON.

DECISION n° 216 DOM du 19 février 1982 portant déclassement d'un emplacement de domaine public maritime à Arue et transfert dudit emplacement à la commune de Arue.

Le conseil de gouvernement de la Polynésie française,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française et notamment ses articles 20 et 21 ;

Vu la délibération n° 78-128 du 3 août 1978 de la commission permanente de l'assemblée territoriale, portant réglementation en matière d'occupation du domaine public, rendue exécutoire par arrêté n° 4477 AA du 3 octobre 1978 ;

Vu la demande de la commune de Arue en date du 31 août 1981 ;

Vu les avis de la commission des monuments naturels et des sites et des autorités administratives et élues consultées ;

En ayant délibéré en sa séance du 17 février 1982,

Décide :

Article 1er.— Est déclassé du domaine public pour incorporation au domaine privé du territoire un emplacement maritime, d'une superficie de 6.387 m², sis au quartier Vaitiare, à l'Ouest de la pointe Fare Te Torea à Arue P.K. 5.800.

Et tel qu'il figure au plan joint au dossier.

Art. 2.— Est transféré à la commune de Arue l'emplacement susvisé destiné à la réalisation d'une darse pour petits bateaux de pêche type " poti marara ".

Art. 3.— La commune de Arue sera tenue :

- de dévier le cours de la rivière plus au Sud de façon à limiter les risques d'alluvionnement dans la darse en période de crue ;
- de revoir le profil de la darse sur sa limite Nord Est afin d'avoir un raccord " naturel " sur le rivage, et de supprimer toute possibilité de remblai en prolongement ;
- et de mettre en place un système permettant la libre circulation de l'eau au travers de la digue Est, le long du rivage.

Art. 4.— La commune de Arue fera son affaire personnelle de toutes contestations qui pourraient survenir du fait de la darse et des installations et s'interdit à cet égard tout recours contre le concédant.

Art. 5.— La présente décision sera enregistrée, publiée et communiquée partout où besoin sera.

Papeete, le 19 février 1982.

Pour le conseil de gouvernement :

Pour le vice-président :

Le suppléant,

H. CARLSON.

Vu et rendu exécutoire,
le 19 février 1982.

Le haut-commissaire,
Paul NOIROT-COSSON.

ARRETE n° 217 FC du 19 février 1982 autorisant le service des finances et de la comptabilité à consentir des cessions pour toutes prestations de services rendues par le bureau informatique et fixant le tarif de ces cessions.

Le conseil de gouvernement de la Polynésie française,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française ;

Vu le rapport n° 124 FC du 1er février 1982 du chef du service des finances et de la comptabilité ;

En ayant délibéré dans sa séance du 17 février 1982,

Arrête :

Article 1er.— Le service des finances et de la comptabilité est autorisé à consentir des cessions pour toutes prestations de services rendues par le bureau informatique.

Art. 2.— Les prestations de services et les fournitures seront facturées selon les barèmes A, B et C ci-joints.

Les modifications des conditions économiques entraîneront un ajustement des barèmes par décision du conseil de gouvernement sur proposition du chef de service.

Art. 3.— Les barèmes A, B et C s'appliquent aux collectivités publiques et aux services publics du territoire ou de l'Etat selon le tableau joint.

Pour les particuliers et pour les entreprises privées, il y a lieu de majorer ces barèmes de 20 %.

Art. 4.— Les recettes provenant des cessions seront versées au chapitre 30-10, article 40 - Recettes du service informatique du budget territorial.

Art. 5.— Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 19 février 1982.

Pour le conseil de gouvernement :

Pour le vice-président,

Le suppléant,

H. CARLSON.

Vu et rendu exécutoire,
le 19 février 1982.

Le haut-commissaire,
Paul NOIROT-COSSON.

BAREME A — LOCATION DE MATERIEL INFORMATIQUE

Elément	Mode de liaison	Prix mensuel
Paire de modems		10.969
Ecran-clavier	liaison interne sans modems	57.031
Ecran-clavier + modems	liaison externe avec modems	68.000
Imprimante 120 c/s	en transparence écran	17.493
Imprimante 120 c/s	liaison interne sans modems	32.493
Imprimante 120 c/s + modems	liaison externe avec modems	43.462

BAREME B — FOURNITURES DE PAPIER ORDINATEUR

- a) Papiers spéciaux préimprimés, facturés à leurs prix de revient
- b) Papiers ordinaires
- | Nbre exemplaires | Format | Prix de revient |
|------------------|------------------|-----------------|
| - simple | 1 + 0 380 x 11 " | 2 |
| - double | 2 + 1 380 x 11 " | 3 |
| - triple | 3 + 2 380 x 11 " | 3 |

BAREME C — SERVICE POUR FAÇONNAGE DE PAPIER, ETUDE, ANALYSE, PROGRAMMATION D'UNE APPLICATION, ET MAINTENANCE DES PROGRAMMES.

- | a) Service-façonnage | Unité | Prix |
|---|-------|-------|
| - le déliassage et massicotage des feuilles continues | page | 0 |
| - Encollage et reliure d'un document ou listing | pièce | 500 |
| b) Etude, analyse, programmation et maintenance | heure | 3.000 |

ARRETE n° 220 AA du 19 février 1982 autorisant l'organisation d'une tombola au profit de l'association sportive Chonwa.

Le conseil de gouvernement de la Polynésie française,

Vu la demande en date du 3 février 1982 de M. Lau Ah Lim Pierrot, président de l'association sportive Chonwa ;
En ayant délibéré dans sa séance du 17 février 1982,

Arrête :

Article 1er.— M. Pierrot Lau Ah Lim, président de l'association sportive Chonwa dont le siège est sis à Papeete - B.P. 4130, est autorisé à organiser une tombola au capital d'émission de 5.000.000 francs composé de 5.000 billets à 1.000 francs l'un et dont le tirage aura lieu en une seule fois le 3 avril 1982 à Papeete.

Art. 2.— Le produit de la tombola sera intégralement et exclusivement destiné aux œuvres de l'association, sous la seule déduction des frais relatifs à l'organisation et au paiement des lots. Les billets seront conditionnés en carnets de dix billets.

Art. 3.— Le bénéfice de cette autorisation ne pourra être cédé à des tiers.

Art. 4.— Les lots seront les suivants :

1er lot	Mercedes 300 D	valeur	: 3.009.000
2e lot	Une vidéo et une télé	"	300.000
3e lot	Une perle montée	"	100.000
4e lot	Une planche à voile	"	90.000
5e lot	Un bijou	"	60.000

DECISION n° 224 ITSTAT du 19 février 1982 constatant l'indice des prix du mois de janvier 1982.

Le conseil de gouvernement de la Polynésie française,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française et notamment en son article 21, alinéa m ;

Vu l'arrêté n° 5695 SGA.AA du 4 octobre 1976 modifié par l'arrêté n° 4393 BPC du 4 avril 1980 relatif à la création de l'institut territorial de la statistique et à ses attributions ;

Vu la décision n° 1098 ITSTAT du 23 janvier 1981 abrogeant l'arrêté n° 3352 AE du 6 juillet 1977 et la décision n° 1907 ITSTAT du 3 octobre 1980 et créant un indice des prix de détail à la consommation familiale ;

Sur le rapport du directeur de l'institut territorial de la statistique ;

En ayant délibéré en sa séance du 17 février 1982,

Décide :

Article 1er.— L'indice des prix de détail à la consommation familiale du mois de janvier 1982 - base 100 en décembre 1980 - s'établit à 118.4.

Art. 2.— La présente décision sera enregistrée, communiquée et publiée selon la procédure d'urgence partout où besoin sera.

Papeete, le 19 février 1982.

Pour le conseil de gouvernement :

Pour le vice-président :

Le suppléant,

H. CARLSON.

Vu et rendu exécutoire,

le 19 février 1982.

Le haut-commissaire,

Paul NOIROT-COSSON.

ARRETE n° 226 CG du 19 février 1982 portant modification de l'arrêté n° 2432 AE du 18 décembre 1981 ayant porté agrément au code des investissements de la Polynésie française de la S.A. " Résidence Vaitaitai " pour son activité hôtelière.

Le conseil de gouvernement de la Polynésie française,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française et notamment ses articles 20 et 21 ;

Vu la délibération de l'assemblée territoriale n° 76-83 du 5 août 1976 portant code des investissements de la Polynésie française rendue exécutoire par arrêté n° 5255 AA du 10 septembre 1976 ;

Vu la délibération n° 81-7 du 15 janvier 1981 de l'assemblée territoriale de la Polynésie française prorogeant le code des investissements de la Polynésie française, rendue exécutoire par arrêté n° 3422 AA du 3 février 1981 ;

Vu l'arrêté n° 2432 AE du 18 décembre 1981 portant agrément au code des investissements de la S.A. " Résidence Vaitaitai " pour son activité hôtelière ;

En ayant délibéré en sa séance du 17 février 1982,

Arrête :

Article 1er.— Conformément au titre V de la délibération susvisée, la S.A. " Résidence Vaitaitai " bénéficiera, pour l'ensemble du programme d'investissement, étendu au club house et au funiculaire, d'une prime d'équipement au taux de 10 % majoré de 3 %, le projet utilisant des matériaux locaux.

Conformément au titre VI de ladite délibération, la S.A. Vaitaitai bénéficiera également de la prime à l'emploi.

Art. 2.— L'article 3 de l'arrêté n° 2432 AE du 18 décembre 1981 est abrogé.

Art. 3.— Toutes contestations qui pourront surgir de l'application des dispositions ci-dessus devront être soumises à l'examen de la commission territoriale d'agrément au code des investissements.

Art. 4.— Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 19 février 1982.

Pour le conseil de gouvernement :

Pour le vice-président :

Le suppléant

H. CARLSON.

Vu et rendu exécutoire,
le 19 février 1982.

Le haut-commissaire,
Paul NOIROT-COSSON.

ARRETE n° 227 AE du 19 février 1982 portant agrément de la société anonyme *Gérald Garnier*.

Le conseil de gouvernement de la Polynésie française,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française et notamment ses articles 20 et 21 ;

Vu la délibération de l'assemblée territoriale n° 76-89 du 5 août 1976 portant code des investissements de la Polynésie française rendue exécutoire par arrêté n° 5255 AA du 10 septembre 1976 ;

Vu la délibération n° 81-7 du 15 janvier 1981 de l'assemblée territoriale de la Polynésie française prorogeant le code des investissements de la Polynésie française, rendue exécutoire par arrêté n° 3422 AA du 3 février 1981 ;

Vu la demande d'agrément au code des investissements déposée le 12 novembre 1981 par Maître Marcel Lejeune ;

Vu l'avis exprimé par la commission territoriale d'agrément au code des investissements le 11 décembre 1981 ;

Sur le rapport du chef du service des affaires économiques ;

En ayant délibéré en sa séance du 17 février 1982,

Arrête :

Article 1er.— L'agrément au code des investissements institué par la délibération n° 76-89 du 5 août 1976 susvisée, est

accordé à la " Société anonyme *Gérald Garnier* " au titre d'entreprise industrielle entrant dans la catégorie H prévue à l'article 3 de ladite délibération, pour son activité de préfabrication et de fabrication industrielle de maisons.

Art. 2.— La société anonyme *Gérald Garnier* bénéficiera pour l'exécution de son programme d'investissement des exonérations prévues :

- à l'article 30, soit l'exonération des droits d'enregistrement sur la construction de sociétés, sur les augmentations de capital et sur l'acquisition ou la prise à bail de biens immobiliers nécessaires à la réalisation de l'activité agréée. Si ces actes ont déjà donné lieu à perception, les sommes prévues pourront être remboursées dans les limites prévues à l'article 30, dernier alinéa ;

- aux articles 31 à 33, soit l'affranchissement de la contribution des patentes, pour une durée de quatre ans, l'affranchissement de l'impôt foncier bâti, pour une durée de cinq ans, et l'affranchissement de l'impôt sur le bénéfice des sociétés, pour une durée de 5 ans.

Art. 3.— La société anonyme *Gérald Garnier* bénéficiera aussi de la prime d'équipement au taux de 10 %, conformément au titre V de la délibération n° 76-89 du 5 août 1976 susvisée, et d'une prime à l'emploi, comme prévu au titre VI de la même délibération.

Art. 4.— Toutes contestations qui pourront surgir de l'application des dispositions ci-dessus devront être soumises à l'examen de la commission territoriale d'agrément au code des investissements.

Art. 5.— Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 19 février 1982.

Pour le conseil de gouvernement :

Pour le vice-président :

Le suppléant,

H. CARLSON.

Vu et rendu exécutoire,
le 19 février 1982.

Le haut-commissaire,
Paul NOIROT-COSSON.

ARRETE n° 970 FT du 19 février 1982 accordant un deuxième versement à valoir sur subvention 1982.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française, chef du territoire,
Officier de la Légion d'Honneur,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française ;

Vu le budget territorial 1982 ;

Vu l'arrêté n° 118 FT du 12 janvier 1982 accordant un premier versement à valoir sur subvention 1982,

Arrête :

Article 1er.— Un deuxième versement de dix millions de francs (10.000.000 CFP) à valoir sur sa subvention pour 1982 est accordé à l'office de développement du tourisme.

Art. 2.— La dépense est imputable au budget local de fonctionnement chapitre 43-01, article 55, exercice 1982.

Art. 3.— Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 19 février 1982.

Le haut-commissaire,
par délégation :

Le secrétaire général,
J. FOURNET.

ARRETE n° 983 FT du 19 février 1982 accordant une subvention.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française, chef du territoire,
Officier de la Légion d'Honneur,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française ;

Vu la lettre n° 179 FT du 13 février 1981 ;

Vu les arrêtés n° 4485 FT du 6 avril, 6846 FT du 17 juillet et 9156 FT du 19 novembre 1981 ;

Vu les inscriptions budgétaires ;

Vu les justifications présentées et notamment la lettre n° 394 OPT/A3 du 10 février 1982,

Arrête :

Article 1er.— Une subvention d'un million neuf cent trente et un mille quatre cent trente trois francs CFP (1.931.433 FCP) est attribuée pour le 4^e trimestre 1981 à l'office des postes et télécommunications au titre de la participation du territoire à la rémunération des gérants des stations radio.

Art. 2.— La dépense est imputable au budget local de fonctionnement chapitre 43-01, article 60, exercice 1981.

Art. 3.— Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 19 février 1982.

Paul NOIROT-COSSON.

ARRETE n° 984 AA du 19 février 1982 rendant exécutoire la délibération n° 82-4 du 18 janvier 1982 de l'assemblée territoriale de la Polynésie française.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française, chef du territoire,
Officier de la Légion d'Honneur,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française, notamment son article 65,

Arrête :

Article 1er.— Est rendue exécutoire la délibération n° 82-4 du 18 janvier 1982 de l'assemblée territoriale de la Polynésie française, portant création d'un prélèvement exceptionnel de solidarité.

Art. 2.— Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 19 février 1982.

Paul NOIROT-COSSON.

DELIBERATION n° 82-4 du 18 janvier 1982 portant création d'un prélèvement exceptionnel de solidarité.

L'assemblée territoriale de la Polynésie française,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française ;

Vu le code des impôts directs institué par la délibération du 16 novembre 1950 de la commission permanente de l'assemblée représentative des Etablissements français de l'Océanie et les textes modificatifs subséquents ;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des territoires d'outre-mer et les actes qui l'ont modifié ;

Vu la lettre n° 235 CD du 21 décembre 1981 du conseil de gouvernement, approuvée en séance le même jour ;

Vu l'arrêté n° 9452 AA du 4 décembre 1981 convoquant l'assemblée territoriale en session budgétaire ordinaire ;

Délibérant en matière d'impôts directs à percevoir au profit du budget territorial, conformément aux dispositions de l'article 44 de la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 susvisée ;

Vu le rapport n° 8-82 du 16 janvier 1982 de la commission des affaires financières, économiques et sociales ;

Dans sa séance du 18 janvier 1982,

Adopte :

Article 1er.— Il est créé au titre de l'année 1982, un prélèvement exceptionnel de solidarité mis en recouvrement au 1^{er} octobre 1982.

Art. 2.— Sont soumises au prélèvement les sociétés visées à la section I, division I du code des impôts directs de Polynésie française dont le bénéfice fiscal de l'exercice 1982 aura atteint ou dépassé 100 millions.

Art. 3.— Le taux de prélèvement est fixé à 10 % du montant du bénéfice fiscal 1982, avant déduction du prélèvement territorial de solidarité.

Art. 4.— Le prélèvement est provisoirement calculé sur le bénéfice taxable à l'impôt sur les sociétés de l'exercice 1981. Il sera réajusté soit par imputation complémentaire, soit par restitution, lors de l'émission du rôle de l'impôt sur les sociétés, prévu par la délibération n° 59-5 du 16 janvier 1959 et afférent à l'exercice concerné.

Art. 5.— Le prélèvement n'est pas déductible des bénéfices taxables de l'exercice 1982 ni au titre du prélèvement territorial de solidarité ni au titre de l'impôt sur les sociétés.

Art. 6.— Ce prélèvement ne nécessitera aucune déclaration particulière des sociétés et fera l'objet d'un rôle provisoire qui sera émis et recouvré suivant la procédure, les garanties et les sanctions prévues en matière d'impôts directs. Les réclamations seront instruites et jugées comme pour ces impôts.

Art. 7.— Les sommes dues au titre du prélèvement sont exigibles quarante cinq jours après la date de mise en recouvrement du rôle provisoire. Une pénalité de 10 % des sommes restant dues est mise à la charge des sociétés qui ne sont pas acquittées dans le délai de quinzaine à la date d'exigibilité.

Art. 8.— Le conseil de gouvernement est chargé de l'application de la présente délibération qui sera publiée au Journal officiel de la Polynésie française.

Un secrétaire,
Tinomana EBB.

Le président,
Frantz VANIZETTE.

ARRETE n° 232 AE du 22 février 1982 portant agrément de la S.A. Anuraro Pearl Island Resort au code des investissements.

Le conseil de gouvernement de la Polynésie française,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française et notamment ses articles 20 et 21 ;

Vu la délibération de l'assemblée territoriale n° 76-89 du 5 août 1976 portant code des investissements de la Polynésie française rendue exécutoire par arrêté n° 5255 AA du 10 septembre 1976 ;

Vu la délibération n° 81-7 du 15 janvier 1981 de l'assemblée territoriale de la Polynésie française prorogeant le code des investissements de la Polynésie française, rendue exécutoire par arrêté n° 3422 AA du 3 février 1981 ;

Vu la demande d'agrément au code des investissements déposée le 15 janvier 1982 par M. Robert Wan.

Vu l'avis exprimé par la commission territoriale d'agrément au code des investissements en sa séance du 5 février 1982 ;

Sur le rapport du chef du service des affaires économiques ;

En ayant délibéré en sa séance du 17 février 1982,

Arrête :

Article 1er.— L'agrément au code des investissements institué par la délibération n° 76-89 du 5 août 1976 est accordé à la S.A. Anuraro Pearl Island Resort au titre de la catégorie C, (entreprises de perliculture) pour son activité de perliculture dans l'atoll d'Anuanuraro.

Art. 2.— La S.A. Anuraro Pearl Island Resort bénéficiera des exonérations prévues :

- à l'article 30, soit l'exonération des droits d'enregistrement sur constitution de société et sur augmentation de capital.

- aux articles 31 à 33, soit à l'affranchissement de la contribution des patentes, de l'impôt foncier bâti, de l'impôt sur le bénéfice des sociétés pour une durée de 8 ans.

Art. 3.— La S.A. Anuraro Pearl Island Resort bénéficiera également de la prime d'équipement, au taux de 10 % pour les investissements concernant la piste d'aviation, la construction et le mobilier des bâtiments, les deux bateaux avec moteurs.

Art. 4.— Conformément au titre V de la délibération sus-visée, la S.A. Anuraro Pearl Island Resort bénéficiera également de la prime à l'emploi pour la création de 7 emplois.

Art. 5.— Toutes contestations qui pourront surgir de l'application des dispositions ci-dessus devront être soumises à l'examen de la commission territoriale d'agrément au code des investissements.

Art. 6.— Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 22 février 1982.

Pour le conseil de gouvernement :

Pour le vice-président :

Le suppléant,
H. CARLSON.

Vu et rendu exécutoire,
le 22 février 1982.

Le haut-commissaire,
Paul NOIROT-COSSON.

ARRETE n° 233 AE du 22 février 1982 portant agrément de l'entreprise individuelle H. Joux au code des investissements.

Le conseil de gouvernement de la Polynésie française,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française et notamment ses articles 20 et 21 ;

Vu la délibération de l'assemblée territoriale n° 76-89 du 5 août 1976 portant code des investissements de la Polynésie française rendue exécutoire par arrêté n° 5255 AA du 10 septembre 1976 ;

Vu la délibération n° 81-7 du 15 janvier 1981 de l'assemblée territoriale de la Polynésie française prorogeant le code des investissements de la Polynésie française, rendue exécutoire par arrêté n° 3422 AA du 3 février 1981 ;

Vu la demande d'agrément au code des investissements déposée le 12 janvier 1982 par M. Henri Joux.

Vu l'avis exprimé par la commission territoriale d'agrément au code des investissements en sa séance du 5 février 1982 ;

Sur le rapport du chef du service des affaires économiques ;

En ayant délibéré en sa séance du 17 février 1982,

Arrête :

Article 1er.— L'agrément au code des investissements institué par la délibération n° 76-89 du 5 août 1976 est accordé à l'entreprise Henri Joux au titre d'entreprise artisanale entrant dans la catégorie M prévue à l'article 3 de ladite délibération.

Art. 2.— L'entreprise Henri Joux bénéficiera des exonérations prévues à l'article 32 : soit l'affranchissement de l'impôt sur les transactions, aux taux de 60 %, pour une durée de 5 ans.

Art. 3.— Conformément au titre V de la délibération sus-visée, l'entreprise H. Joux bénéficiera d'une prime d'équipement aux taux de 10 %.

Art. 4.— Conformément au titre VI de ladite délibération, l'entreprise Henri Joux bénéficiera également d'une prime à l'emploi pour la création de 4 emplois.

Art. 5.— Toutes contestations qui pourront surgir de l'application des dispositions ci-dessus devront être soumises à l'examen de la commission territoriale d'agrément au code des investissements.

Art. 6.— Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 22 février 1982.

Pour le conseil de gouvernement :

Pour le vice-président :

Le suppléant,
H. CARLSON.

Vu et rendu exécutoire,
le 22 février 1982.

Le haut-commissaire,
Paul NOIROT-COSSON.

ARRETE n° 234 AE du 22 février 1982 portant agrément de la société tahitienne de presse au code des investissements pour son extension d'activité.

Le conseil de gouvernement de la Polynésie française,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française et notamment ses articles 20 et 21 ;

Vu la délibération de l'assemblée territoriale n° 76-89 du 5 août 1976 portant code des investissements de la Polynésie française, rendue exécutoire par arrêté n° 5255 AA du 10 septembre 1976 ;

Vu la délibération n° 81-7 du 15 janvier 1981 de l'assemblée territoriale de la Polynésie française prorogeant le code des investissements de la Polynésie française, rendue exécutoire par arrêté n° 3422 AA du 3 février 1981 ;

Vu la demande d'agrément au code des investissements déposée le 15 décembre 1981 par M. le directeur de la fiduciaire tahitienne d'expertise comptable (FITEC) ;

Vu l'avis exprimé par la commission territoriale d'agrément au code des investissements en sa séance du 5 février 1982 ;

Sur le rapport du chef du service des affaires économiques ;
En ayant délibéré en sa séance du 17 février 1982,

Arrête :

Article 1er.— L'agrément au code des investissements par la délibération n° 76-89 du 5 août 1976 est accordé à la S.A. " société tahitienne de presse " au titre d'entreprise industrielle entrant dans la catégorie H prévue à l'article 3 de ladite délibération.

Art. 2.— La société tahitienne de presse bénéficiera des exonérations prévues :

- à l'article 30, soit l'exonération des droits d'enregistrement sur augmentation de capital, pour une durée de 2 ans à compter de la date d'agrément ;

- aux articles 31 à 33, soit l'affranchissement de l'impôt sur les bénéfices des sociétés, au taux de 50 %, pour une durée de 5 ans, et de l'impôt sur le revenu des capitaux mobiliers, au taux de 50 %, pour une durée de 5 ans.

Art. 3.— Conformément au titre V de la délibération susvisée, la société tahitienne de presse bénéficiera d'une prime d'équipement au taux de 14 %.

Art. 4.— Conformément au titre VI de la délibération susvisée, la société tahitienne de presse bénéficiera également de la prime à l'emploi, pour la création de 5 emplois.

Art. 5.— Toutes contestations qui pourront surgir de l'application des dispositions ci-dessus devront être soumises à l'examen de la commission territoriale d'agrément au code des investissements.

Art. 6.— Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 22 février 1982.

Pour le conseil de gouvernement :

Pour le vice-président :

Le suppléant,
H. CARLSON.

Vu et rendu exécutoire,
le 22 février 1982.

Le haut-commissaire,
Paul NOIROT-COSSON.

DECISION n° 236 SEQ/MAR du 22 février 1982 complétant la décision n° 1857 du 14 novembre 1979 et n° 2314 du 19 novembre 1981 pour la tarification de location de la vedette " Atea ".

Le conseil de gouvernement de la Polynésie française,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française, et notamment ses articles 20 et 21 ;

Vu l'arrêté n° 3185 SG du 13 septembre 1973 portant réorganisation du service territorial de l'équipement ;

Vu l'arrêté n° 182 SE du 6 mars 1978, autorisant le service de l'équipement à consentir des cessions pour toutes prestations de services rendues par les navires de la flotille administrative et fixant les tarifs des cessions ;

Vu la décision n° 871 SEQ du 27 novembre 1978 complétant l'arrêté n° 182 SEQ du 6 mars 1978 ;

Vu la décision n° 823 AE du 9 novembre 1978 portant réglementation des tarifs de frêt et de passage maritime sur le territoire de la Polynésie française ;

Vu la décision n° 1314 AE du 13 avril 1979 modifiant et complétant la décision n° 823 AE du 9 novembre 1978 ;

Vu la décision n° 1594 AE du 17 avril 1979 relative aux tarifs de frêt maritime interinsulaire des hydrocarbures dans le territoire ;

Vu la décision n° 1857 SEQ du 14 novembre 1979 portant réglementation des prestations de service consenties par les navires de la flotille administrative du service de l'équipement ;

Vu la décision n° 1974 du 10 décembre 1979 portant création d'une redevance passager relative à la liaison maritime Taiohae-Haahopu et fixant le taux de la redevance ;

Vu la décision n° 2314 du 19 novembre 1981 complétant et modifiant les décisions n° 1857 SEQ et 1974 du 10 décembre 1979,

Décide :

Article 1er.— Le service de l'équipement devra effectuer des cessions pour toutes prestations de services rendues par la vedette " Atea " conformément aux décisions n° 1857 SEQ du 14 novembre 1979 et n° 2314 du 19 novembre 1981 complétées par la présente pour ce qui n'est pas contraire au texte de la présente décision.

Art. 2.— Les transports de passagers et de frêt sur Atea ou un bateau de remplacement seront tarifés conformément au tableau ci-joint :

Trajets	Tarification			
	Marchandises		Passagers	
	Tonne ou m3	Petit Colisage	Adultes	Enfants 12
Taiohae-Nuku Ataha	1.000	100	600	300
Nuku-Hiva - Ua-Pou	1.000	100	900	450
Nuku-Hiva - Ua-Huka	1.000	100	900	450

Art. 3.— Les marchandises sont tarifées à la tonne métrique, la tonne métrique est le nombre le plus élevé au volume (mètre cube) ou au poids (tonne).

Les bagages non accompagnés (petit colisage) sont tarifés à l'unité (animaux, bouteilles de gaz, jerrycans, dame-jeanne, cantine, etc...).

Art. 4.— Les tarifs fixés s'appliquent à tous les usagers sauf aux agents de service de l'équipement en missions ou déplacements autorisés.

Art. 5.— Les recettes provenant des cessions seront versées au budget du territoire et prises en compte au chapitre 30-20-30 intitulé " Flotille administrative ".

En contrepartie, il est ouvert un crédit au chapitre 35-11-30, pour le fonctionnement et les réparations de la flotille administrative gérée par le service de l'équipement.

Art. 6.— La présente décision prise pour servir et valoir ce que de droit sera publiée au JOPF et sera appliquée dès la mise en service de la vedette " Atea ".

Papeete, le 22 février 1982.

Pour le conseil de gouvernement :

Le vice-président,
F. SANFORD.

Vu et rendu exécutoire,
le 22 février 1982.

Le haut-commissaire,
Paul NOIROT-COSSON.

DECISION n° 238 AE du 22 février 1982 fixant les tarifs maximaux de transport par taxi applicables sur le territoire.

Le conseil de gouvernement de la Polynésie française,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française et notamment ses articles 20, 21 et 24 ;

Vu la décision n° 764 AE du 13 octobre 1978 fixant le régime général des prix des prestations de services dans le territoire ;

Vu la décision n° 766 AE du 13 octobre 1978 relative au contrôle et à la répression des infractions en matière de réglementation des prix dans le territoire ;

Vu la décision n° 1780 AE du 6 juillet 1981 fixant les tarifs de transport par taxi applicables sur le territoire ;

Sur le rapport du chef du service des affaires économiques ;

En ayant délibéré en sa séance du 17 février 1982,

Décide :

Article 1er.— Sur l'ensemble du territoire de la Polynésie française le tarif élémentaire maximal de transport par taxi est fixé comme suit :

- course minimale (prise en charge comprise) 330 FCP
- course à l'heure 2.000 FCP
- heure d'attente 850 FCP
- kilomètre de course 55 FCP

Ces tarifs s'appliquent aux courses effectuées de jours (6 heures du matin à 22 heures du soir) en l'absence de tarif forfaitaire.

Les tarifs de courses effectuées de nuit (entre 22 heures du soir et 6 heures du matin) s'établissent sur la base des tarifs de jour multipliés par deux sauf dans le cas des courses effectuées entre l'aéroport de Faaa et les hôtels où le tarif de jour ne peut être majoré de plus de 50 %.

Art. 2.— Sur les îles de Tahiti, Moorea et Raiatea les tarifs de différentes courses sont établis sur la base de forfaits figurant aux annexes I, II et III de la présente décision. Ces tarifs couvrent les trajets aller à destination et retour du taxi à son point de départ.

Les points de départ sont, outre les aéroports, pour Papeete : la place du marché, le boulevard Pomare (face Vaima, Jasmin et Royal Papeete).

Un supplément pour bagages de 50 FCP par valise chargée à bord du véhicule peut être perçu auprès du client.

A l'intérieur de la zone urbaine de Papeete et d'Uturoa le prix de la course est celui de la course minimale.

Art. 3.— Les tarifs forfaitaires de base des différentes courses peuvent être majorés de 25 % les dimanches et jours fériés.

Art. 4.— Les dispositions de l'article 1er ainsi que les annexes de la présente décision sont affichées à l'intérieur même des taxis, lisibles de tout client placé à l'arrière du taxi.

Art. 5.— La décision n° 1780 AE du 6 juillet 1981 susvisée est abrogée.

Art. 6.— Les infractions aux dispositions de la présente décision sont poursuivies, réprimées et sanctionnées conformément aux dispositions de la décision n° 766 AE du 13 octobre 1978 susvisée.

Art. 7.— La présente décision qui sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera, est applicable à compter de la date de sa publication au Journal officiel de la Polynésie française.

Papeete, le 22 février 1982.

Pour le conseil de gouvernement :

Pour le vice-président :

Le suppléant,

H. CARLSON.

Vu et rendu exécutoire,
le 22 février 1982.

Le haut-commissaire,
Paul NOIROT-COSSON.

A N N E X E I

TARIF FORFAITAIRE APPLICABLE DE JOUR SUR L'ILE DE TAHITI (en francs CP)

Destination	Point de départ	
	Aéroport de Faaa	Papeete
Hôtel Ariana	700	400
Hôtel Kon Tiki	700	400
Hôtel Royal Papeete	700	400
Hôtel Métropole	650	400
Hôtel Stuart	650	400
Hôtel Mahina Tea	700	400
Hôtel Holliday Inn	600	450
Hôtel Tahiti	550	450
Hôtel Princesse Heiata	850	500
Hôtel Royal Tahitien	850	500
Hôtel Beachcomber	450	700
Hôtel Maeva Beach	450	700
Hôtel Bel Air	450	700
Hôtel Taharaa	1.200	850
Iaorana Villa	650	950
Tahiti Village	900	1.200

Destination	Départ de Papeete	Destination	Départ de Papeete
Restaurant Le Belvédère	1.900	Nuutania et environs	600
Restaurant La Chaumière	1.150	BIMAT	600
Restaurant Nahiti Nui	900	Puurai Oremu 1	900
Restaurant Aorai	550	Puurai Oremu 2	1.000
Restaurant Dahlia	550	Puurai Oremu 3	1.450
Restaurant Fautaua	500	Quartier Saint Hilaire 1	900
Restaurant Baie des Pêcheurs	900	Quartier Saint Hilaire 2	1.050
Restaurant Flamboyant	950	Quartier Aubry	750
Restaurant Auberge du Pacifique	950	Quartier Liais	800
Restaurant Lagoonarium	950	Cité de l'Air	800
Restaurant Le Vieux Montmartre	1.050	Heiri en bas	700
Restaurant Auberge de la Punaruu	1.100	Heiri en hauteur	800
Restaurant Châpateau	2.100	Lotissement Outumaoro 1	750
Restaurant Le Petit Mousse	2.100	Lotissement Outumaoro 2	800
Restaurant Vahine Moena	2.300	Punavai Plaine	1.200
Restaurant Vahoata	2.800	Punavai Montagne	1.300
Restaurant Gauguin	3.200	Lotissement Taina Lotus 1	950
Restaurant Taiarapu	3.300	Lotissement Taina Lotus 2	1.100
Restaurant Faratea	3.300	Lotissement Taina Lotus 3	1.300
Restaurant Le Rotui	3.200	Aéroport de Faaa	650
Restaurant Le Meherio	4.400	Motu-Uta	500
Vallée de Titiro :		Hôpital Jean-Prince	450
jusqu'au pont Pater	450	Pirae :	
du pont Pater à Dubois	500	Lotissement Vetea 1	650
de Dubois au Bain Loti	550	Lotissement Vetea 2	750
Vallée de la Mission :		Lotissement Vetea 3	800
jusqu'à Marehau	450	Lotissement Pater stade	400
au-delà	500	Pater	450
sur les hauteurs	550	Lotissement Bel Air	600
Heremona	450	Bellevue	650
Vallée Sainte-Amélie :		Vallée Hamuta	550
jusqu'au pont pour Moria	450	Résidence Hamuta	500
au-delà du pont	500	Lotissement Aute 1	650
Centre de Moria (Hauteur)	750	Lotissement Aute 2	700
Lotissement Vanizette : 1	500	Lotissement Nahoata	650
Lotissement Vanizette : 2	550	Lotissement Labbé	650
Pic Rouge : 1	650	Lotissement Tenahe	600
Pic Rouge : 2	900	Arue :	
Pic Rouge : 3	1.300	Camp du C.E.P.	550
Lotissement Guého	450	Yacht Club	550
Quartier de Taunoo : Saint-Paul, Pékin, Lagarde	450	Cité Smith-Cowan	600
Vallée de Tipaerui :		Lotissement Erima	750
jusqu'au pont Lévy	450	Bambridge	600
mi-chemin	500	Vallée de Tefaaroa 1	650
fond	550	Vallée de Tefaaroa 2	700
Lotissements Degage et face Albert	700	Vallée de Tefaaroa 3	750
Pamatai :		Cité Jay 1	850
jusqu'au pont Route des Collines	600	Cité Jay 2	900
de la Route des Collines jusqu'à chez Arbelot	700	Mahina :	
d'Arbelot à la Chaumière	1.150	Route Pointe Vénus	1.000
Faaa :		Perena - Socrédo - C.P.S.	950
Nouvelle Vague	550	Datchary 1	1.250
		Datchary 2	1.400
		Datchary 3	1.550
		Super-Mahina Radio	1.600
		Ahonu 1	1.000
		Ahonu 2	1.050
		Tombeau du Roi Pomare V	600
		Point de vue du Taharaa	850

Destination	Départ de Papeete
Pointe Vénus	1.000
Trou du Souffleur	1.550
Cascades de Faarumai	1.600
Mouillage de Bougainville	2.450
Cascade de Faatautia	2.650
Marae de Arahurahu	1.600
Grotte de Maraia	1.900
Golf d'Atimaono	2.600
Musée des Îles	1.150
Musée Gauguin	3.400
Jardin Botanique	3.400
Tour de l'île avec arrêt dans les sites touristiques sans la presqu'île	6.600

A N N E X E 2

TARIF FORFAITAIRE APPLICABLE DE JOUR
SUR L'ÎLE DE MOOREA

Destination	Au départ de l'aéroport
Hôtel Bali Hai	550
Hôtel Aimeo	800
Hôtel Moorea Lagon	1.100
Hôtel Chez Coco	1.550
Hôtel Tipaniers	1.950
Hôtel Hibiscus	1.950
Hôtel Capitaine Cook	1.950
Hôtel Moorea Village	1.950
Hôtel Mate Jamet	1.950
Hôtel Club Méditerranée	1.950
Hôtel Kia Ora	350
Teavaro, Temae, Tiaia	450
Vaiare	550
Afareaitu	650
Paopao	800
Pihaena - Haumi	900
Maatea	1.100
Opunohu - Atiha	1.450
Papetoai - Vaianae	1.550
Haapiti	1.700
Varari (moitié du tour de l'île)	2.000
Tour de l'île en 3 heures	4.300
Belvédère et les 2 baies	3.000

A N N E X E 3

TARIF FORFAITAIRE APPLICABLE DE JOUR
SUR L'ÎLE DE RAIATEA

Destination	Prix
Aéroport-Bali-Hai	600
Aéroport-Pont Tepua	350
Aéroport-Uturoa	450
Aéroport-Apooiti	400
Uturoa-Tepua (jusqu'au village de Atitautu)	450

Destination	Prix
Uturoa-Vairahi	650
Uturoa-Avera	900
Uturoa-Avera Rahi	950
Uturoa-Pont Faaroa	1.400
Uturoa-Maraeroa	1.700
Uturoa-Faarepaiti	1.850
Uturoa-Faareparahi	1.900
Uturoa-Marae Taputapuataea	2.350
Uturoa-Opoa (Village Maraé Hotopuu)	2.500
Uturoa-Apooiti	500
Uturoa-Utaraerae	600
Uturoa-Faafau	700
Uturoa-Pufau	900
Uturoa-Tevaitoa	1.450
Uturoa-Tehurui	1.750
Uturoa-Vaiaau	2.000
Uturoa-Vaihuti	2.550
Uturoa-Fetuna	3.300

ARRETE n° 996 FT du 22 février 1982 portant modification de l'arrêté n° 829 FT du 15 février 1982.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française, chef du territoire,
Officier de la Légion d'Honneur,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 829 FT du 15 février 1982 accordant un premier versement sur subvention 1982 à l'A.R.P.E.C.,

Arrête :

Article 1er. — L'article 2 de l'arrêté n° 829 FT du 15 février 1982 est remplacé par ce qui suit :

La dépense est imputable au budget du territoire, chapitre 46-01, article 40, exercice 1982.

Art. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 22 février 1982.

Le haut-commissaire,

Par délégation :

Le secrétaire général,

J. FOURNET.

ARRETE n° 239 CG du 23 février 1982 modifiant l'arrêté n° 2142 CG du 7 octobre 1981 portant organisation d'un établissement public à caractère administratif dénommé office de recherches et d'exploitation des ressources océaniques.

Le conseil de gouvernement de la Polynésie française,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française et notamment son article 21, 2° ;

Vu l'arrêté n° 2142 CG du 7 octobre 1981 portant organisation d'un établissement public à caractère administratif dénommé office de recherches et d'exploitation des ressources océaniques ;

Vu le procès-verbal de la réunion du conseil d'administration du 15 janvier 1982 ;

En ayant délibéré dans sa séance du 17 février 1982,

Arrête :

Article 1er.— " Les modifications suivantes sont apportées à l'arrêté n° 2142 CG du 7 octobre 1981 ".

Article 1 nouveau.— L'O.R.E.R.O. est administré par un conseil de 27 membres comprenant :

Avec voix délibérative :

- le conseiller de gouvernement chargé des ressources océaniques, président ;
- le conseiller de gouvernement chargé de l'équipement, premier vice-président ;
- le conseiller de gouvernement chargé du développement des archipels, deuxième vice-président ;
- 5 membres titulaires et 5 membres suppléants de l'assemblée territoriale désignés par celle-ci et représentant chacun un archipel de la Polynésie française ;
- 2 représentants de l'organisme consulaire chargé de la pêche ;
- 2 personnalités désignées en raison de leur compétence par le conseil de gouvernement ;
- le chef du service du plan et du développement ;
- un représentant des sociétés de perliculture ;
- 2 représentants des professionnels de la pêche et des activités annexes, dont l'un au titre des coopératives de perliculture et l'autre au titre des coopératives de pêche ;
- 1 représentant des armateurs et pêcheurs professionnels de haute mer ;
- 1 représentant des pêcheurs lagunaires et côtiers.

Avec voix consultative

- 1 commissaire de gouvernement nommé par décision du conseil de gouvernement ;
- le directeur général de la Socrédo ;
- l'administrateur des affaires maritimes ;
- le chef du service de l'équipement ;
- le directeur du port autonome ;
- le directeur du centre océanographique du Pacifique ;
- 1 représentant des sociétés de pêche ;
- 1 représentant des sociétés d'aquaculture ;
- 1 représentant des sociétés de transformation et de commercialisation des produits de la mer.

Sur proposition de leurs organismes, les représentants des syndicats et des sociétés intéressées sont désignés par décision du conseil de gouvernement.

Les membres du conseil d'administration sont nommés pour deux ans. Toutefois leur mandat expire de plein droit en même temps que celui qu'ils détiennent des organismes ou assemblées qu'ils représentent.

Article 4 nouveau.— Le conseil d'administration ne peut délibérer valablement que si 9 au moins de ses membres en exercice et ayant voix délibératives sont physiquement présents ou représentés à l'ouverture de la séance.

Toutefois, si ce quorum n'est pas atteint à la suite de la première convocation, le conseil peut délibérer valablement dès le lendemain quelque soit le nombre des membres délibérants présents.

Article 5 nouveau.— Les votes sont acquis à la majorité des membres délibérants présents. Ceux-ci ne peuvent être porteurs que d'une seule procuration d'un administrateur excusé.

En cas de partage égal des voix, celle du président est prépondérante.

Article 8 nouveau.—

De la commission permanente

1°) Chaque année le conseil d'administration nomme, en son sein, une commission permanente composée de 5 membres :

- le conseiller de gouvernement délégué chargé des ressources océaniques, président ;
- 1 conseiller territorial, membre titulaire du conseil d'administration ;
- 1 représentant de l'organisme consulaire chargé de la pêche ;
- 2 représentants désignés par les organisations ayant voix délibérative au conseil d'administration.

2°) Sans changement

3°) La commission permanente ne peut se réunir valablement que si 4 de ses membres au moins sont présents.

Le reste sans changement.

Article 9 nouveau.— Le conseil d'administration nomme chaque année une commission financière composée ainsi qu'il suit :

- président, le premier vice-président du conseil d'administration ;
- 2 membres élus par le conseil d'administration en raison de leur compétence financière.

Article 10 nouveau.— Il est créé auprès du conseil d'administration :

- 1 comité scientifique composé de représentants du C.N.E.X.O., de l'ORSTOM, du muséum d'histoire naturelle, du GERDAT et de tout autre organisme scientifique de recherche et d'exploitation des ressources océaniques ;
- 1 comité de marketing composé du chef du service du plan du directeur du bureau de développement et de personnalités choisies en raison de leur compétence en la matière.

Ces comités donnent leurs avis au conseil d'administration sur les affaires qui leur sont soumises.

Article 11 nouveau.— Le commissaire de gouvernement est nommé par décision du conseil de gouvernement.

Le reste sans changement.

Art. 2.— Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 23 février 1982.

Pour le conseil de gouvernement :

Pour le vice-président,

Le suppléant,

H. CARLSON

Vu et rendu exécutoire,

le 23 février 1982.

Le haut-commissaire,

Paul NOIROT-COSSON.

ARRETE n° 242 PECHE du 25 février 1982 modifiant et complétant l'arrêté n° 2307 du 19 novembre 1981 autorisant la campagne 1981-1982 de la pêche de la nacre.

Le conseil de gouvernement de la Polynésie française,
Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française ;

Vu le décret du 21 janvier 1904 réglementant la pêche des huîtres nacrées et perlières et les actes modificatifs subséquents ;

Vu la délibération n° 50-1958 du 17 juin 1958 de l'assemblée territoriale rendue exécutoire par l'arrêté n° 295 AE du 24 juillet 1958 réglementant la pêche des huîtres nacrées et perlières par scaphandre dans le territoire ;

Vu l'arrêté n° 171 AE rendant exécutoire la délibération n° 59-2 du 16 janvier 1959 réglementant la pêche des huîtres nacrées et perlières par plongeur à nu en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 449 AE du 4 mars 1960 rendant exécutoire la délibération n° 60-13 du 9 février 1960 complétant et modifiant certaines dispositions des articles 10, 12, 18, 23 et 24 de la délibération 59-2 du 7 janvier 1959 sus-citée ;

Vu l'arrêté n° 413 AAE/ELV du 16 février 1961 rendant exécutoire la délibération n° 61-9 du 26 janvier 1961 réglementant l'élevage des huîtres nacrées et perlières en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 840 AA/AE du 19 avril 1961 rendant exécutoire la n° 59-2 du 16 janvier 1959 sus-citée ;

Vu l'arrêté n° 263 AA du 31 janvier 1962 rendant exécutoire la délibération n° 62-2 du 24 janvier 1962 modifiant la délibération 59-2 du 16 janvier 1959 sus-citée ;

Vu l'arrêté n° 2749 AA/ELV du 5 décembre 1962 rendant exécutoire la délibération n° 62-30 du 3 mai 1962 relative à la pêche des nacrées en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 63 AA/ELV du 23 mars 1963 rendant exécutoire la délibération n° 59-2 du 16 janvier 1959 sus-citée ;

Vu l'arrêté n° 1914 ELV du 12 août 1964 rendant exécutoire la délibération n° 64-82 du 9 juillet 1964 modifiant certaines dispositions de la délibération n° 59-2 du 16 janvier 1959 sus-citée ;

Vu l'arrêté n° 3384 AA/ELV du 12 janvier 1966 rendant exécutoire la délibération n° 66-103 bis du 31 août 1966 modifiant et complétant certaines dispositions de la délibération n° 59-2 du 16 janvier 1959 ;

Vu l'arrêté n° 2307 du 19 novembre 1981 autorisant l'ouverture de la campagne 1981-1982 de pêche de la nacre ;

En ayant délibéré dans sa séance du 23 décembre 1981,

Arrête :

Article 1er.— L'article 1er de l'arrêté n° 2307 du 19 novembre 1981 portant ouverture de la campagne de pêche de la nacre est complété comme suit :

Commune	Iles (lagons)	Secteurs ouverts	Quotas de pêche
Ajouter :			
13. Hikueru	13.1 Hikueru	Lagon entier	8.000

Dans l'île de Hikueru, la nacre est destinée à l'élevage et la greffe perlière uniquement et ne devra en aucun cas être transportée à l'extérieur de l'île.

Le reste sans changement.

Art. 2.— Le chef du service judiciaire, le chef de la subdivision administrative des îles Tuamotu et Gambier et le chef du service de la pêche sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 25 février 1982.

Pour le conseil de gouvernement :

Le vice-président,

F. SANFORD.

Vu et rendu exécutoire,
le 25 février 1982.

Le haut-commissaire,
Paul NOIROT-COSSON.

DECISION n° 245 SE du 25 février 1982 autorisant la mission d'information et d'études des professeurs Vermeil Guy et Levine Jacques sur les difficultés scolaires en Polynésie française.

Le conseil de gouvernement de la Polynésie française,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française et notamment les dispositions des articles 20 et 21 3e t et u ;

Vu le rapport du haut-commissaire de la République en Polynésie française ;

Le conseil de gouvernement en ayant délibéré dans sa séance du 17 février 1982,

Décide :

Article 1er.— Est autorisée la venue sur le territoire d'une mission composée des professeurs Vermeil Guy et Levine Jacques du 12 mars au 28 mars 1982.

Cette mission aura pour objectifs :

1°) l'information des responsables du territoire, des parents et des enseignants sur les conséquences des rythmes biologiques sur la scolarisation des enfants et notamment sur les rythmes scolaires.

2°) après contact sur le terrain et études des difficultés scolaires polynésiennes et en collaboration avec une commission de réflexion, des propositions spécifiques tendant à une amélioration du système scolaire polynésien.

Art. 2.— Les frais de transports et d'hébergement des membres de la mission seront à la charge du budget territorial (imputation budgétaire, chapitre 2031, article 20).

Le déplacement Paris-Papeete et retour, se fera par voie aérienne au tarif excursion en classe économique.

Pour les besoins de leur mission, les déplacements inter-îles sont autorisés sur les lignes aériennes régulières pour Moorea et les îles Sous-le-Vent et par affrètement d'un avion spécial pour les Tuamotu.

Art. 3.— Lors des conférences destinées aux enseignants, les classes pourront vaquer dans la limite d'une demi-journée.

Art. 4.— Le chef du service de l'éducation est chargé de l'élaboration du programme et de l'organisation matérielle.

Le chef du service des finances et le trésorier-payeur général sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application de la présente décision.

Papeete, le 25 février 1982.

Pour le conseil de gouvernement :

Pour le vice-président,
Le suppléant,
H. CARLSON.

Vu et rendu exécutoire,
le 25 février 1982.

Le haut-commissaire,
par délégation :

Le secrétaire général,
J. FOURNET.

DECISION n° 1105 SEQ du 25 février 1982 *résiliant le marché à commande n° 82-51 du 2 février 1982 passé avec les établissements Solari pour la fourniture de ciment prise mer au service de l'équipement durant l'année 1982.*

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française, chef du territoire,
Officier de la Légion d'Honneur,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française, et notamment son article 63 ;

Vu le marché n° 82-51 approuvé le 2 février 1982 pour la fourniture de ciment prise mer passé avec les établissements Solari pour la fourniture de ciment prise mer au service de l'équipement durant l'année 1982 ;

Vu la lettre n° GB/YLS/130/82/SC du 16 février 1982 des établissements Solari demandant la résiliation du marché n° 82-51 du 2 février 1982 ;

Sur proposition du chef du service de l'équipement,

Décide :

Article 1er.— Le marché à commande n° 82-51 du 2 février 1982 passé avec les établissements Solari pour la fourniture de ciment prise mer au service de l'équipement durant l'année 1982, est résilié sur demande des établissements Solari.

Art. 2.— La résiliation prend effet à compter de la date de la présente décision qui sera enregistrée et communiquée partout où besoin sera,

Papeete, le 25 février 1982.

Paul NOIROT-COSSON.

ARRETE n° 1106 AA du 25 février 1982 *relatif aux bureaux de vote créés pour l'élection des membres de l'assemblée territoriale de la Polynésie française.*

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française, chef du territoire,
Officier de la Légion d'Honneur,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française ;

Vu le décret modifié du 21 novembre 1933 portant réorganisation judiciaire et fixant les règles de procédure en Océanie ;

Vu le décret du 30 août 1945 fixant dans les territoires d'outre-mer les modalités des opérations relatives aux élections ;

Vu la loi n° 52-1175 du 21 octobre 1952 modifiée par la loi n° 57-836 du 26 juillet 1957 relative à la composition et à la formation de l'assemblée territoriale de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 82-157 du 11 février 1982 fixant la date des élections à l'assemblée territoriale de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 941 AA du 18 février 1982 portant convocation des collèges électoraux et fixant les heures d'ouverture et de clôture du scrutin pour l'élection des membres de l'assemblée territoriale,

Arrête :

Article 1er.— Pour le scrutin du 23 mai 1982 en vue de l'élection des membres de l'assemblée territoriale de la Polynésie française, les bureaux de vote suivants sont créés dans les circonscriptions électorales du territoire.

A — Circonscription électorale des îles du Vent

1°) Commune de Papeete :

Bureaux de vote n° 1 à n° 12

2°) Commune de Pirae :

Bureaux de vote n° 1 à n° 5

3°) Commune de Arue :

Bureaux de vote n° 1 à n° 3

4°) Commune de Mahina :

Bureaux de vote n° 1 et n° 2

Bureau de vote de Orofara

5°) Commune de Hitiaa O Te Ra :

Bureau de vote de Papenoo

Bureau de vote de Tiarei

Bureau de vote de Mahaena

Bureau de vote de Hitiaa

6°) Commune de Tairapu-Est :

Bureau de vote de Faone

Bureau de vote de Afaahiti

Bureau de vote de Pueu

Bureau de vote de Tautira

7°) Commune de Tairapu-Ouest :

Bureau de vote de Teahupoo

Bureau de vote de Vairao

Bureau de vote de Toahotu

8°) Commune de Teva I Uta :

Bureau de vote de Papeari

Bureau de vote de Mataiea

9°) Commune de Papara :

Bureaux de vote n° 1 et n° 2

10°) Commune de Paee :

Bureaux de vote n° 1 à n° 3

11°) Commune de Punakaia :

Bureaux de vote n° 1 à n° 3

12°) Commune de Faaa :

Bureaux de vote n° 1 à n° 6

13°) Commune de Moorea-Maiao :

Bureau de vote de Afareaitu

Bureau de vote de Paopao

Bureau de vote de Haapiti

Bureau de vote de Papetoui

Bureau de vote de Teavaro

Bureau de vote de Maiao

Soit : 56 bureaux.

B — Circonscription électorale des îles Sous-le-Vent

1°) Commune de Uturoa :

Bureau de vote de Uturoa

2°) Commune de Taputapuetea :

Bureau de vote de Avera

Bureau de vote de Opoa

Bureau de vote de Puohine

3°) Commune de Tumaraa :

Bureau de vote de Tevaitoa

Bureau de vote de Tehurui

Bureau de vote de Vaiaau

Bureau de vote de Fetuna

4°) Commune de Tahaa :

Bureau de vote d'Iripau (Patio)

Bureau de vote de Faahaa

Bureau de vote de Vaitoara

Bureau de vote de Haamene

Bureau de vote de Hipu
Bureau de vote de Ruutia (Tiva)
Bureau de vote de Tapuamu
Bureau de vote de Niua

5°) *Commune de Bora Bora :*

Bureau de vote de Nunue (Vaitape)
Bureau de vote de Faanui
Bureau de vote de Anau

6°) *Commune de Huahine :*

Bureau de vote de Fare
Bureau de vote de Faie
Bureau de vote de Fitli
Bureau de vote de Maeva
Bureau de vote de Maroe
Bureau de vote de Tefareril
Bureau de vote de Haapu
Bureau de vote de Parea

7°) *Commune de Maupiti :*

Bureau de vote de Maupiti
Soit : 28 bureaux.

C — Circonscription électorale des Tuamotu-Gambier

1°) *Commune de Anaa :*

Bureau de vote de Anaa
Bureau de vote de Faite

2°) *Commune de Arutua :*

Bureau de vote de Arutua
Bureau de vote de Apataki
Bureau de vote de Kaukura

3°) *Commune de Fakarava :*

Bureau de vote de Fakarava
Bureau de vote de Niau
Bureau de vote de Kauehi
Bureau de vote de Raraka

4°) *Commune de Fangatau :*

Bureau de vote de Fangatau
Bureau de vote de Fakahina

5°) *Commune de Gambier :*

Bureau de vote de Rikitea

6°) *Commune de Hao :*

Bureau de vote de Hao
Bureau de vote de Amanu
Bureau de vote de Hereheretue

7°) *Commune de Hikueru :*

Bureau de vote de Hikueru
Bureau de vote de Marokau

8°) *Commune de Makemo :*

Bureau de vote de Makemo
Bureau de vote de Katiu
Bureau de vote de Taenga
Bureau de vote de Nihiru
Bureau de vote de Raroia
Bureau de vote de Takume

9°) *Commune de Manihi :*

Bureau de vote de Manihi
Bureau de vote de Ahe

10°) *Commune de Napuka :*

Bureau de vote de Napuka
Bureau de vote de Tepoto

11°) *Commune de Nukutavake :*

Bureau de vote de Nukutavake
Bureau de vote de Vahitahi
Bureau de vote de Vairaatea

12°) *Commune de Pukapuka :*

Bureau de vote de Pukapuka

13°) *Commune de Rangiroa :*

Bureau de vote de Avatoru
Bureau de vote de Tiputa
Bureau de vote de Makatea
Bureau de vote de Mataiva
Bureau de vote de Tikehau

14°) *Commune de Reao :*

Bureau de vote de Reao
Bureau de vote de Pukarua

15°) *Commune de Takarua :*

Bureau de vote de Takarua
Bureau de vote de Takapoto

16°) *Commune de Tatakoto :*

Bureau de vote de Tatakoto

17°) *Commune de Tureia :*

Bureau de vote de Tureia
Soit : 42 bureaux.

D — Circonscription électorale des îles Marquises

1°) *Commune de Nuku Hiva :*

Bureau de vote de Taiohae
Bureau de vote de Taipivai
Bureau de vote de Hatiheu
Bureau de vote de Aakapa

2°) *Commune de Ua Huka :*

Bureau de vote de Hane
Bureau de vote de Vaipae

3°) *Commune de Ua Pou :*

Bureau de vote de Hakahau
Bureau de vote de Hakahetaru
Bureau de vote de Hohoi
Bureau de vote de Hakamail
Bureau de vote de Haakuti
Bureau de vote de Hakatao

4°) *Commune de Hiva Oa :*

Bureau de vote de Atuona
Bureau de vote de Hanaiapa
Bureau de vote de Puamau
Bureau de vote de Hanapaoa

5°) *Commune de Tahuata :*

Bureau de vote de Vaitahu
Bureau de vote de Motopu
Bureau de vote de Hanatetena

6°) *Commune de Fatu Hiva :*

Bureau de vote de Omoa
Bureau de vote de Hanavave

Soit : 21 bureaux.

E — Circonscription électorale des îles Australes

1°) *Commune de Tubuai :*

Bureau de vote de Mataura
Bureau de vote de Mahu
Bureau de vote de Taahuaia

2°) *Commune de Rurutu :*

Bureau de vote de Moerai
Bureau de vote de Avera
Bureau de vote de Hauti

3°) Commune de Rimatara :

Bureau de vote de Amaru
Bureau de vote de Mutuaura
Bureau de vote de Anapoto

4°) Commune de Raivavae :

Bureau de vote de Anatonu
Bureau de vote de Rairua
Bureau de vote de Mahanatoa
Bureau de vote de Valuru

5°) Commune de Rapa :

Bureau de vote de Ahurei

Soit : 14 bureaux.

Le nombre de bureaux de vote créés pour l'ensemble de la Polynésie française est arrêté à cent soixante et un bureaux.

Art. 2.— Chaque bureau de vote sera installé à la mairie ou à l'école selon le cas.

Art. 3.— Les bureaux de vote seront présidés par les maires, adjoints et conseillers municipaux, dans l'ordre du tableau.

A leur défaut les présidents seront désignés par les maires parmi les électeurs de la commune.

Les présidents sont assistés d'un représentant de chaque liste de candidat. Ces représentants (assesseurs) sont désignés parmi les électeurs de la commune.

Si l'ensemble des listes omettent ou s'abstiennent de se faire représenter le président du bureau de vote sera assisté des deux plus âgés et des deux plus jeunes électeurs présents à l'ouverture du scrutin et sachant lire et écrire.

Dans tous les cas le nombre des assesseurs ne peut être inférieur à 4.

Art. 4.— Les procès-verbaux des opérations électorales de chaque bureau de vote seront rédigés immédiatement après le scrutin, en double exemplaire. L'un sera déposé à la mairie et le second sera expédié au chef du territoire (à l'intention du président de la commission de recensement général des votes) sous enveloppe scellée, accompagné des bulletins de vote et enveloppes annulés contestés ou douteux, des feuilles de pointage et des listes d'émargement.

Art. 5.— Dans les communes de Papeete, Pirae, Arue, Mahina, Faaa, Punaauia, Paea, Papara comportant un bureau principal (bureau n° 1) et des bureaux secondaires, le président du bureau principal centralisera les résultats des bureaux secondaires. Il effectuera le recensement des votes de la commune en présence des présidents des bureaux secondaires, mais il n'a pas qualité pour revenir sur les attributions de suffrages faites par les bureaux secondaires.

Le président du bureau de vote principal sera chargé d'expédier, en même temps que le procès-verbal de son bureau, les procès-verbaux des bureaux secondaires qui lui sont rattachés.

Art. 6.— Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié, selon la procédure d'urgence, partout où besoin sera.

Papeete, le 25 février 1982.

Paul NOIROT-COSSON.

ARRETE n° 248 SCG du 26 février 1982 accordant une subvention.

Le conseil de gouvernement de la Polynésie française,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française ;

Vu le décret financier du 30 décembre 1912 ;

Vu les inscriptions budgétaires ;

Vu le dossier des intéressés ;

En ayant délibéré en sa séance du 25 janvier 1982,

Arrête :

Article 1er.— Une subvention de deux millions cinq cent mille francs (2.500.000 F) est accordée à MM. Robert Maker, J.-P. Frébault, Pierre Mao, affréteurs du navire "Tuhaa Pae I" au titre de la participation du territoire au déficit de son exploitation dans la desserte des îles Australes.

Art. 2.— Cette subvention imputable au budget du territoire de l'exercice 1982, chapitre 39-11, article 85, sera à verser au compte B.T. 01 027387 010 00 de M. Mao Pierre, trésorier des affréteurs.

Art. 3.— Le chef du service des finances est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Art. 4.— Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 26 février 1982.

Pour le conseil de gouvernement :

Le vice-président,

F. SANFORD.

Vu et rendu exécutoire,

le 26 février 1982.

Le haut-commissaire,

par délégation :

Le secrétaire général,

J. FOURNET.

ARRETE n° 253 AC.DIR du 26 février 1982 portant prorogation de l'autorisation et de l'agrément de transport aérien accordés à la société "Air Polynésie/RAI".

Le conseil de gouvernement de la Polynésie française,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 2266 AA du 9 septembre 1969 rendant exécutoire la délibération n° 69-23 du 28 février 1969 de l'assemblée territoriale de la Polynésie française, modifiée par la délibération n° 69-61 du 27 juin 1969 ;

Vu la loi n° 72-1090 du 8 décembre 1972 modifiant le code de l'aviation civile (1ère partie législative) et portant extension dudit code aux territoires d'outre-mer ;

Vu les dispositions du code de l'aviation civile (2e partie) et notamment ses articles R 330-1 à R 330-17 rendus applicables dans les territoires d'outre-mer par les décrets 74-13 et 74-14 du 4 janvier 1974 ainsi que par le décret 76-711 du 23 juillet 1976 les modifiant ;

Vu l'arrêté n° 1417 AC.DIR du 17 mai 1979 portant octroi d'autorisation et d'agrément de transport aérien à la société Air Polynésie/Rai.

Le conseil de gouvernement en ayant délibéré le 26 février 1982,

Arrête :

Article 1er.— Les dispositions de l'arrêté n° 1417 AC.DIR du 17 mai 1979 portant octroi d'autorisation et d'agrément de transport aérien à la société Air Polynésie/RAI sont prorogées jusqu'au 30 juin 1983.

Art. 2.— Le directeur de l'aviation civile est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 26 février 1982.

Pour le conseil de gouvernement :

Le vice-Président,

F. SANFORD.

Vu et rendu exécutoire,

le 26 février 1982,

Le haut-commissaire,

Paul NOIROT-COSSON.

ARRETE n° 254 AC.DIR du 26 février 1982 portant prorogation de l'autorisation et de l'agrément de transport aérien accordés à la société " Air Tahiti ".

Le conseil de gouvernement de la Polynésie française,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 2266 AA du 9 septembre 1969 rendant exécutoire la délibération n° 69-23 du 28 février 1969 de l'assemblée territoriale de la Polynésie française, modifiée par la délibération n° 69-61 du 27 juin 1969 ;

Vu la loi n° 72-1090 du 8 décembre 1972 modifiant le code de l'aviation civile (1re partie législative) et portant extension dudit code aux territoires d'outre-mer ;

Vu les dispositions du code de l'aviation civile (2e partie) et notamment ses articles R 330-1 à R 330-17 rendus applicables dans les territoires d'outre-mer par les décrets 74-13 et 74-14 du 4 janvier 1974 ainsi que par le décret 76-711 du 23 juillet 1976 les modifiant ;

Vu l'arrêté n° 1468 AC.DIR du 30 mars 1977 portant octroi d'autorisation et d'agrément de transport aérien à la société Air Tahiti.

Le conseil de gouvernement en ayant délibéré le 26 février 1982,

Arrête :

Article 1er.— Les dispositions de l'arrêté n° 1468 AC.DIR du 17 mai 1979 portant octroi d'autorisation et d'agrément de transport aérien à la société Air Tahiti sont prorogées jusqu'au 30 juin 1983.

Art. 2.— Le directeur de l'aviation civile est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 26 février 1982.

Pour le conseil de gouvernement :

Le vice-président,

F. SANFORD.

Vu et rendu exécutoire,

le 26 février 1982.

Le haut-commissaire,

Paul NOIROT-COSSON.

DECISION n° 257 ITSTAT du 26 février 1982 approuvant et rendant exécutoire la délibération n° 2-82 du conseil d'administration de l'institut territorial de la statistique.

Le conseil de gouvernement de la Polynésie française,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française, notamment ses articles 20 et 21 ;

Vu la délibération n° 76-50 du 9 juillet 1976, rendue exécutoire par arrêté n° 4574 AA du 6 août 1976, par laquelle l'assemblée territoriale a décidé la création d'un institut territorial de la statistique et d'un conseil de la statistique ;

Vu l'arrêté n° 1794 ITSTAT du 8 juillet 1981 relatif à l'organisation générale et au fonctionnement de l'institut territorial de la statistique ;

En ayant délibéré en sa séance du 26 février 1982,

Décide :

Article 1er.— Est rendue exécutoire la délibération suivante du conseil d'administration de l'institut territorial de la statistique : - délibération n° 2-82 du 18 février 1982 portant modification du budget territorial de l'institut territorial de la statistique, exercice 1981, arrêté en recettes et en dépenses à la somme de vingt huit millions neuf cent sept mille six cents francs (28.907.600 francs CFP).

Art. 2.— La présente décision sera enregistrée, publiée et communiquée partout où besoin sera.

Papeete, le 26 février 1982.

Pour le conseil de gouvernement :

Le vice-président,

F. SANFORD.

Vu et rendu exécutoire,

le 26 février 1982.

Le haut-commissaire,

par délégation :

Le secrétaire général,

J. FOURNET.

ARRETE n° 258 SEQ du 1er mars 1982 concernant la mise en circulation, dans le territoire, d'un camion pompe à béton de marque Magirus.

Le conseil de gouvernement de la Polynésie française,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française, promulguée dans le territoire par l'arrêté n° 3490 AA du 18 juillet 1977 ;

Vu la délibération n° 69-10 du 7 février 1969 rendue exécutoire par l'arrêté n° 1433 AA du 24 septembre 1969, modifiée par les délibérations n° 69-40 du 24 avril 1969 et 75-119 du 31 juillet 1975 portant réglementation générale sur la police de la circulation routière ;

Vu la demande en date du 12 janvier 1982 de la S.N.C. Pierre Mony et Cie à Papeete, concernant la mise en circulation d'un camion pompe à béton de marque Magirus ;

En ayant délibéré dans sa séance du 26 février 1982,

Arrête :

Article 1er.— Est autorisée, par dérogation à l'article 53, 2e alinéa de la délibération n° 69-10 du 7 février 1969 modifiée portant réglementation générale sur la police de la circulation routière, la mise en circulation d'un camion pompe à béton de marque Magirus de hauteur hors-normes et appartenant à la S.N.C. Pierre Mony et Cie.

Ce véhicule importé de Métropole, ne pourra effectivement être mis en circulation qu'après immatriculation dans le territoire.

Art. 2.— La S.N.C. Pierre Mony et Cie étudiera, sous sa responsabilité, l'itinéraire le mieux approprié lors du déplacement de ce matériel et en fera déclaration, au moins 4 jours à l'avance, au service de l'équipement, à charge, pour ce dernier, d'en informer la brigade de gendarmerie concernée, au moins 3 jours à l'avance, en vue de l'escorte éventuellement nécessaire.

Art. 3.— La présente dérogation est établie sous réserve de la prise en charge, par la S.N.C. Pierre Mony et Cie, des dommages que son engin pourrait occasionner éventuellement aux installations publiques ou privées.

Art. 4.— Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 1er mars 1982.

Pour le conseil de gouvernement :

Pour le vice-président :

Le suppléant,

H. CARLSON.

Vu et rendu exécutoire,
le 1er mars 1982.

Le haut-commissaire,
par délégation :

Le secrétaire général,
J. FOURNET.

DECISION n° 259 SEQ du 1er mars 1982 déclarant d'utilité publique les travaux de rectification du virage situé au PK 11,800 de la route de ceinture dans la commune de Mahina.

Le conseil de gouvernement de la Polynésie française,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française et notamment ses articles 20 et 21 ;

Vu le décret du 5 novembre 1936 réglementant l'expropriation pour cause d'utilité publique dans le territoire ;

Vu la décision n° 1985 SEQ du 31 août 1981 ordonnant les enquêtes conjointes, administrative préalable à la déclaration d'utilité publique, et parcellaire, concernant les travaux de rectification du virage situé au PK 11,800 de la route de ceinture dans la commune de Mahina ;

Vu le rapport favorable du commissaire enquêteur en date du 31 octobre 1981 ;

Vu les pièces du dossier ;

En ayant délibéré dans sa séance du 26 février 1982,

Décide :

Article 1er.— Sont déclarés d'utilité publique les travaux de rectification du virage situé au PK 11,800 de la route de ceinture dans la commune de Mahina.

Art. 2.— Est autorisée l'acquisition, soit à l'amiable, soit par voie d'expropriation, pour cause d'utilité publique, en vertu du décret du 5 novembre 1936, des parcelles de terre nécessaires aux travaux dont il s'agit.

Art. 3.— La présente déclaration d'utilité publique est prise pour une durée de cinq années à compter de ce jour.

Art. 4.— M. le chef du service de l'équipement, M. le maire de la commune de Mahina, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision, qui sera enregistrée, publiée et communiquée partout où besoin sera.

Papeete, le 1er mars 1982.

Pour le conseil de gouvernement :

Le vice-président,

F. SANFORD.

Vu et rendu exécutoire,
le 1er mars 1982.

Le haut-commissaire,
par délégation :

Le secrétaire général,
J. FOURNET.

ARRETE n° 264 SEQ du 1er mars 1982 portant virement de crédits du budget du territoire pour l'exercice 1981.

Le conseil de gouvernement de la Polynésie française,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française ;

Vu le décret du 30 décembre 1912 relatif au régime financier des territoires d'outre-mer ;

Vu la délibération n° 81-82 du 26 octobre 1981 portant modification du budget du territoire pour l'exercice 1981, par report des crédits et investissement 1980 ;

Vu le rapport n° 23 SEQ/DIR/RCG du 12 février 1982 ;

En ayant délibéré dans sa séance du 26 février 1982,

Arrête :

Article 1er.— Les dépenses extraordinaires du budget local pour l'exercice 1981 sont modifiées comme suit :

(en milliers de F CFP)

Chapitre	Article	Intitulé	Crédits ouverts	Crédits annulés
51.01	20	89/80 Aménagement route Faaa (en moins)		4.523
51.01	20	11/81 Echangeur de Piafau (en plus)	4.523	

Art. 2.— Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 1er mars 1982.

Pour le conseil de gouvernement :

Le vice-président,
F. SANFORD.

Vu et rendu exécutoire,
le 1er mars 1982.

Le haut-commissaire,
par délégation :

Le secrétaire général,
J. FOURNET.

ARRETE n° 267 AE du 2 mars 1982 portant approbation de la délibération n° 82-2 CS du 28 janvier 1982 portant prise en charge des frais de passage et d'hébergement des membres du comité de gestion de la caisse de soutien des prix du co praw.

Le conseil de gouvernement de la Polynésie française,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française et notamment ses articles 20 et 21 ;

Vu la délibération n° 67-99 du 11 août 1967 de l'assemblée territoriale rendue exécutoire par arrêté n° 2764 AAF du 11 août 1967 créant une caisse de soutien des prix du coprah ;

Vu l'arrêté n° 3330 FT du 4 octobre 1967 relatif à la gestion financière et comptable de la caisse de soutien des prix du coprah ;

Vu l'arrêté n° 458 AE du 27 janvier 1982 portant désignation des membres du comité de gestion de la caisse de soutien des prix du coprah pour les années 1982 et 1983 ;

En ayant délibéré en sa séance du 26 février 1982,

Arrête :

Article 1er.— Est rendue exécutoire la délibération n° 82-2 CS du 28 janvier 1982 portant prise en charge des frais de passage et d'hébergement des membres du comité de gestion de la caisse de soutien des prix du coprah.

Art. 2.— Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 2 mars 1982.

Pour le conseil de gouvernement :

Le vice-président,
F. SANFORD.

Vu et rendu exécutoire,
le 2 mars 1982.

Le haut-commissaire,
par délégation :

Le secrétaire général,
J. FOURNET.

DECISION n° 268 AE du 2 mars 1982 réglementant les marges applicables au lait ou pasteurisé ou stérilisé d'origine locale.

Le conseil de gouvernement de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française et notamment ses articles 20, 21 et 24 ;

Vu la décision n° 761 AE du 13 octobre 1978 fixant le régime général relatif à la détermination du prix des produits au stade de l'importation dans le territoire ;

Vu la décision n° 762 AE du 13 octobre 1978 fixant le régime général relatif au-prix des produits au stade de la production dans le territoire ;

Vu la décision n° 766 AE du 13 octobre 1978 relative au contrôle et à la répression des infractions en matière de réglementation des prix dans le territoire ;

Vu la décision n° 1646 AE du 5 juin 1981 fixant le régime général des prix et des marges des produits aux différents stades de la commercialisation dans le territoire ;

Vu la décision n° 2277 AE du 6 novembre 1981 réglementant les marges applicables à la vente du lait pasteurisé ou stérilisé d'origine locale ;

Sur le rapport du chef du service des affaires économiques ;
En ayant délibéré en sa séance du 26 février 1982,

Décide :

Article 1er.— La marge brute applicable par les laiteries au prix du lait au stade de la production ne peut être supérieure à 37 FCP par litre prix de l'emballage non inclus.

Art. 2.— Les laiteries peuvent majorer cette marge du prix rendu entrepôt de l'emballage établi conformément aux dispositions de la décision n° 761 AE du 13 octobre 1978 susvisée, arrondi au franc le plus proche.

Art. 3.— La marge de détail applicable au prix du lait est fixée à 9 FCP par litre.

Art. 4.— Toutes dispositions contraires à la présente décision sont suspendues.

Art. 5.— La décision n° 2277 AE du 6 novembre 1981 susvisée est abrogée.

Art. 6.— Les infractions aux dispositions de la présente décision sont poursuivies, réprimées et sanctionnées conformément aux dispositions de la décision n° 766 AE du 13 octobre 1978 susvisée.

Art. 7.— La présente décision, qui sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera, prendra effet à compter de sa publication au *Journal officiel de la Polynésie française*.

Papeete, le 2 mars 1982.

Pour le conseil de gouvernement :

Le vice-président
F. SANFORD.

Vu et rendu exécutoire,
le 2 mars 1982.

Le haut-commissaire,
par délégation :

Le secrétaire général,
J. FOURNET.

ARRETE n° 269 AA du 2 mars 1982 autorisant l'organisation d'une tombola au profit du comité régional de boxe de la Polynésie française.

Le conseil de gouvernement de la Polynésie française,

Vu la demande en date du 26 janvier 1982 de M. Louis Aitamai, président du comité régional de boxe de la Polynésie française ;

En ayant délibéré dans sa séance du 3 février 1982,

Arrête :

Article 1er.— M. Louis Aitamai, président du comité régional de boxe de la Polynésie française dont le siège social est sis à Papeete est autorisé à organiser une tombola au capital d'émission de 50.000.000 francs composé de 500.000 billets à 100 francs l'un et dont le tirage aura lieu en une seule fois le 6 juin 1982 à Papeete.

Art. 2.— Le produit de la tombola sera intégralement et exclusivement destiné aux œuvres du comité, sous la seule déduction des frais relatifs à l'organisation et au paiement des lots. Les billets seront conditionnés en carnets de dix billets. Tout vendeur d'un carnet aura droit à un billet gratuit.

Art. 3.— Le bénéfice de cette autorisation ne pourra être cédé à des tiers.

Art. 4.— Les lots seront les suivants :

1er lot	10.000.000
2e lot	3.000.000
3e lot	2.000.000
4e lot	1.000.000
et 10 lots de	100.000

Lots primes aux vendeurs

1er lot	3.000.000
2e lot	300.000
3e lot	200.000
4e lot	100.000
et 10 lots de	10.000

DECISION n° 277 DOM du 2 mars 1982 prorogeant le délai de réalisation du complexe hôtelier de la société Vaitotaha à Nunue, commune de Bora Bora.

Le conseil de gouvernement de la Polynésie française,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française et notamment ses articles 20 et 21 ;

Vu la délibération n° 76-87 du 5 août 1976 de l'assemblée territoriale de la Polynésie française rendue exécutoire par arrêté n° 5463 AA du 22 septembre 1976, accordant la concession définitive d'un emplacement de domaine public maritime à Nunue, Bora Bora, au profit de la SARL Vaitotaha ;

Vu l'acte administratif de concession maritime en date des 5 et 6 juillet 1978 ;

Vu la demande en date du 4 février 1982 de M. Steven Ellacott agissant pour le compte de la SARL Vaitotaha ;

En ayant délibéré en sa séance du 26 février 1982,

Décide :

Article 1er.— Est prorogé pour une période de trois (3) années consécutives, à compter du 22 septembre 1981, le délai de réalisation du complexe hôtelier de la SARL Vaitotaha à Nunue, commune de Bora Bora.

Pour compter de la même date, le délai de remblaiement de la concession maritime fixé par acte administratif en date des 5 et 6 juillet 1978 est prorogé d'une durée égale.

Art. 2.— La présente décision sera enregistrée, publiée et communiquée partout où besoin sera.

Papeete, le 2 mars 1982.

Pour le conseil de gouvernement :

Le vice-président,
F. SANFORD.

Vu et rendu exécutoire,
le 2 mars 1982.

Le haut-commissaire,
par délégation :

Le secrétaire général,
J. FOURNET.

DECISION n° 278 AE du 2 mars 1982 approuvant et rendant exécutoires les délibérations n° 14 ODT du 5 août 1981, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31 et 32 ODT du 9 décembre 1981 de l'office de développement du tourisme.

Le conseil de gouvernement de la Polynésie française.

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française et notamment ses articles 20 et 21 ;

Vu la délibération n° 78-92 du 8 juin 1978 de l'assemblée territoriale modifiant la délibération n° 66-34 du 28 mars 1966 modifiée portant création et organisation d'un établissement public territorial dénommé " Office de développement du tourisme " de la Polynésie française ;

Vu la décision n° 508 ODT/AA du 12 juillet 1978 portant organisation d'un établissement public à caractère administratif dénommé " office de développement du tourisme de la Polynésie française ".

Vu l'arrêté n° 1527 FT du 12 mai 1966 modifié par arrêté n° 3070 FT du 22 septembre 1966 et par arrêté n° 234 FT du 17 septembre 1969 relatif à la gestion financière et comptable de l'office de développement du tourisme de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 73-9 du 1er février 1973 créant, au profit de l'office de développement du tourisme une redevance d'aménagement touristique, et les textes modificatifs subséquents ;

Sur le rapport du chef du service des affaires économiques, commissaire de gouvernement auprès de l'office de développement du tourisme ;

En ayant délibéré en sa séance du 17 février 1982,

Décide :

Article 1er.— Sont approuvées et rendues exécutoires les délibérations suivantes :

- la délibération n° 14 ODT du 5 août 1981 autorisant le transfert au profit de la commune de Fa'a d'un réservoir de 1.000 m3 et d'une conduite de desserte ;

- la délibération n° 15 ODT du 9 décembre 1981 autorisant le directeur général de l'office de développement du tourisme à renouveler la convention de gré à gré avec M. Toshimitsu Yasuyuki pour la représentation de l'office de développement du tourisme au Japon au cours de l'année 1982 ;

- la délibération n° 16 ODT du 9 décembre 1981 autorisant le directeur général de l'office de développement du tourisme à passer une convention avec la société I.D.T. pour le traitement informatique des données statistiques touristiques et de la comptabilité, pour un montant de 2.258.904 FCP ;

- la délibération n° 17 ODT du 9 décembre 1981 autorisant le directeur général de l'office de développement du tourisme à conclure un marché à commande avec la société Obun Inter-europe pour la fourniture de documents publicitaires en 1982 ;

- la délibération n° 18 ODT du 9 décembre 1981 arrêté le budget primitif de l'office de développement du tourisme de la Polynésie française pour l'exercice 1982 ;

- la délibération n° 19 ODT du 9 décembre 1981 modifiant la délibération n° 4 ODT du 11 décembre 1969 accordant la prise en charge du loyer du directeur général de l'office de développement du tourisme ;

- la délibération n° 20 ODT du 9 décembre 1981 autorisant le directeur général de l'office de développement du tourisme à passer une convention pour le lancement d'une campagne pu

bilitaire en Australie dans la limite de 30.000 dollars australiens pour l'année 1981 ;

- la délibération n° 21 ODT du 9 décembre 1981 autorisant le directeur général de l'office de développement du tourisme à renouveler la convention avec M. Graeme Smith pour la représentation de l'office de développement du tourisme en Australie au cours de l'année 1982 ;

- la délibération n° 22 ODT du 9 décembre 1981 autorisant le directeur général de l'office de développement du tourisme à passer une convention pour le lancement d'une campagne publicitaire dans la presse australienne en 1982 dans la limite de 4.000.000 FCP ;

- la délibération n° 23 ODT du 9 décembre 1981 autorisant le directeur général de l'office de développement du tourisme à passer une convention avec UTA pour le lancement d'une campagne publicitaire en Nouvelle-Zélande dans la limite, pour l'année 1982, de 1.000.000 FCP ;

- la délibération n° 24 ODT du 9 décembre 1981 autorisant le directeur général de l'office de développement du tourisme à renouveler la convention de gré à gré avec transportation consultants international (TCI) pour la représentation de l'office de développement du tourisme en Amérique du nord au cours de l'année 1982 ;

- la délibération n° 25 ODT du 9 décembre 1981 autorisant le directeur général de l'office de développement du tourisme à passer une convention pour le lancement d'une campagne publicitaire en 1982 sur le marché européen dans la limite de 2.000.000 FCP ;

- la délibération n° 26 ODT du 9 décembre 1981 autorisant le directeur général de l'office de développement du tourisme à renouveler la convention de gré à gré à M. Alberto Batani pour la représentation de l'office de développement du tourisme en Amérique du sud au cours de l'année 1982 ;

- la délibération n° 27 ODT du 9 décembre 1981 autorisant le directeur général de l'office de développement du tourisme à passer une convention avec l'agence de publicité Cunningham et Walsh pour le lancement de campagnes publicitaires en 1982 en Amérique du nord dans la limite de 20.000.000 FCP (192.307 dollars au taux de 104 FCP) ;

- la délibération n° 28 ODT du 9 décembre 1981 autorisant le directeur général de l'office de développement du tourisme à passer une convention pour le lancement d'une campagne publicitaire en Amérique du sud dans la limite de 3.000.000 FCP pour l'année 1982 ;

- la délibération n° 29 ODT du 9 décembre 1981 autorisant le directeur général de l'office de développement du tourisme à passer une convention de gré à gré avec la société Orient Consultants International pour la représentation de l'office de développement du tourisme en Europe au cours de l'année 1982 ;

- la délibération n° 30 ODT du 9 décembre 1981 fixant pour l'année 1982 le taux de la redevance d'aménagement touristique ;

- la délibération n° 31 ODT du 9 décembre 1981 portant virement de crédits au budget de l'office de développement du tourisme pour l'exercice 1981 ;

- la délibération n° 32 ODT du 9 décembre 1981 autorisant le directeur général d'office de développement du tourisme à passer une convention avec la société touristique de développement polynésien pour l'entretien du golf d'Atimaono en 1982 et 1983.

Art. 2.— La présente décision sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Papeete, le 2 mars 1982.

Pour le conseil de gouvernement :

Pour le vice-président :

Le suppléant,

H. CARLSON.

Vu et rendu exécutoire,
le 2 mars 1982.

le haut-commissaire,
Paul NOIROT-COSSON.

DECISION n° 279 SG du 2 mars 1982 approuvant et rendant exécutoires les délibérations n° 81-11 à 81-19 du conseil d'administration du centre polynésien des sciences humaines.

Le conseil de gouvernement de la Polynésie française,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française et notamment ses articles 20 et 21 ;

Vu la délibération n° 80-112 du 8 septembre 1980 de la commission permanente de l'assemblée territoriale de la Polynésie française portant création d'un établissement public territorial dénommé centre polynésien de sciences humaines "Te Anavaharau" rendue exécutoire par l'arrêté n° 7700 AA du 1er octobre 1980 ;

Vu la décision n° 1838 SGCG du 3 octobre 1980 relative à l'organisation et au fonctionnement du centre polynésien de sciences humaines ;

Vu les procès-verbaux des réunions du conseil d'administration du centre en date des 8, 14, 16 octobre et 30 novembre 1981 ;

En ayant délibéré en sa séance du 26 février 1982,

Décide :

Article 1er.— Sont approuvées et rendues exécutoires les délibérations suivantes du conseil d'administration du centre de sciences humaines :

- la délibération n° 81-11 portant approbation des comptes administratifs du musée de Tahiti et des îles pour l'exercice 1980 ;

- la délibération n° 81-12 portant approbation du budget rectificatif du centre de sciences humaines pour l'exercice 1981 ;

- la délibération n° 81-13 autorisant Mlle Marthe Lehartel directrice adjointe du département Musée de Tahiti et des îles à effectuer un stage en métropole afin d'être inscrite sur la liste d'aptitude des conservateurs ;

- la délibération n° 81-14 autorisant le départ en stage technique de conservation de Mme Véronique Mu-Liepmann ;

- la délibération n° 81-15 autorisant un représentant du département Musée de Tahiti et des îles à participer au congrès des sciences du Pacifique ;

- les délibérations n° 81-16 et 81-17 régularisant les missions effectuées par Mme Anne Lavondès directrice du département Musée et par M. Jean-Michel Chazine directeur du département d'archéologie ;

- la délibération n° 81-18 portant approbation du projet de budget du centre de sciences humaines pour l'exercice 1982 ;

- la délibération n° 81-19 autorisant un prélèvement sur la caisse de réserve au titre de l'exercice 1981.

Art. 2.— La présente décision sera communiquée et enregistrée partout où besoin sera.

Papeete, le 2 mars 1982.

Pour le conseil de gouvernement :

Le vice-président,

F. SANFORD.

Vu et rendu exécutoire,
le 2 mars 1982.

Le haut-commissaire,
par délégation :

Le secrétaire général,
J. FOURNET.

ARRETE n° 1198 FT du 2 mars 1982 fixant la participation du territoire à certains frais de ses parlementaires et du conseiller économique et social pour 1982.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française, chef du territoire,

Officier de la Légion d'Honneur,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française ;

Vu les inscriptions budgétaires,

Arrête :

Article 1er.— La participation annuelle du territoire de la Polynésie française à certains frais de ses parlementaires et du conseiller économique et social est fixée pour 1982 à :

- 234.000 CFP en ce qui concerne chacun des députés et le sénateur ;
- 160.000 CFP pour le conseiller économique et social.

Art. 2.— Cette somme sera mandatée trimestriellement à terme échu au nom de chacun des intéressés.

Art. 3.— La dépense est imputable au budget local de fonctionnement, chapitre 20.10, article 10, exercice 1982.

Art. 4.— Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 2 mars 1982.

Paul NOIROT-COSSON.

ARRETE n° 1199 FT du 2 mars 1982 accordant une subvention.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française, chef du territoire,

Officier de la Légion d'Honneur,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 825 FT du 4 avril 1964 déterminant les modalités de contrôle des subventions accordées sur les fonds du territoire ;

Vu l'arrêté n° 9306 AA du 27 novembre 1981 rendant exécutoire la délibération n° 81-83 du 26 octobre 1981 portant modification du budget du territoire,

Arrête :

Article 1er.— Une subvention de trois millions de francs (3.000.000 CFP) est accordée à l'union chrétienne des jeunes

gens de Taravao pour la construction d'une salle couverte destinée aux mouvements de jeunesse protestante de Taravao.

Art. 2.— La dépense est imputable au budget du territoire, chapitre 44.01 - A - exercice 1981.

Art. 3.— Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 2 mars 1982.

Paul NOIROT-COSSON.

ARRETE n° 1237 FT du 3 mars 1982 accordant une subvention.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française, chef du territoire,
Officier de la Légion d'Honneur,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française ;

Vu la lettre n° 270 JS du 19 février 1982 ;

Vu les disponibilités budgétaires,

Arrête :

Article 1er.— Une subvention de cinq millions quatre cent cinquante cinq mille francs CP (5.455.000 CFP) est accordée au comité territorial de la jeunesse au titre de la participation du territoire à la 3e année de formation d'animateurs socio-culturels.

Art. 2.— La dépense est imputable au budget local, chapitre 44.01 - B, exercice 1982.

Art. 3.— Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 3 mars 1982.

Le haut-commissaire,

Par délégation :

Le secrétaire général,
J. FOURNET.

ARRETE n° 1238 FT du 3 mars 1982 accordant une subvention.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française, chef du territoire,
Officier de la Légion d'Honneur,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française ;

Vu la convention n° 79-109 du 4 avril 1979 ;

Vu la lettre n° 270 JS du 19 février 1982 ;

Vu les disponibilités budgétaires,

Arrête :

Article 1er.— Une subvention de sept millions quatre cent mille francs (7.400.000 CFP) est attribuée au comité territorial de la jeunesse au titre de la participation du territoire à la 2e année de formation d'animateurs socio-culturels.

Art. 2.— La dépense est imputable au chapitre 44.01 - B du budget du territoire de l'exercice 1982.

Art. 3.— Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 3 mars 1982.

Le haut-commissaire,

Par délégation :

Le secrétaire général,

J. FOURNET.

ARRETE n° 1242 AA du 4 mars 1982 déclarant close la session extraordinaire de l'assemblée territoriale de la Polynésie française.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française, chef du territoire,
Officier de la Légion d'Honneur,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française, notamment ses articles 35 et 36 ;

Vu l'article 237 du décret du 21 novembre 1933 portant réorganisation judiciaire et fixant les règles de procédure en Océanie ;

Vu l'arrêté n° 735 AA du 9 février 1982 convoquant l'assemblée territoriale de la Polynésie française en session extraordinaire ;

Vu la lettre n° 107/74 du 26 février 1982 du président de l'assemblée territoriale de la Polynésie française ;

Le conseil de gouvernement informé en séance du 3 mars 1982,

Arrête :

Article 1er.— La session extraordinaire de l'assemblée territoriale de la Polynésie française, ouverte le jeudi 11 février 1982, est déclarée close le 23 février 1982 à minuit.

Art. 2.— Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié selon la procédure d'urgence partout où besoin sera.

Papeete, le 4 mars 1982.

Paul NOIROT-COSSON.

ARRETE n° 1381 AA du 12 mars 1982 rendant exécutoire la délibération n° 82-20 du 23 février 1982 de l'assemblée territoriale de la Polynésie française.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française, chef du territoire,
Officier de la Légion d'Honneur

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française, notamment son article 65,

Arrête :

Article 1er.— Est rendue exécutoire la délibération n° 82-20 du 23 février 1982 de l'assemblée territoriale de la Polynésie française portant modification du tarif des douanes.

Art. 2.— Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 12 mars 1982.

Paul NOIROT-COSSON.

DELIBERATION n° 82-20 du 23 février 1982 portant modification du tarif des douanes.

L'assemblée territoriale de la Polynésie française,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française ;

Vu le code des douanes de Polynésie française ;

Sur proposition du conseil de gouvernement n° 200 D du 26 novembre 1981 approuvée dans sa séance du 4 novembre 1981 ;

Vu le rapport n° 34-82 en date du 22 février 1982 de la commission des affaires financières, économiques et sociales de l'assemblée territoriale ;

Vu l'arrêté n° 735 AA du 9 février 1982 convoquant l'assemblée territoriale en session budgétaire extraordinaire ;

Dans sa séance du 23 février 1982,

Adopte :

Article 1er.— Les produits destinés aux aéronefs civils repris dans la liste ci-annexée sont admis en suspension totale du droit de douane.

Art. 2.— Les produits destinés aux aéronefs civils repris dans la liste visée à l'article 1er sont exonérés du paiement de la taxe de statistique et de la taxe sur les marchandises en entrepôt lorsqu'ils sont incorporés, à un aéronef immatriculé à l'étranger.

Art. 3.— Le conseil de gouvernement est chargé de l'application de la présente délibération qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Un secrétaire,

Michel LAW.

Le président,

Frantz VANIZETTE.

ANNEXE

Les produits destinés aux aéronefs civils repris dans le tableau ci-après sont admis en suspension totale de droits de douane.

Numéros du tarif	Désignation des marchandises
39-07	Tubes et tuyaux en matières plastiques artificielles, munis d'accessoires, pour la conduite de gaz ou de liquides.
40-09	Tubes et tuyaux, en caoutchouc vulcanisé, non durci, munis d'accessoires, pour la conduite de gaz ou de liquides.
40-11	Pneumatiques, en caoutchouc.
40-16	Tubes et tuyaux, en caoutchouc durci, munis d'accessoires, pour la conduite de gaz ou de liquides.
62-05	Rampes d'évacuation pour passagers.
68-13	Ouvrages en amiante, à l'exclusion de fils et de tissus.
68-14	Garnitures de friction (segments, disques, rondelles, bandes, plaques, rouleaux, etc) pour freins, pour embrayages et pour tous organes de frottement, à base d'amiante.
70-08	Pare-brise en verre de sécurité, non encadrés.
73-25	Câbles, cordages, tresses, élingues et similaires, en fils de fer ou d'acier, munis d'accessoires ou façonnés en articles.

Numéros du tarif	Désignation des marchandises	Numéros du tarif	Désignation des marchandises
73-38	Articles d'hygiène, en fer ou en acier, à l'exclusion de leurs parties.	EX 85-01	Transformateurs, d'une puissance nominale de 1 KVA ou plus, à l'exclusion de leurs parties et pièces détachées ; moteurs électriques de 1 HP ou plus mais de moins de 200 HP, à l'exclusion de leurs parties et pièces détachées ; machines génératrices, moteurs-génératrices, convertisseurs rotatifs ou statiques, bobines de réactance et selfs, à l'exclusion de leurs parties et pièces détachées.
83-02	Garnitures, ferrures et autres articles similaires (y compris les charnières), en métaux communs.	EX 85-03	Appareils et dispositifs électriques d'allumage et de démarrage pour moteurs à explosion ou à combustion interne (magnétos, dynamos-magnétos, bobines d'allumage, bougies d'allumage et de chauffage, démarreurs, etc) ; génératrices (dynamos et alternateurs) et conjoncteurs-disjoncteurs utilisés avec ces moteurs, à l'exclusion de leurs parties et pièces détachées.
83-07	Appareils d'éclairage, articles de lampisterie et de lustrerie, ainsi que leurs parties non électriques, en métaux communs.	EX 85-12	Fourneaux électriques : chaudières, appareils de chauffage et fours électriques, appareils électriques à chauffer les aliments, à l'exclusion de leurs parties et pièces détachées.
83-08	Tuyaux flexibles, en métaux communs, munis d'accessoires.	EX 85-14	Microphones et leurs supports, haut-parleurs et amplificateurs électriques de basse fréquence, à l'exclusion de leurs parties et pièces détachées.
84-06	Moteurs à explosion ou à combustion interne, à pistons, et leurs parties et pièces détachées.	EX 85-15	Appareils récepteurs pour la radiodiffusion, à l'exclusion de leurs parties et pièces détachées, autres appareils de transmission et de réception pour la radiotéléphonie et la radiotélégraphie, à l'exclusion de leurs parties et pièces détachées ; appareils de radioguidage, de radiodétection, de radiosondage et de radiotélécommande ; assemblages et sous-assemblages pour ces appareils, consistant en deux ou plus de deux parties ou pièces assemblées, spécialement conçus pour installation dans des aéronefs civils.
84-07	Machines motrices hydrauliques, à l'exclusion de parties et pièces détachées.	EX 85-17	Appareils électriques de signalisation acoustique ou visuelle à l'exclusion de leurs parties et pièces détachées.
84-08	Moteurs à explosion ou à combustion interne, sans piston, et leurs parties et pièces détachées ; autres moteurs et machines motrices, à l'exclusion de leurs parties et pièces détachées.	EX 85-20	Lampes scellées, à l'exclusion de leurs parties et pièces détachées.
84-10	Pompes pour liquides, avec ou sans dispositif mesureur, à l'exclusion de leurs parties et pièces détachées.	EX 85-22	Enregistreurs de vol ; assemblages et sous-assemblages pour ces appareils consistant en deux ou plus de deux parties ou pièces assemblées, spécialement conçus pour installation dans des aéronefs civils.
84-11	Pompes à air et à vide : compresseurs d'air et d'autres gaz ; ventilateurs et similaires à l'exclusion de leurs parties et pièces détachées.	EX 85-23	Assemblages (pieuvres et harnais) de câbles électriques, conçus pour installation dans des aéronefs civils.
84-12	Groupes pour le conditionnement de l'air comprenant, réunis en un seul corps, un ventilateur à moteur et des dispositifs propres à modifier la température et l'humidité ; à l'exclusion de leurs parties et pièces détachées.	EX 88-01	Aérostats.
84-15	Matériel, machines et appareils pour la production du froid, à équipement électrique ou autres ; à l'exclusion de leurs parties et pièces détachées.	EX 88-02	Planeurs : aérodynes, y compris hélicoptères.
84-18	Centrifuges : appareils pour la filtration ou l'épuration des liquides ou des gaz à l'exclusion de leurs parties et pièces détachées.	EX 88-03	Parties et pièces détachées d'aérostats de planeurs et d'aérodynes, y compris les hélicoptères.
84-21	Extincteurs, chargés ou non : à l'exclusion de leurs parties et pièces détachées.	EX 88-05	Appareils au sol d'entraînement au vol ; leurs parties et pièces détachées.
84-22	Machines et appareils de levage, de chargement, de déchargement et de manutention (" skips ", treuils, crics, palans, transporteurs, etc) ; à l'exclusion de leurs parties et pièces détachées.	EX 90-14	Pilotes automatiques ; leurs parties et pièces détachées ; instruments et appareils optiques de navigation, à l'exclusion de leurs parties et pièces détachées ; autres instruments et appareils de navigation ; leurs parties et pièces détachées ; compas gyroscopiques ; leurs parties et pièces détachées ; autres compas, à l'exclusion de leurs parties et pièces détachées.
EX 84-63	Machines de traitement de l'information.		
EX 84-59	Démarreurs non électriques : régulateurs d'hélices non électriques ; servo-mécanismes non électriques ; essuie-glaces non électriques : servo-moteurs hydrauliques ; accumulateurs sphériques hydro-pneumatique ; démarreurs pneumatiques pour moteurs à réaction ; blocs toilettes spéciaux pour aéronefs ; actionneurs mécaniques pour inverseurs de poussée, à l'exclusion de leurs parties et pièces détachées.		
EX 84-63	Variateurs de vitesse et boîtes de vitesses, à l'exclusion de leurs parties et pièces détachées ; poulies et organes d'accouplement et joints d'articulations ; leurs parties et pièces détachées spécialement conçues pour installation dans les aéronefs civils ; convertisseurs de couple ; leurs parties et pièces détachées spécialement conçues pour installation dans les aéronefs civils ; pignons pour chaînes, embrayages et joints d'articulation, à l'exclusion de leurs parties et pièces détachées.		

Numéros du tarif	Désignation des marchandises
EX 90-18	Appareils respiratoires, y compris les masques à gaz, à l'exclusion de leurs parties et pièces détachées.
EX 90-23	Thermomètres.
EX 90-24	Appareils et instruments pour la mesure, le contrôle ou la régulation des fluides gazeux ou liquides, ou pour le contrôle automatique des températures.
EX 90-27	Indicateurs de vitesse et tachymètres.
EX 90-28	Instruments de contrôle de vol automatique ; autres instruments et appareils électriques ou électroniques de mesure, de vérification, de contrôle, de régulation ou d'analyse.
EX 90-29	Parties et pièces détachées d'instruments de contrôle de vol automatique.
EX 91-03	Montres de tableaux de bord et similaires, à mouvement de montre, ou à mouvement d'horlogerie d'un diamètre de moins de 1,77 pouce.
EX 91-08	Mouvements d'horlogerie assemblés avec ou sans cadran ou aiguilles, comportant plus d'une pierre, conçus pour fonctionner pendant plus de quarante-sept heures sans devoir être remontés.
EX 94-01	Sièges (à l'exception de sièges recouverts de cuir), à l'exclusion de leurs parties.
EX 94-03	Autres meubles, à l'exclusion de leurs parties.

EXTRAITS

Pensions, nominations, mutations, congés, etc...

FONCTION PUBLIQUE

Par rectificatif n° 351 PEL du 22 janvier 1982 à la décision n° 9764 PEL du 16 décembre 1981.— L'article 1er de la décision n° 9764 PEL du 16 décembre 1981 est rectifié comme suit :

Au lieu de :

Article 1er.— M. Doom Manuarii, instituteur, volontaire de l'aide technique, incorporé sur place à compter du 1er septembre 1981.

Lire :

Article 1er.— M. Doom Manuarii, instituteur, volontaire de l'aide technique, incorporé sur place à compter du 1er décembre 1981.

Le reste sans changement.

Par décision n° 1287 PEL du 9 mars 1982.— M. Allain Romuald, secrétaire d'administration de 12e échelon, échelle 2B, du cadre territorial de la Polynésie française, embarqué à Paris-Roissy le 19 février 1982 et arrivé à Papeete le 27 février 1982, par avion de la compagnie UTA, a repris ses fonctions de chef du service de l'imprimerie officielle le 1er mars 1982.

Dépense imputable au budget local : chapitre 36-10, article 10.

AMENAGEMENT DU TERRITOIRE

Par arrêté n° 154 AU du 3 février 1982.— M. Henri Persin domicilié à Paopao, lieu-dit Maharepa est autorisé, sous les conditions et prescriptions ci-après, à maintenir un groupe électrogène de 13 KVA sur la parcelle B du lot 1 dépendant du partage des terres Orovaupena-Teapai-Faratumu et Teaitai sises dans la commune associée de Paopao, commune de Moorea-Maiao.

Equipement et caractéristiques

L'installation qui relève de la 3e classe, comprend un groupe électrogène, de 13 KVA, de marque Lister, à refroidissement à air, tournant à 1800 trs/mn, et vient en remplacement de deux groupes de 7 KVA détruits dans un incendie.

Aménagement de l'installation

L'alimentation en mazout devra se faire par pompage et non gravitairement.

L'arrêté n° 1356 AU du 9 mai 1980, autorisant l'installation de deux groupes électrogènes de 7 KVA chacun, en remplacement de celui de 4,5 KVA autorisé par arrêté n° 2327 UH du 18 juillet 1972, est annulé et remplacé par la présente décision.

Cette autorisation est délivrée sous réserve des droits des tiers.

ECONOMIE RURALE

Par décision n° 156 ER du 3 février 1982.— L'établissement ci-dessous désigné est autorisé en qualité de commerçant à vendre des pesticides à usage domestique et des xyloprotectionnaires (protection des bois).

Etablissement

Responsable

Fanao Quincaillerie

M. Luine Georges

L'établissement ci-dessous désigné est autorisé en qualité de commerçant à importer et à vendre les produits pesticides à usage agricole, domestique et d'hygiène publique.

Etablissement

Responsables

Tahiti-Equipements et Désinsectisations

M. Yan Ah Shi

Les établissements ci-dessous désignés sont agréés en qualité d'entreprises de traitement phytosanitaire et de désinsectisation des bâtiments :

Etablissements

Responsables

Désinsectisation de Tahiti

M. Hare Tautu

Insect Service

M. Maraearia Jean-Victor

Tahiti-Equipements et Désinsectisations

M. Yau Ah Si

SERVICE DE L'EDUCATION

Par décision n° 149 SEQ du 3 février 1982.— M. Emmanuel Sanquer est autorisé à réaliser un chenal au droit de la terre " Tearia " sise à Faaone PK 48,200, par décaissement d'une partie de la dalle corallienne.

Le chenal aura les dimensions suivantes :

Longueur : 20 m

Largeur : 3 m

Profondeur : 1 m

et son implantation sera faite par le service de l'équipement.

Les blocs de dalle enlevés, pourront être repoussés dans les eaux profondes ou déposés en dehors de la zone d'aménagement : l'extraction et l'évacuation des matériaux excédentaires étant défendus.

L'utilisation d'explosifs devra être effectuée par un artificier agréé, titulaire d'une autorisation administrative préalable.

Toutes les précautions nécessaires devront être prises afin d'éviter tous accidents ou dégâts qui pourraient résulter de l'exécution de ces travaux.

Cette autorisation délivrée à titre précaire et révocable sans indemnité à première réquisition de l'administration est valable pour un an.

*
* ***FINANCES TERRITORIALES**

Par arrêté n° 97 FT du 22 janvier 1982.— Les secours suivants sont alloués aux sinistrés ci-après du secteur agricole affectés par le cyclone Tamar (francs CFP) :

Taputuarai Betty, commune de Mahina,	10.000
Taputuarai Sara, commune de Mahina,	10.000
Fritch A., commune de Mahina,	10.000
Farahei, commune de Mahina,	32.000
Buillard Joël, commune de Mahina,	100.000
Maamaatua Juliette, commune de Mahina,	90.000
Ebb Robert, commune de Mahina,	40.000
Peter & Bisiaux, commune de Mahina,	500.000
Total commune de Mahina	792.000

Tom Sing Vien Thérèse, commune de Hitiaa O Te Ra,	142.000
Manarani Charles, commune de Hitiaa O Te Ra,	45.000
Vien Iris, commune de Hitiaa O Te Ra,	35.000
Luta Jacques, commune de Hitiaa O Te Ra,	30.000
Garnier Eric, commune de Hitiaa O Te Ra,	160.000
Tuiho Georges, commune de Hitiaa O Te Ra,	40.000
Vaitoare John, commune de Hitiaa O Te Ra,	150.000
Aito André, commune de Hitiaa O Te Ra,	150.000
Total commune de Hitiaa O Te Ra	752.000

Vanquin, commune de Taiarapu Est,	380.000
Teto Louis, commune de Taiarapu Est,	45.000
Rivière Michel, commune de Taiarapu Est,	240.000
Hamblin Feioa, commune de Taiarapu Est,	70.000
Croisie, commune de Taiarapu Est,	50.000
Hugon Hilda, commune de Taiarapu Est,	40.000
Tiapai Alam, commune de Taiarapu Est,	500.000
Total commune de Taiarapu Est	1.325.000

Mou Sang Richard et Auguste, commune de Punaauia,	520.000
Teremate Marcel, commune de Punaauia,	50.000
Jardonnet Etienne, commune de Punaauia,	45.000
Lowgreen Hjalmar, commune de Punaauia,	197.000
Pugibet, commune de Punaauia,	25.000
Total commune de Punaauia	837.000

Joussin Louis, commune de Paea,	1.200.000
Constant Michel, commune de Paea,	2.000.000

Maucotel Patrick, commune de Paea,	2.000.000
Manate Tinihau, commune de Paea,	100.000
Total commune de Paea	5.300.000

Clark Nadia, commune de Papara,	45.000
Millaud M., commune de Papara	20.000
Chin Foo Michel, commune de Papara,	98.500
Richmond Osmond (fils), commune de Papara,	141.000
Brettss Joseph, commune de Papara,	60.000
Le Mouchon, commune de Papara,	100.000
Otcénacek Joseph, commune de Papara,	30.000
Lehartel Marcel, commune de Papara,	110.000
Stein Fernand, commune de Papara,	5.000.000
Chin Foo, commune de Papara,	100.000
Total commune de Papara	5.704.500

Mme Maaronui, commune de Taiarapu Ouest,	45.000
Total commune de Taiarapu Ouest	45.000

Maraetefau Ovène, commune de Teva I Uta,	500.000
Total commune de Teva I Uta	500.000
Total général	15.255.500

La dépense est imputable au budget du territoire, chapitre 46-51, article 60, exercice 1981.

Par arrêté n° 143 FT du 3 février 1982.— Est autorisé le remboursement à la commune de Tahaa qui en a fait l'avance de la somme de un million deux cent un mille quatre cent francs CP (1.201.400 FCP) représentant diverses dépenses de reconstruction d'habitations endommagées par le cyclone Tamar et appartenant aux sinistrés suivants :

Hioe Nui	42.000
Bonnet Marie	9.400
Tehea Manera	54.500
Ebb Robert	42.800
Teriitau Clément	66.800
Petero Edouard	40.800
Titae Léon	104.000
Jeremia Tera	37.000
Maruhi Patea	41.400
Goupil Albert	110.500
Terorohauepa Tetuanuioora	47.500
Tinorua Tau	80.500
Tehaai Teataura	27.000
Marurai Emile	38.300
Pua Teuira	36.500
Tinorua Terii	196.300
Ganivet Paea	34.700
Teriahe Puaitetararetua	33.500
Itae Taina	10.600
Ehu Rollon	8.900
Tetuanui Petit	8.400
Garnier Louis	20.000
Rupea François	9.700
Atger Georges	5.200
Yaio Thong François	8.300
Atger Henri	25.800
Mahuta François	61.000
Total	1.201.400

La dépense est imputable au budget local de fonctionnement, chapitre 46-51, article 60, exercice 1981.

*
* *

FONDS SPECIAL POUR LE DEVELOPPEMENT DE L'INDUSTRIE ET DE L'ARTISANAT

Par arrêté n° 157 FSDIA du 3 février 1982.— L'association Vaipuraa bénéficiera d'une subvention d'un montant de sept cent vingt quatre mille francs CFP (724.000 F) pour l'achat de matériels et de matières premières.

La somme sera versée sur le compte n° 24183 W ouvert à la Socrédo.

La dépense correspondante est imputable au F.S.D.I.A., opération 2-81.

Les contestations pouvant surgir de l'application des dispositions qui précèdent seront soumises à l'appréciation du comité de gestion du F.S.D.I.A.

Par arrêté n° 158 FSDIA du 3 février 1982.— M. Francis Lai bénéficiera d'une avance sans intérêts d'un montant de deux millions (2.000.000 CFP) (1 an de différé + 4 ans de remboursement) remboursable par fractions constantes au début de chaque trimestre.

La somme sera versée sur le compte n° 30891 G ouvert à la Socrédo. La dépense correspondante est imputable sur les crédits ouverts au chapitre 41-11 article 60 opération 1-81 du budget 81.

En cas de non respect de la convention signée avec le territoire, le bénéficiaire s'engage à reverser au territoire l'intégralité des fonds reçus. Pour garantir la créance du territoire, le bénéficiaire s'engage à obéir à la première injonction de celui-ci et à autoriser la prise de nantissement de deuxième rang sur le fonds de commerce derrière la Socrédo.

Les contestations pouvant surgir de l'application des dispositions qui précèdent seront soumises à l'appréciation du comité de gestion du FSDIA.

Par arrêté n° 159 FSDIA du 3 février 1982.— La société Hitimarama films production bénéficiera de l'avance sans intérêts d'un montant de quatre millions (4.000.000 CFP) (1 an de différé + 4 ans de remboursement) remboursable par fractions constantes au début de chaque trimestre.

La somme sera versée sur le compte n° 01.31495.5.010.00 ouvert à la banque de Tahiti. La dépense correspondante est imputable sur les crédits ouverts au chapitre 41-11 article 60 opé. 1-81 du budget 1981.

En cas de non respect de la convention signée avec le territoire, le bénéficiaire s'engage à reverser au territoire l'intégralité des fonds reçus. Pour garantir la créance du territoire, le bénéficiaire s'engage à obéir à la première injonction de celui-ci et à autoriser la prise de nantissement sur le fonds de commerce.

Les contestations pouvant surgir de l'application des dispositions qui précèdent seront soumises à l'appréciation du comité de gestion du FSDIA.

SECRETARIAT GENERAL

Par arrêté n° 579 SG du 2 février 1982.— En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jacques Lambert, chef de la subdivision administrative des îles du Vent, M. Marc Petit, adjoint au chef de la subdivision administrative des îles du Vent, reçoit, en application de l'article 22 du décret du 13 novembre 1980, délégation de signature pour les attributions relatives au contrôle administratif des communes de la subdivision administrative des îles du Vent, sauf pour les matières prévues aux

articles à L. 112-2 à L. 112-19, L. 121-4 et L. 121-5, L. 121-21 et L. 121-22, L. 121-38 (5e alinéa), L. 122-10, L. 122-15, L. 122-18, L. 123-4, L. 153-8, L. 163-1, et L. 163-18, L. 164-1, L. 164-2, L. 166-2 et L. 166-5, L. 315-2, L. 211-3, L. 233-1 à L. 233-73, L. 381-1, L. 381-4 et L. 381-8 qui restent du pouvoir du haut-commissaire.

En outre, délégation de signature est donnée à M. Marc Petit dans les matières suivantes :

- Certification et liquidation des pièces comptables,
- Certification matérielle de signatures,
- authentification des reconnaissances de dettes,

- En matière d'urbanisme :

- . autorisation de lotir,
- . refus de permis de construire,
- . constats de travaux,

- Autorisation d'importation et de transfert de substances explosives ou fulmigneuses,

- Correspondances ayant trait aux affaires courantes.

Le présent arrêté, prendra effet à compter du 28 janvier 1982.

Par arrêté n° 604 SG du 3 février 1982.— En cas d'absence ou d'empêchement de M. Driss Drakni, chef du service de l'économie rurale, délégation de signature est donnée à M. Terrasson Daniel, adjoint au chef du service de l'économie rurale, chef de la section " Eaux et Forêts ", pour signer au nom du haut-commissaire et dans la limite relevant des attributions du chef de service :

- tous actes à caractère interne ou relatifs aux affaires courantes, à l'exclusion des arrêtés et décisions :

- les ordres de déplacement à l'intérieur du territoire des agents placés sous l'autorité du chef de service n'excédant pas six jours.

M. Terrasson Daniel reçoit délégation de signature pour engager, liquider et signer toutes pièces justificatives de dépenses du budget local dans les matières relevant des attributions du service de l'économie rurale.

Le présent arrêté abroge toutes dispositions contraires et notamment l'arrêté n° 3827 SG du 2 mars 1981.

*
*
*

TRAVAIL ET LEGISLATION SOCIALE

Par décision n° 145 TLS du 3 février 1982.— Mme Odette Machoux épouse Schutz est nommée membre titulaire à la commission consultative paritaire de l'indice des prix de détail à la consommation familiale en remplacement de M. Léon Mahuti.

Le mandat de ce nouveau membre expirera à l'issue du mandat du membre qu'il remplace.

SUBDIVISION ADMINISTRATIVE DES ILES DU VENT

AVENANT n° 892 IDV.AU du 17 février 1982 - 2e avenant à la décision n° 8075 IDV.AU du 21 septembre 1981 autorisant la réalisation par la S.C.I. Heifare du lotissement dénommé " Résidence Manava ", P.K. 24,300, côté montagne.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française, chef du territoire,
Officier de la Légion d'Honneur,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 61-44 du 8 avril 1961 portant code de l'aménagement du territoire ;

Vu l'arrêté n° 2081 AA du 23 août 1961 déterminant les modalités d'application du titre II de la délibération n° 61-44 du 8 avril 1961 en ce qui concerne les lotissements ou les groupes d'habitations ;

Vu la délibération n° 79-50 du 5 avril 1979 et l'arrêté n° 1763 OPT du 16 septembre 1980 relatifs à la mise en place d'installations de télécommunications dans les immeubles ou lotissements ;

Vu la décision d'autorisation n° 8075 IDV.AU du 21 septembre 1981 et son avenant n° 371 IDV.AU du 22 janvier 1982 ;

Vu l'avis du chef du service de l'équipement en date du 15 janvier 1982 ;

Vu l'attestation de réception du réseau d'adduction téléphonique délivrée par l'office des postes et de télécommunications ;

Vu l'avis favorable du chef du service de l'aménagement du territoire,

Décide :

Article 1er.— Le nouveau plan de bornage du lotissement et le cahier des charges rectifié en fonction des articles de la décision n° 8075 IDV.AU du 21 septembre 1981, et son modificatif annexé, relatifs aux lots 1 à 21 sont approuvés.

Art. 2.— Achèvement des travaux

Compte tenu de l'achèvement des travaux des lots 1 à 21, le présent avenant vaut certificat prévu à l'article 44 de la délibération n° 61-44 du 8 avril 1961.

Art. 3.— Communication au public

Le présent avenant et le dossier correspondant à annexer au dossier d'origine sont mis à la disposition du public, conformément aux prescriptions de l'article 43 de la délibération n° 61-44 du 8 avril 1961, aux secrétariats :

de la mairie de Paea

et du service de l'aménagement du territoire (section urbanisme opérationnel et construction)

Papeete, le 17 février 1982.

Pour le haut-commissaire, par délégation :

*Le chef de la subdivision administrative
des îles du Vent, p.i.,*

M. PETIT.

AVENANT n° 995 IDV/AU du 22 février 1982 *1er avenant à la décision n° 10028 IDV.AU du 30 décembre 1981 autorisant la réalisation d'un groupe d'habitations par M. Emmanuel Porlier à Pirae, rue Paul Bernière.*

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française, chef du territoire,
Officier de la Légion d'Honneur,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 61-44 du 8 avril 1961 portant code de l'aménagement du territoire ;

Vu l'arrêté n° 2081 AA du 23 août 1961 déterminant les modalités d'application du titre II de la délibération n° 61-44 du 8 avril 1961 en ce qui concerne les groupes d'habitations et les lotissements ;

Vu la délibération n° 79-50 du 5 avril 1979 et l'arrêté n° 1763 OPT du 16 septembre 1980 relatifs à la mise en place d'installation de télécommunications dans les immeubles ou lotissements ;

Vu la décision d'autorisation n° 10028 IDV.AU du 30 décembre 1981 ;

Vu la lettre de M. Emmanuel Porlier en date du 3 février 1982 ;

Vu l'avis favorable du chef du service de l'aménagement du territoire,

Décide :

Article 1er.— La prescription de l'article 5 de la décision d'autorisation n° 10028 IDV.AU du 30 décembre 1981 est supprimée et remplacée par la suivante :

" Pour la séparation des logements jumelés, mettre en place un mur en maçonnerie jusqu'à la toiture et allant latéralement jusqu'à l'aplomb des débords de toiture ".

Art. 2.— Communication au public

Le présent avenant est mis à la disposition du public conformément aux prescriptions de l'article 43 de la délibération n° 61-44 du 8 avril 1961 aux secrétariats :

de la mairie de Pirae

et du service de l'aménagement du territoire
(section urbanisme opérationnel et construction).

Papeete, le 22 février 1982.

Pour le haut-commissaire, par délégation :

*Le chef de la subdivision administrative des
îles du Vent, p.i.,*

M. PETIT.

DECISION n° 998 IDV/AU du 22 février 1982 *autorisant la réalisation du lotissement dénommé " Marina de Taravao " par M. Hiro Wong Hen, sis à Afaahiti, commune de Taïarapu Est.*

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française, chef du territoire,
Officier de la Légion d'Honneur,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 61-44 du 8 avril 1961 portant code de l'aménagement du territoire ;

Vu l'arrêté n° 2081 AA du 23 août 1961 déterminant les modalités d'application du titre II de la délibération n° 61-44 du 8 avril 1961 en ce qui concerne les groupes d'habitations et les lotissements ;

Vu la délibération n° 79-50 du 5 avril 1979 et l'arrêté n° 1763 OPT du 16 septembre 1980 relatifs à la mise en place d'installation de télécommunications dans les immeubles ou lotissements ;

Vu la demande d'autorisation formulée par Me Eric Lequerré pour le compte de M. Hiro Wong Hen ;

Vu l'avis du maire de la commune de Taïarapu Est ;

Vu l'avis du chef du service de l'équipement en date du 23 octobre 1981 ;

Vu l'avis du directeur de l'office des postes et télécommunications en date du 20 novembre 1981 ;

Vu l'avis du chef du service d'hygiène et de salubrité publique en date du 8 décembre 1981 ;

Vu l'avis favorable du chef du service de l'aménagement du territoire,

Décide :

Article 1er.— M. Hiro Wong Hen, ayant comme mandataire Me Eric Lequerré, est autorisé à réaliser un lotissement sur une parcelle issue du lot 1 de l'ancien domaine Viénot, sis à Afaahiti, commune de Tairapu Est.

Ce lotissement comprendra 17 lots destinés à la vente consentie pour l'habitation.

Les conditions et prescriptions relatives à cette réalisation sont définies dans les articles suivants.

Art. 2.— Dossier du lotissement

Le dossier du lotissement pris en considération comprend les documents enregistrés à la section urbanisme opérationnel et construction du service de l'aménagement du territoire, sous le n° 81-920.

1°) Cahier des charges suivant projet établi par Me Eric Lequerré,

2°) Plan de situation,

3°) Plan de lotissement et de V.R.D.,

4°) Profil en long de la voie,

5°) Profil en travers,

6°) Plan d'adduction téléphonique (COMSIP n° 130-001).

Art. 3.— Voirie et eaux pluviales

La voie du lotissement sera réalisée suivant les règles de l'art. En particulier, le revêtement bitumineux devra avoir une bonne tenue dans le temps et les caniveaux devront assurer le recueil et l'évacuation des eaux pluviales jusqu'à la mer.

L'aire de manœuvre en fin de voie devra être rectifiée pour permettre le retournement des véhicules en 3 manœuvres successives au maximum.

Art. 4.— Alignement - Raccordement

La délimitation des domaines publics routier et maritime devra être respectée (schéma 986-101.20 n° 1809 du 19/10/81).

Les lots 1 et 17 ne pourront avoir d'accès direct à la route territoriale n° 1.

Art. 5.— Réseau incendie

Le réseau de défense contre l'incendie du lotissement projeté pourra être simplifié par la mise en place d'un unique poteau d'incendie normalisé équipé d'une sortie de 100 mm et de 2 sorties de 70 mm et implanté en position centrale.

Ce poteau d'incendie devra être capable de fournir un débit de 1.000 l/mn, sous une pression dynamique de 1 bar.

Art. 6.— Réseaux électrique et téléphonique

Le réseau d'adduction électrique sera réalisé en aérien selon les normes du SECOSUD.

Le réseau d'adduction téléphonique sera réalisé en aérien selon le plan agréé le 20 novembre 1981 par l'office des postes et télécommunications (plan Comsip n° 130/001).

Art. 7.— Règles de salubrité

Les prescriptions figurant au projet de cahier des charges relatives aux problèmes d'hygiène et de salubrité des propriétés et voies, doivent être remplacées, afin d'éviter toute ambiguïté, insuffisance ou confusion, par la simple référence aux dispositions générales de la réglementation territoriale applicable et des règlements municipaux la complétant.

Art. 8.— Dossier rectifié

Le cahier des charges et le dossier à rectifier en fonction des articles de la présente décision devront être soumis à approbation avant toute demande de certificat prévu à l'article 43 de la délibération n° 61-44 du 8 avril 1961 aux secré-

Art. 9.— Communication au public

La présente décision et le dossier annexé sont mis à la disposition du public conformément aux prescriptions de l'article 44 de la délibération n° 61-44 du 8 avril 1961 aux secrétaires :

- de la mairie de Tairapu Est,

- du service de l'aménagement du territoire (section urbanisme opérationnel et construction).

Papeete, le 22 février 1982.

Pour le haut-commissaire, par délégation :

Le chef de la subdivision administrative des îles du Vent, p.i.,

M. PETIT.

AVIS OFFICIELS

SERVICE DES DOUANES

COURS DES CHANGES

pour l'application des droits et taxes de douane.

(Arrêté n° 2224 D du 9 septembre 1961).

(Période du 15 mars au 31 mars 1982 inclus)

P A Y S	DEVISES	Cours en Francs Pacifique
Belgique.	1 franc belge	2,51
Suisse.	1 franc suisse	59,14
Italie.	100 liras	8,62
Etats-Unis.	1 dollar U.S.A.	110,00
Australie.	1 dollar	117,42
Nouvelle-Zélande.	1 dollar	86,12
Canada.	1 dollar canadien	90,90
Hong-Kong.	1 dollar	18,95
Singapour.	1 dollar	52,18
Fidji.	1 dollar	123,24
Allemagne Occidentale.	1 deutsch mark	46,58
Pays-Bas.	1 florin	42,53
Suède.	1 couronne suéd.	18,99
Norvège.	1 couronne norv.	18,36
Danemark.	1 couronne dan.	13,88
Autriche.	1 schilling	6,63
Espagne.	1 peseta	1,05
Portugal.	1 escudo	1,58
Japon.	100 yens	46,28
Grande-Bretagne.	1 livre sterling	199,14

SERVICE DU CADASTRE

A V I S

En application de l'article 7 de la délibération de l'assemblée territoriale n° 75-21 du 24 janvier 1975, rendue exécutoire par arrêté n° 1534 AA du 2 avril 1975, il est porté à la connaissance du public que l'atoll de Manihi est doté de nouveaux

documents cadastraux, portant ainsi l'ensemble de la commune de Manihi à la conservation cadastrale (cf. avis du 30 avril 1978).

Ainsi les terres situées dans cette commune devront désormais être identifiées dans les actes qui les concernent par les références du cadastre, savoir :

- commune, section de commune, section cadastrale, numéro de la parcelle, nom de la terre et surface cadastrale.

Papeete, le 23 février 1982.

Le chef de service,

J. PAYS.

INSTITUT TERRITORIAL DE LA STATISTIQUE

INDICE DES PRIX DE DETAIL A LA CONSOMMATION FAMILIALE

Mois de février 1982.

Base 100 : décembre 1980

<i>Indice général :</i>	119.6
- Alimentation	122.4
- Produits manufacturés	117.0
- . dont habillement	113.1
- . autres produits manufacturés	117.9
- Services	121.8

SERVICE DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE

ETAT RECAPITULATIF DES AUTORISATIONS DE TRAVAUX IMMOBILIERS

Permis délivré le 22 janvier 1982

N° 81-1199-1, M. Sheldon Bardin, la parcelle A de la terre Umeatehau à Papeari - P.K. 54,600 - côté mer - commune de Teva I Uta, 1 pavillon en extension d'une maison existante ;

Permis délivrés le 2 février 1982

N° 81-916-3 IDV/A, MM. Laurent Moux et Adrien Chanac, les parcelles B (partie) et C de la terre Fafateiore à Faaa - P.K. 3 - côté mer, 1 atelier de menuiserie ;

N° 81-1154-3, Mme Alice Tchang, une parcelle de la terre Outu-Maoro à Punaauia - P.K. 8,200 - côté montagne, extension d'1 bâtiment (ajout 1 étage) et réaménagement du magasin existant ;

N° 81-1213-1, M. Codjo Léonard Dogba, le lot n° 24 du lotissement Vaitareia à Faaa, 1 maison d'habitation ;

N° 82-9-1, Mme Nina Kahiha veuve Coulon, le lot B1 de la terre Farehua 1 à Papara - P.K. 36 - côté montagne, 1 maison d'habitation ;

N° 82-45-1, Mlle Marie Moutham, une parcelle de la terre Patifaata - Teonetea à Papara P.K. 32,100 - côté montagne, 1 maison d'habitation ;

N° 82-64-1, M. Jacques Chenon, le lot n° 9 de la résidence Manini à Faaa, 1 garage ;

N° 82-68-1, M. et Mme Philippe Annie Rousseau, le lot n° 9 du lotissement Moanarama à Mahina, 1 maison d'habitation ;

N° 82-71-1, Mlle Jeanne Salmon, le lot n° 3 dépendant de la parcelle B du domaine Xavier Matohi à Haapiti - commune de Moorea-Maiao, 1 maison d'habitation ;

N° 82-78-1, M. Albert Frogier, une parcelle de terre sise près du lotissement A. Neti à Mahina - P.K. 13 - côté montagne, 1 maison d'habitation ;

N° 82-79-1, M. et Mme Robert Josette Audoin, une parcelle de la terre Papararau à Punaauia - P.K. 13,200 - côté montagne, 1 maison d'habitation ;

N° 82-83-1, M. et Mme Otis Richmond, le lot n° 14 du lotissement " Village Baldwin " à Paea - P.K. 22,800 - côté montagne, 1 maison d'habitation ;

N° 82-89-1, Mlle Doris White, le lot n° 10 de la terre Tefararoa à Haapiti - commune de Moorea-Maiao, 1 maison d'habitation ;

Permis délivrés le 5 février 1982

N° 81-251-3, M. et Mme Patrick Handerson, une parcelle du lot 4 dépendant de la terre dite domaine Pihatarioe (section R - parcelle n° 38) à Arue - P.K. 5,500 - côté montagne, 1 maison d'habitation ;

N° 81-1061-7, M. Jean-Hugues Tricard mandataire de la Société polynésienne de développement touristique (S.P.D.T.), un terrain sis à Punaauia, 1 ensemble résidentiel touristique du Tahiti Village ;

N° 81-1099-2, M. Olivier Avelle, le lot n° 175 - îlot A - du lotissement Erima (section H - parcelle n° 116) à Arue, 1 maison d'habitation avec garage ;

N° 81-1130-1, M. Alfred dit Pascal Rankel, le lot n° 3 du plan de partage d'une parcelle du lot D de la terre Toaroto à Punaauia - près du lotissement Punavai Plaine, 1 maison d'habitation ;

N° 81-1191-1, M. Albert Wheeler, le lot n° 59 du lotissement Aute II à Pirae, 1 maison d'habitation, 1 clôture ;

N° 81-1207-1, M. Frédéric Maoni, une parcelle de la terre Maraai I à Papeari - P.K. 54 - côté mer - commune de Teva I Uta, 1 maison d'habitation ;

N° 81-1223-3 M. le président de la mission Sanito, la terre Teruahi-Putari à Punaauia - face hôtel Bel Air, 1 salle de réunion et blocs sanitaires (2e tranche chapelle Sanito) ;

N° 82-15-1, M. Adrien Lombard, la parcelle 31 B du lotissement Ilikai Plage à Papara - P.K. 29,900 - côté mer, 1 maison d'habitation ;

N° 82-30-1, M. Gérard Leprieur, le lot B1 dépendant de la parcelle B du plan de partage d'une partie de la terre Vaitahuri II à Punaauia - P.K. 12 - côté montagne, 1 maison d'habitation ;

N° 82-51-1, M. Jean Ducousso, le lot n° 130 - îlot A - du lotissement Erima (section H parcelle n° 71) à Arue, 1 maison d'habitation ;

N° 82-58-1, M. Alfred Pihatarioe, une parcelle de la terre Taatahue à Pirae - rue Tuterai Tane - près du cimetière communal, 1 maison d'habitation ;

N° 82-62-1, M. Sornema Tefaafana, la parcelle J dépendant du lot n° 1 du partage judiciaire de la terre Ahutia à Paea - P.K. 27,500 - côté montagne, 1 maison d'habitation ;

N° 82-63-1, M. Gérard Regnier, un terrain détaché de la parcelle B 4 du lot 2 de la terre Vaitupa à Paea - P.K. 24,200 - côté montagne, 1 atelier lapidaire ;

N° 82-73-1, M. et Mme Raduget, la parcelle n° 199 du lotissement " Les Lotus " à Punaauia, 1 maison d'habitation ;

N° 82-81-1, M. Charles Pothier, le lot 4 dépendant du partage du lot B du domaine F. Teissier à Punaauia - P.K. 12,800 -

côté montagne, 2 maisons d'habitation avec terrasse et garage couverts ;

N° 82-85-1, Mme Vahinetua Narcisse Flores, la parcelle A1 du domaine Papehū à Paea - P.K. 18,800 côté montagne, 1 maison d'habitation ;

N° 82-91-1, M. Ernest Walker, le lot n° 3 de la terre Tereva issu du partage des terres Nuaroa (lot 2) et Tereva à Pirae - rue Bambridge - Hamuta, 2 maisons d'habitation ;

N° 82-94-1, M. Eddy Gaspar, le lot n° 3 du lotissement Ura-tini à Pirae, 1 maison d'habitation ;

N° 82-96-1, Mlle Paulina Teraiarue, la parcelle B de la propriété Jennie Pugibet à Punaauia P.K. 11,900 - côté montagne, 1 maison d'habitation ;

N° 82-98-1, M. et Mme Alfred Porlier, la parcelle C du surplus du domaine Marechal à Papeari - P.K. 54,200 - côté montagne - commune de Teva I Uta, 1 maison d'habitation, 1 mur plein ;

N° 82-99-1, M. Tihoni Tama, le lot n° 62 du lotissement Maire-Nui à Tautira - commune de Taïarapu Est, 1 maison d'habitation ;

N° 82-101-1, Mme Céline Amaru née Ah Min, une parcelle de la terre Atimaui 2 Papeari - P.K. 52,500 - côté mer - commune de Teva I Uta, 1 maison d'habitation avec terrasse et garage couverts

N° 82-106-1, M. le chef des services FR3 Tahiti, sur un terrain sis à Punaauia, 1 station de télévision (pylône et bâtiment) ;

Permis délivrés le 9 février 1982

N° 81-1176-1, M. et Mme Lionel Maïau, la parcelle 53 du lotissement, 1 clôture, 1 dalle et prolongement d'un mur existant ;

N° 82-43-1, M. Arthur Tefaatau, le lot n° 1 du plan de partage du lot n° 5 de la terre Faremaïa à Pirae - rue Temarii, 1 maison d'habitation ;

N° 82-80-1, M. Marcel Galenon, la parcelle B du lot 6 du domaine Frédéric Bordes à Afaahiti - P.K. 59 - commune de Taïarapu Est, 1 maison d'habitation ;

N° 82-87-1, M. Daniel Chechillot, la parcelle K du lotissement de M. Chechillot (ancienne propriété Lamotte) à Pirae côté montagne, 1 maison d'habitation ;

N° 82-95-1, M. Firmin Teriitehau, le lot n° 1 de la terre Patahū à Faaa - P.K. 5,500 côté montagne - cité de l'air, 1 maison d'habitation ;

N° 82-104-1, M. et Mme Pierre Harua, le lot n° 20 du lotissement Résidence Manava à Paea - P.K. 24,300 - côté montagne, 1 maison d'habitation garage et terrasse couverte ;

N° 82-105-1, M. Auguste Shan, le lot n° 43 du lotissement Village Baldwin à Paea - P.K. 22,800 - côté montagne, 1 maison d'habitation ;

N° 82-108-1, M. et Mme Jean-Claude Chin, la parcelle 2 de la terre Tipapa (section V - parcelle n° 20) à Arue - cité Jay, 1 maison d'habitation ;

N° 82-111-1, M. François Daniel, le lot F 132 du lotissement Les Lotus à Punaauia, 1 maison d'habitation ;

N° 82-113-1 M. Pita Tihoni, le lot n° 4 du partage de la terre Pahuore à Teahupoo - P.K. 15,200 - côté mer - commune de Taïarapu Ouest, 1 maison d'habitation ;

Permis délivrés le 12 février 1982

N° 81-518-3, M. Yvon Hong, le lot 6 de la terre Tapataai 3 à Punaauia - P.K. 10,200 côté montagne, changement d'implantation d'une maison d'habitation ;

N° 81-977-4, M. Florent Soufet, la parcelle A du lot 1 du lot IV du lotissement d'Afaahiti à Afaahiti - P.K. 60 - commune de Taïarapu Est, 1 immeuble à usage commercial et d'habitation ;

N° 81-985-4, M. le maire de la commune de Taïarapu Est, un terrain sis à Afaahiti - port Phaeton - commune de Taïarapu Est, modification de toiture et de distribution intérieure ;

N° 81-990-2, M. Jean-Pierre Demedy, le lot n° 89 du lotissement Les Lotus à Punaauia, changement d'implantation d'un garage ;

N° 81-1226-3, M. Charles dit Taro Bordes, une parcelle des terres Tepahee et Teavaputa 2 - Matiti 1 à Faaa - P.K. 5,300 - côté mer, aménagement d'un snack dans un bâtiment existant ;

N° 82-8-2, M. Eric Teura Matai, une parcelle du lot n° 6 des terres Tehiatā - Ahorotemoa à Haapiti - non loin du magasin Ah Sam et de la mairie commune de Moorea-Maïao, 1 maison d'habitation ;

N° 82-65-1, M. Tauraa Temarii, une parcelle de la terre Paparoihaa à Vairao - P.K. 10 - côté montagne - commune de Taïarapu Est, 1 maison d'habitation ;

N° 82-86-1, Mme Maryvonne Bernard, la parcelle B dépendant des terres Vaipapa (partie) et Paepae (partie) à Punaauia - P.K. 16,800 - côté montagne, 1 maison d'habitation ;

N° 82-93-1, M. Ronald Atuahiwa, le lot C 100 du lotissement Pamatai à Faaa, 1 maison d'habitation ;

N° 82-102-1, Mme Malvina Lauz, le lot n° C 10 du lotissement Chapman à Paea - P.K. 23,500 - côté montagne, 1 maison d'habitation ;

N° 82-110-1, M. Elden Paquier, le lot n° 2 du plan de partage du lot n° 2 de la terre Touhi 2 (lot A) à Punaauia - P.K. 12,400 - côté montagne, 1 maison d'habitation avec garage + terrasse ;

N° 82-132-1, M. Rodolphe Adams dit Marama, une parcelle dépendant du lot n° 4 de la terre Teiriiri à Mahina - vallée de la Tuauru - P.K. 10,300, ajout de 2 terrasses ;

N° 82-133-1, M. Pedro Rocka, le lot n° 6 du lotissement Rodolphe Jamet à Afaahiti - route du plateau - commune de Taïarapu Est, 1 maison d'habitation ;

Permis délivrés le 16 février 1982

N° 81-645-2, M. Louis Iriti, le lot n° 4 issu du partage de la terre Atihoa à Papenoo P.K. 17 - côté montagne, extension d'un garage ;

N° 81-843-1, M. Michel Larson, le lot n° 16 du lotissement Tetianina à Pirae, 1 maison d'habitation ;

N° 81-975-2, M. Auguste Mai, la parcelle A dépendant d'une partie de la terre Pouhono à Faaa - après le lotissement Piafau, 1 mur de soutènement, 1 clôture ;

N° 81-1149-3, M. le directeur du centre océanologique du pacifique (C.N.E.X.O.), un terrain sis à Vairao - dans l'enceinte du C.N.E.X.O. commune de Taïarapu ouest, extension du bâtiment Y (ajout 1 salle de réunion - 5 bureaux - 1 salle d'archives, 1 bibliothèque) ;

N° 82-13-2, M. Timi Bordes, les parcelles D et E dépendant du lot n° 16 du partage de domaine de M. Alfred Bordes ou partie de la terre Tetiara à Faaone - P.K. 49,900 côté montagne - commune de Taïarapu Est, 2 maisons d'habitation jumelées ;

N° 82-61-1, M. Daniel Taurei, une parcelle de la terre Tefaaio I à Tiarei - P.K. 28,500 côté mer - commune de Hitiaa O Te Ra, 1 maison d'habitation ;

N° 82-76-1, Mme Béatrix Halligan née Poroi, la parcelle n° 5 dépendant du plan de partage du lot n° 3 dépendant lui-même du partage d'une partie de la propriété Spies à Papeari - P.K. 50,150 - côté mer - commune de Teva I Uta, 1 maison d'habitation ;

N° 82-77-1, M. et Mme François Van Bastolaer, le lot n° 4 du plan de partage de la terre Faaipū 3 à Papeari - P.K. 54,500 - côté montagne - commune de Teva I Uta, extension d'une maison (ajout cuisine - salle à manger) ;

N° 82-92-1, M. Bernard Rio, le lot C détaché de la parcelle D2 du plan de partage du lot A du domaine Fortuné Teissier à Punaauia - P.K. 12,600 - côté montagne, 1 maison d'habitation ;

N° 82-100-1, M. Ducas Vetearii Poroi, le lot B9 de la terre Ahio à Mataiea - P.K. 47 - côté montagne - commune de Teva I Uta, 1 maison d'habitation ;

N° 82-117-1, M. et Mme Jean-Michel Ould Younes, les lots 2 et 3 dépendant du partage de l'ancien domaine de Papehue à Punaauia - P.K. 18,200 - côté mer, 1 maison d'habitation ;

N° 82-118-1, M. Bertrand Cheung, une parcelle du lot n° 1 dépendant de la terre Ahototeina 1 à Mahina - P.K. 9,970 côté montagne, 1 maison d'habitation ;

N° 82-120-1, M. Marc Scanu et Mme Nerva Lucas, le lot n° 1 dépendant du plan de morcellement d'une partie de la parcelle B du lot 8 dépendant du partage de la propriété Tehei Scholermann à Punaauia - P.K. 11,800 - côté montagne, 1 maison d'habitation ;

N° 82-127-1, Mme Marguerite Apo le lot n° 8 du lotissement Farauouo à Papara P.K. 35,500 - côté montagne, 1 garage avec entrepôt d'outillage ;

N° 82-131-1, M. et Mme Charlot Terai, une parcelle de la terre Taumataura-Tumataharoa et une concession maritime à Afareaitu - commune de Moorea-Maiao, 2 maisons jumelées ;

N° 82-137-1, M. Jean-Frédéric Brinckfieltd, une parcelle de la terre Tefauhiva (section N - parcelle n° 46) à Arue - P.K. 7,050 - côté montagne, 1 maison d'habitation ;

N° 82-139-1, M. Emile Taputuarai, le lot n° 6 du plan du partage de la propriété Robson à Paea - P.K. 20 - côté montagne, 1 maison d'habitation ;

N° 82-140-1, M. et Mme André Claudine Taura, une parcelle détachée de la parcelle D dépendant du plan de partage de la terre Aiore Vaitiare-Faarooti à Haapiti lieu-dit Atiha - commune de Moorea-Maiao, 1 maison d'habitation ;

N° 82-141-1, M. Léonard Siou, le lot n° 129, îlot A, du lotissement Erima (section H parcelle 70) à Arue, 1 maison d'habitation ;

Permis délivrés le 19 février 1982

N° 81-787-6, Maire Taiarapu ouest Vairao, derrière la mairie salle omnisport, bloc vestiaires sanitaires ;

N° 81-949-2, M. et Mme Claude Justin Domingo, terre Fareteve - Tehaehaa 1 à Tiarei P.K. 25, côté montagne, commune de Hitiaa O Te Ra, 1 maison d'habitation ;

N° 82-50-2, M. Susute Ruahe (fils), lot B6 du lotissement Punaruu Nui à Punaauia, 1 maison d'habitation ;

N° 82-50-3, Mme Raita Ruahe née Teiho (mère), lot B6 du lotissement Punaruu Nui à Punaauia, 1 maison d'habitation ;

(Ces deux permis annulent le permis 82-50-1 IDV/AU du 26 janvier 1982)

N° 82-90-2, Directeur Bali Hai, Maharepa - commune de Moorea-Maiao, 2 logements de cadres ;

N° 82-115-1, Mme Edith Holman épouse J. Baron, parcelle B1 du lot 2 du partage de la terre Tainuu, P.K. 12, côté mer, avant l'église catholique - commune de Punaauia, 1 maison d'habitation ;

N° 82-116-1, M. Norbert Paul Steiger, lots 5 et 6 du lotissement Nino à Afaahiti, commune de Taiarapu Est, 1 maison d'habitation ;

N° 82-114-2, M. Léonard Butcher, lot 498 du lotissement Puurai - îlot K Faaa, 2 terrasses couvertes, 1 garage, 1 mur de soutènement avec clôture ;

N° 82-156-1, M. Moe Richmond, lot 9 de la terre " propriété Guild ", P.K. 27,200, côté mer - Paea, 1 maison d'habitation ;

N° 82-161-1, M. Michel Lintz, lot n° 3 du lotissement Bunkley - Punaauia, 1 clôture ;

Permis délivrés le 23 février 1982

N° 82-40-2, M. et Mme Christian Jacqueline Degout, le lot n° 24 du lotissement Anuhe (Mahinarama) à Mahina, 1 maison d'habitation ;

N° 82-74-2, M. Dominique Tavae, une parcelle de la terre Urupe-Rahi à Tiarei - P.K. 22,500 - côté montagne - chemin des 3 cascades - commune de Hitiaa O Te Ra, 1 maison d'habitation avec garage et terrasse ;

N° 82-112-2, M. Auguste Manuata Teanau, le lot n° 13 du lotissement Torea à Papara, 1 maison d'habitation avec garage et terrasse couverte ;

N° 82-114-2, M. Teihotu Reid, le lot B 13 du lotissement Vahine Moena à Papara, 1 maison d'habitation avec garage et terrasse ;

N° 82-125-3, M. le président du conseil d'administration des biens de l'église évangélique de Polynésie française, un terrain sis à Afaahiti, rue Tevihuaoa, près du temple Ziona - commune de Taiarapu Est, 1 maison des jeunes U.C.J.G. ;

N° 82-128-2, M. Teiva Tiniau, le lot 4 des terres Teonetere et Ateivi à Papeari - P.K. 54,500 - côté mer - avant le dernier pont - commune de Teva I Uta, 1 maison d'habitation avec garage et terrasse ;

N° 82-136-2 M. Gérard Ohira Turi, le lot 1 du partage d'une partie du lot 1 de la terre Tahutumu à Papara - P.K. 33,600 - côté montagne - quartier Afarerii, 1 maison d'habitation ;

N° 82-143-1, M. Guy Saubesty, le lot n° 9 du partage de la terre Tautiti I à Mahina P.K. 10 - vallée de la Tuauru, 1 maison d'habitation ;

N° 82-149-1, M. et Mme Maurice Tautumaupihaa, le lot 21 du lotissement Village Baldwin à Paea - P.K. 22,800, 1 maison d'habitation avec garage et terrasse ;

N° 82-153-1, Mme Roberta Harea le lot 48 du lotissement Village Baldwin à Paea, 1 maison d'habitation ;

N° 82-157-1, Mme Louise Chauvel, le lot 23 du lotissement Hitiura à Pirae, 1 maison d'habitation ;

N° 82-164-1, M. Michel Caraiannis et Mlle Sou Koun Wong, le lot 61 du lotissement Moanarama à Mahina, 1 maison d'habitation ;

Permis délivrés le 26 février 1982

N° 82-33-5, M. le maire de la commune de Paea, dans l'enceinte de l'école de Tiapa à Paea - P.K. 20,600, 1 salle communale omnisports ;

N° 82-152-2, M. et Mme Eugène Tofaea Iris Krause (née Terooatea), une parcelle dépendant du lot A de la terre Iripau 1 à Punaauia - P.K. 12,400 - côté mer - après l'église St Etienne, 1 maison d'habitation ;

N° 82-158-2, M. Britannicus Richmond, le lot n° 2 d'une parcelle du lot n° 29 du lotissement de la propriété Thirel à Paea - P.K. 19,500 - côté montagne, 1 maison d'habitation ;

N° 82-163-1, M. Augustin Terii Huna, les parcelles 9A et 9B de la terre Teatea à Mahina - P.K. 10 - route de la Pointe Vénus, 1 maison d'habitation ;

N° 82-166-1, M. Georges Mare, une parcelle de la terre Fateanoano (section O - parcelle n° 9) - lot n° 8 à Arue route de Tefaaoroa - P.K. 7,800 - côté montagne, 1 maison d'habitation ;

N° 82-170-1, M. Omiroa Fuller, une parcelle du lot n° 5 du plan de partage de la terre Aiore-Vaitiare-Faarooti à Haapiti - en face de l'école de Atiha - commune de Moorea-Maiao, 1 maison d'habitation ;

N° 82-172-2 M. et Mme Raymond Claudine Tetuanui, le lot n° 36 du lotissement " Village Baldwin " à Paea - P.K. 22,800 - côté montagne, 1 maison d'habitation avec garage et terrasse couverte ;

N° 82-173-2, M. et Mme Liou dit Jean Maeva Tchan, la parcelle B du partage du lot 3 bis des terres Tefautea 2 - 3 à Punaauia - P.K. 11,100 côté montagne, 1 maison d'habitation ;

N° 82-174-1, M. Patoia Taurua, les parcelles A et B du lot 3 du partage de la terre Tuituierero à Mahina - P.K. 9,500 - côté mer, 2 maisons d'habitation ;

N° 82-175-2, M. Manutea Teuira, la parcelle 5 dépendant du plan de partage du lot 3 de la terre dite Paepaetiavai 3 à Paëa - P.K. 22 - vallée Orofero, 1 maison d'habitation avec garage ;

N° 82-178-1, M. Paul Marurai, une partie de la terre Amae II à Tiarei - P.K. 25 - côté montagne - commune de Hitiaa O Te Ra, 1 garage ;

N° 82-179-2, Mme Johanna Iorss, un terrain sis à Paëa - P.K. 18,500 - route du bassin de Papehuet, 1 mur de soutènement ;

N° 82-180-1, M. et Mme Herbert Chene, le lot n° 56 du lotissement "Résidence Taina" (extension 2) à Punaauia, 1 villa.

ENQUETE

"de commodo et incommodo"

Conformément aux dispositions de la délibération de l'assemblée territoriale de la Polynésie française n° 61-44 du 8 avril 1961, rendue exécutoire par arrêté n° 984 AA du 26 avril 1961, portant règlement général sur l'aménagement du territoire en matière d'urbanisme, d'habitat, d'habitations, de lotissements, de protection des monuments et des sites, d'hygiène et de salubrité des voies publiques et des constructions d'établissements recevant du public, une enquête de commodo et incommodo est ouverte à compter du 1er avril 1982, sur une demande formulée par Mlle Pauline Barff, en vue d'obtenir l'autorisation d'exploiter une salle de cinéma sur la parcelle clôturée de la terre "Uruuru" sise à Avatoru, commune de Rangiroa.

L'installation relevant de la 3e catégorie de la nomenclature des établissements classés, l'enquête ouverte pendant 15 jours sera close le 15 avril 1982.

M. Claverie Claude, adjoint technique au chef de la subdivision administrative des Tuamotu-Gambier, est désigné pour remplir les fonctions de commissaire enquêteur.

Papeete, le 28 février 1982.

Pour le haut-commissaire et par délégation :

*Le chef de la subdivision administrative des
Tuamotu-Gambier,*

Ph. BERGES.

ENQUETE

"de commodo et incommodo"

AVIS N° 82-07 AU

Conformément aux dispositions de la délibération de l'assemblée territoriale de la Polynésie française n° 61-44 du 8 avril 1961 portant code d'aménagement du territoire, sur une demande formulée par M. Louis Wane pour le compte de la société civile d'exploitation agricole Polyculture, en vue d'obtenir l'autorisation d'installer une salle de traite et une maison de veaux dans la commune associée de Afaahiti (plateau de Taravao), commune de Taiarapu-Est, sur le domaine

Hiupe, une enquête de commodo et incommodo est ouverte, à compter du 25 mars 1982 et jusqu'au 8 avril 1982.

Ces installations abriteront :

- un compresseur de 10 CV ;
- du matériel de traite fonctionnant sous vide avec système de lavage automatique ;
- et 100 veaux environ.

M. Philippe Raust, docteur vétérinaire à l'économie rurale, est désigné pour remplir les fonctions de commissaire enquêteur. Le dossier pourra être consulté auprès de lui et il recueillera tous les avis et observations ou oppositions qui pourraient se manifester pendant la durée de l'enquête : (service de l'économie rurale, section élevage à Pirae, téléphone 2.81.47).

Papeete, le 9 mars 1982.

Pour le haut-commissaire et par délégation :

*Le chef du service de l'aménagement
du territoire p.i.,*

C. SOIROT.

ENQUETE

"de commodo et incommodo"

AVIS N° 82-08 AU

Conformément aux dispositions de la délibération de l'assemblée territoriale de la Polynésie française n° 61-44 du 8 avril 1961 portant code d'aménagement du territoire, sur une demande formulée par M. Robert Laise, en vue d'obtenir l'autorisation d'installer un dancing avec orchestre qui fonctionnera occasionnellement (en période de fêtes et durant les soirées de banquets), dans la commune de Papeete, dans les locaux existants du restaurant "Waikiki", rue Albert Leboucher, une enquête de commodo et incommodo est ouverte, à compter du 25 mars 1982 et jusqu'au 8 avril 1982.

Cette installation comprendra :

- 2 haut-parleurs de puissance 60 watts ;
- 3 amplificateurs de puissance 60 watts ;
- 1 batterie (drum).

La sonorisation d'ambiance sera assurée par un amplificateur de 80 watts.

Mlle Johanna Tuheia, contrôleur d'urbanisme, est désignée pour remplir les fonctions de commissaire enquêteur. Le dossier pourra être consulté auprès d'elle et elle recueillera tous les avis et observations ou oppositions qui pourraient se manifester pendant la durée de l'enquête : (service de l'aménagement du territoire, section urbanisme opérationnel et construction - immeuble administratif A1 - rue du Commandant Destremeau - BP 866, téléphone 2.46.50).

Papeete, le 9 mars 1982.

Pour le haut-commissaire et par délégation :

*Le chef du service de l'aménagement
du territoire p.o.,*

C. SOIROT.

PARTIE NON OFFICIELLE

ANNONCES JUDICIAIRES

GREFFE DES TRIBUNAUX DE PAPEETE

INSCRIPTIONS REÇUES AU REGISTRE DU COMMERCE
PENDANT LE MOIS DE FEVRIER 1982

N° 10.406-A	du 1	MOU Michel
N° 10.407-A	du 1	VOIRIN Alexis Potini
N° 10.408-A	du 2	RETA Tehamea épouse TAHA
N° 10.409-A	du 4	MOREL Gabrielle Renée épouse ANES- TIDES
N° 10.410-A	du 4	TAHIRORI épouse HOKAUPOKO Yvon- ne
N° 10.411-A	du 4	VAHITEUIA Jeanne Tauao Tumuhoe
N° 10.412-A	du 5	MANARII Aminata Maeva
N° 10.413-A	du 5	TEAI Maurice Temarii
N° 10.414-A	du 8	KAVEE Joseph
N° 10.415-A	du 9	TUSCHER Jacques Etienne
N° 10.416-A	du 9	FLOHR Ronald Vehiarii
N° 10.417-A	du 9	BOUR René
N° 10.418-A	du 10	REGNIER Gérard Jean Roger
N° 10.419-A	du 10	AVY Renée Sonia née COSMIS
N° 10.420-A	du 10	DEMEYER Micheline épouse SOUFFLET
N° 10.421-A	du 11	COME Alain
N° 10.422-A	du 11	COLLIN Lucette Aline
N° 10.423-A	du 12	MESLIEN Guy Victor
N° 10.424-A	du 15	TATARATA Terai épouse MAFE
N° 10.425-A	du 15	TEVAEARAI Kapriera Pou
N° 10.426-A	du 15	COUGOT Didier Gérard
N° 10.427-A	du 16	SANGUER Odile Taiana épouse BONNO
N° 10.428-A	du 16	TAINANUARI Alfred Mila
N° 10.429-A	du 17	FAUCON Jean-Louis Denis Robert
N° 10.430-A	du 17	GAUDEL Patrick Paul Lucien
N° 10.431-A	du 18	LAI AH CHE Pierre Jean
N° 10.432-A	du 18	BUCHIN Achille
N° 10.433-A	du 18	TAIRUA Teraimateata
N° 10.434-A	du 18	BUCHIN Denise épouse ATANI
N° 10.435-A	du 18	CHAN Tsack Leong Phillip
N° 10.436-A	du 19	BUTSCHER Raurii
N° 10.437-A	du 19	PARFAIT Jacques Serge Hippolyte
N° 10.438-A	du 19	COUDERC Roland Régis
N° 10.439-A	du 22	TAPATI Tanoa Abel a Tuera
N° 10.440-A	du 22	POAREU Henere
N° 10.441-A	du 22	NEAGLE Martin
N° 10.442-A	du 22	THUILLIER Joël Robert
N° 10.443-A	du 22	PIHAHUNA Régis Peter
N° 10.444-A	du 22	SOMMERS Michel Para
N° 10.445-A	du 22	EBB Robert Gideoma
N° 10.446-A	du 23	CORRION Jean-Claude
N° 10.447-A	du 23	DREYER Jean-Jacques
N° 10.448-A	du 24	MARRE Michèle Aline Céline épouse BERGEAUD

N° 10.449-A	du 24	KHAT Dominique
N° 10.450-A	du 24	TANGUE Jean
N° 10.451-A	du 24	TARAHU Benoît
N° 10.452-A	du 24	MAO Patrick
N° 10.453-A	du 24	BERARD épouse LE DUC Nicole
N° 10.454-A	du 25	GAUTHIER Laurent Lionel Mario
N° 10.455-A	du 26	AIHO Philippe
N° 10.456-A	du 26	HART Grégory Stuart
N° 10.457-A	du 26	SIEGEL Juanito Maximin
N° 10.458-A	du 26	TEIO Félix Tevivi

Inscriptions de sociétés

N° 1.595-B	du 2	SOCIETE CIVILE TERORO
N° 1.596-B	du 2	SNC "GRIMAUD HERCULEZ & CIE" DENOMMEE TAHITI GRAVURE
N° 1.597-B	du 4	SARL "PACIFIC ENTREPRISE GENE- RALE"
N° 1.598-B	du 4	SOCIETE CIVILE "COOPERATIVE DES PLANTEURS DE BANANIERES DE MOOREA" (COPABAM)
N° 1.599-B	du 5	SARL "YMAC PACIFIQUE"
N° 1.600-B	du 5	SARL "TOTAL DISTRIBUTION"
N° 1.601-B	du 5	SA "SOPRANIC INDUSTRIE"
N° 1.602-B	du 8	SNC LO & LAI & CIE DENOMMEE MAEVA CONFORT
N° 1.603-B	du 8	SARL "SOCIETE HOTELIERE DE VE- VERA"
N° 1.604-B	du 8	SARL "SOCIETE D'EXPLOITATION TAROME"
N° 1.605-B	du 9	SARL MAHINA PARPAINGS
N° 1.606-B	du 9	SARL "O.F.R.E.S."
N° 1.607-B	du 11	SA "SOCIETE POLYNESIENNE DE DIS- TRIBUTION D'HYDROCARBURES" (ICAPE)
N° 1.608-B	du 11	SA "SOCIETE POLYNESIENNE D'HY- DROCARBURES" (S.P.H.)
N° 1.609-B	du 11	SA "SOCIETE POLYNESIENNE DE DE- POTS D'HYDROCARBURES" (HYDRA)
N° 1.610-B	du 16	SARL "ENTREPRISE MULTISERVICES INDUSTRIELLES DU PACIFIQUE" (EMSIP)
N° 1.611-B	du 17	SARL "TRANSPORT MARITIME DES ILES" (STMI)
N° 1.612-B	du 18	SARL "PONY 2"
N° 1.613-B	du 19	SARL "SOCIETE D'EXPLOITATION TOURISTIQUE ET D'ACTIVITES NAUTIQUES"
N° 1.614-B	du 22	SARL "SOCIETE DE TRAVAUX PU- BLICS TEFANA & CIE"
N° 1.615-B	du 22	GIE "LES AMIS DU LIVRE"
N° 1.616-B	du 22	SARL "SOCIETE POLYNESIENNE D'ELECTRICITE CLIMATISATIONS INSTALLATIONS FRIGORIFIQUES"
N° 1.617-B	du 24	S.C.P. "LOTUS C3"
N° 1.618-B	du 25	S.C.P. "OTUU"
N° 1.619-B	du 26	SARL "SOCIETE D'EXPLOITATION GASTRONOMIQUE" (S.E.G.)

Radiations de sociétés

N° 1.082-B	du 17	SA "GAUDEL & CIE" DENOMMEE SIAPA TAHITI
------------	-------	--

- N° 1.083-B du 17 SNC "GAUDEL & CIE" DENOMMEE
TAHITI KASPER
N° 718-B du 19 SARL "FAANUI"
N° 519-B du 23 SNC "DREYER & CIE" DENOMMEE
MOANA ITI

Radiations individuelles

- N° 10.052-A du 1 FLOHR Damas Tutehau
N° 7.884-A du 2 LEGENS Béatrice épouse SCHERER
N° 7.074-A du 3 INA Joseph
N° 9.676-A du 3 TAMARII Marie-Joséphine
N° 7.591-A du 4 KO LEON Ah Yen
N° 9.746-A du 5 POTHIER Firmin
N° 7.479-A du 8 MAPU Taitua épouse MOTAHU
N° 9.874-A du 8 FOURDINIER Pierre Auguste Aimable
N° 9.402-A du 8 ROAPAMOA épouse BARBOS Vahinehau
N° 10.043-A du 8 BARBOS Désiré Taufa
N° 9.814-A du 9 TEAMOTUAITAU Catherine Hutia
épouse KNAPPE
N° 6.107-A du 9 VIAL Paul
N° 8.907-A du 11 POETAI Aniva
N° 8.229-A du 11 TIPAO épouse PERES Myrna
N° 623/54 du 12 SIAO Tchén Tsine
N° 8.272-A du 18 BOHMLER Léonard
N° 5.597-A du 19 LEE Teufi dit Siki
N° 9.275-A du 22 TEFANA Ladis Roo
N° 3.223-A du 22 LEVRAT Marcel
N° 9.937-A du 23 VONGHES Gaston
N° 4.330-A du 23 PERRY Colette Jeanine
N° 1.407-A du 23 MARTY Blanche épouse CABRAL
N° 9.280-A du 24 HAZET Robert
N° 7.431-A du 24 PALICOT Michelle
N° 9.744-A du 25 BOGO Roland ean Gaétan
N° 1.238-A du 25 PAOFAI Claude Mpana
N° 9.370-A du 26 MEYNARDIER Denis.

Papeete, le 2 mars 1982.

Le greffier en chef,
G. REID.

Etude de Mes E. GIAU et SAGE, Avocats à Papeete

Par jugement du Tribunal Civil de Première Instance de Papeete du 25 mars 1981, le divorce des époux Christine SHING SOI-André GEHIN a été prononcé.

Pour extrait :
E. GIAU.

Etude de Mes LIU-BOULOC & HERRMANN-AUCLAIR
Avocats à Papeete

Par jugement en date du 20 janvier 1982, il appert que le tribunal civil de première instance de Papeete a homologué le contrat de séparation de biens que M. Jean-Pierre MONY, gérant de société, et son épouse née Monique Yvonne WAL-

LYN, sans profession, demeurant ensemble à Punaauia, résidence TAINA, ont adopté suivant acte de Maître Eric LEQUERRE, notaire à Papeete, le 20 juillet 1981, enregistré à Papeete le 22 juillet 1981, folio 69, Bord. 1886/1, aux lieux et place du régime de communauté de biens réduite aux acquêts qui était le leur.

Pour extrait :
M. LIU-BOULOC.

Etude de Me Eric LEQUERRE, notaire à PAPEETE
(Ile de TAHITI)

SOCIETE CIVILE PARTICULIERE B A B I

Société civile particulière
Au capital de 100.000 francs CFP
Siège social : MAHAREPA (Moorea)

CONSTITUTION

Aux termes d'un acte reçu par Me Eric LEQUERRE, notaire à PAPEETE, le 22 février 1982, enregistré à PAPEETE, le 1er mars 1982, F° 12, bordereau : 329/1,

Il a été constitué entre :

- Monsieur Michel STIEHR, sans profession, et Madame Réjane BINETTE, sans profession, son épouse, demeurant ensemble à MAHAREPA (Moorea)
- Monsieur Patrick STIEHR, professeur, demeurant à PI-RAE, BELLEVUE, ou PAPEETE, BP 1883, époux de Madame Mireille MAURIN,
- et Mademoiselle Carole STIEHR, commerçante, demeurant à HAAPITI (Moorea) célibataire,

Sous la dénomination sociale "SOCIETE CIVILE PARTICULIERE BABA", une société particulière au capital de 100.000 F, ayant son siège social à MAHAREPA, et pour objet :

- l'acquisition et l'exploitation à but non commercial de tous navires et notamment de celui dénommé "BABY".

La durée de la société a été fixée à 99 années à compter de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés.

Les associés ont effectué des apports uniquement en numéraire, savoir :

- Monsieur Michel STIEHR, la somme de	40.000 F
- Mme Réjane Stiehr, la somme de	40.000 F
- Mlle Carole STIEHR, la somme de	10.000 F
- et M. Patrick STIEHR, la somme de	10.000 F
Total	100.000 F

Le capital social est divisé en 100 parts de 1.000 F chacune entièrement souscrites, libérées et réparties entre les associés en proportion de leurs apports respectifs.

La société est gérée et administrée par Monsieur et Madame Michel STIEHR qui ont les pouvoirs les plus étendus vis-à-vis des tiers pour contracter au nom de la société et l'engager pour tous les actes et opérations entrant dans l'objet social, sans limitation.

L'opposition formée par les associés aux actes des gérants étant sans effet à l'égard des tiers à moins qu'il ne soit établi qu'ils en ont eu connaissance.

La société sera immatriculée au registre du commerce et de sociétés de PAPEETE.

E. LEQUERRÉ,
Notaire,

Etude de Maîtres GIRARD et GIRARD-GOUPIL
Avocats

D'un jugement rendu contradictoirement par le Tribunal Civil de Première Instance de Papeete, le 6 juillet 1981, enregistré et signifié,

ENTRE : Madame Andréa Teura LUCAS, demeurant à Tautira chez M. Cola, *nantie de l'Assistance Judiciaire par décision en date du 19 septembre 1978*, et ayant Me Denise GIRARD-GOUPIL pour avocat,

ET : Monsieur Titotoo IHORAI, demeurant quartier LUCAS, propriété PIERSON à Hitiaa, *nantie de l'Assistance Judiciaire provisoire en date du 2 octobre 1979*, et ayant Maître BAMBRIDGE pour avocat,

Il appert que le divorce entre les époux IHORAI-LUCAS a été prononcé aux torts du mari.

Pour insertion légale :
Claude GIRARD.

D'un jugement en date du 10 février 1982, il appert qu'a été homologué le contrat reçu par Me Marcel LEJEUNE, notaire, le 21 septembre 1981, par lequel Monsieur Jacques Yves LE GALL, adjoint-géomètre, et son épouse, Josette JUAN, employée de commerce, demeurant ensemble à Pirae, rue Afarerii prolongée, ont substitué au régime de la communauté légale qui était le leur, le régime de la séparation de biens.

Pour extrait :
Laurence COPPENRATH,
Avocate stagiaire.

ANNONCES DIVERSES

SYNDICAT DES GENS DE MER DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

(Séance du 27 février 1982)

Composition du nouveau bureau :

Secrétaire Général	: M. Otto ORBECK
1er Secrétaire Général Adjoint	: M. Paul OPUTU
2e Secrétaire Général Adjoint	: M. Teiva HURI
Trésorier	: M. Bertrand TEUPOO
Trésorier Adjoint	: M. Victor LENOIR
Contrôleur	: M. Denis MAIFANO
»	: M. Asiu TCHANG
»	: M. Joseph MANATE
»	: M. F. TERITEHAU

ASSOCIATION SPORTIVE MUNICIPALE D'UTUROA

Extraits de statuts
(Régularisation)

Pour compter du 27 avril 1973, il est créé à la Commune d'Uturoa, une association sportive appelée : " Association Sportive Municipale d'Uturoa ". Sa durée est illimitée. Elle a son siège social à la Mairie d'Uturoa.

Elle a pour but d'organiser et de favoriser la pratique des sports et des exercices physiques par tous les employés de la Commune d'Uturoa.

Récépissé n° 3346 AA du 8 juin 1973.

PAROISSE " FAAROO CHRETETIANO "

(Séance du 31 janvier 1982)

Renouvellement du bureau :

Président	: TEHUIOTOA Etienne dit Taponi
Vice-Président	: VAHINEMOEK Kotena dit Tapaerihau
Secrétaire	: TERAA Tupaitua dit TERAA Vahine
Vice-Secrétaire	: ARAVETUPU Tafaiiriura
Trésorier	: FAEVA Teihotaata dit Teio
Vice-Trésorier	: TENIARAHU Teniarahi dit Mata
Membre	: HURUPA Edmond dit Tetuanui

D'une requête datée du 1er mars 1982, il appert que Monsieur Adrien Feirai POROI, employé aux T.P. et son épouse Maeva Constance SANDFORD, employée aux P. & T., demeurant ensemble à PAPEETE-lieu-dit " Le Pic Rouge ", ont sollicité du Tribunal Civil de Première Instance de PAPEETE, l'homologation du régime de la séparation de biens qu'ils ont convenu d'adopter selon acte reçu par Me DUBOUCH, notaire à PAPEETE, le vingt-deux janvier mil neuf cent quatre vingt-deux.

Pour extrait :
POROI-SANDFORD.

SOCIETE CIVILE IMMOBILIERE CHINOISE Siège social : PAPEETE-TAHITI

AVIS DE CONVOCATION

Les actionnaires de la Société Civile Immobilière Chinoise sont convoqués en Assemblée Générale annuelle au Siège Social, rue du maréchal Foch, le Jeudi 15 Avril 1982, à 19 heures.

Ordre du jour :

Renouvellement du Comité de Direction
Vérification des comptes de la Société
Questions diverses.

Le comité de Direction.

UNION DES JEUNES DE TUAURU (U.J.T.)

Extraits de statuts

L'Association dite "Union des Jeunes de Tuauru (U.J.T.), formée dans la commune de Mahina, vallée de Tuauru, entre les jeunes de la commune au présent statut, régie par la loi du 1er juillet 1901, a pour but de poursuivre le développement de la personnalité des jeunes gens, au point de vue physique, culturel et social... etc..

La durée de l'association est illimitée. Elle a son siège social à Tuauru.

Composition du bureau :

Président	: M. APATOOFA Ape
Vice-Président	: M. TUFARA Tearii
Secrétaire Générale	: Mme PUNU née TEMAURIORAA Germaine
Secrétaire Adjointe	: Mlle TUFARA Emélie
Trésorier Général	: M. KONG FOU Tehel
Trésorière Adjointe	: Mme APATOOFA née TUINO Louise
Conseiller Technique	: M. PANI Miniamira

Récépissé n° 2327 AA du 4 février 1982.

ASSOCIATION DES PARENTS D'ELEVES DE TAIMOANA
(A.P.E. TAIMOANA)

Extraits de statuts

Il est créé une " Association des Parents des Elèves de Taimoana " - (A.P.E. Taimoana), dont le siège est à l'école Taimoana pour une durée illimitée. Elle peut être affiliée sur décision du bureau à la Fédération des Parents d'Elèves ou à tout autre organisme laïque.

L'A.P.E. Taimoana a pour objet : de veiller aux intérêts matériels et moraux de l'école, de créer et de gérer leur cantine scolaire... etc..

Composition du Bureau :

Président d'Honneur	: M. SANFORD Terii, Eugène
Présidente	: Mme URARII Geneviève
Vice-Présidente	: Mme CARCASSES Miriama
Secrétaire	: M. MATUTAU Timi
Secrétaire Adjointe	: Mme FAREMIRO Anna
Trésorière	: Mme BOULOC Antoinette
Trésorier Adjoint	: M. FAUURA Léo

Récépissé n° 2448 AA du 12 février 1982.

COMITE DES FETES DE RAIATEA

Extraits de statuts

Le Comité des Fêtes de RAIATEA, fondé le 18 février 1982 a pour objet l'organisation des fêtes dans l'île de Raiatea.

Sa durée est illimitée.

Il a son siège à UTUROA (Raiatea).

COMPOSITION DU BUREAU :

Président d'honneur	: M. Philippe BROTHERSON
»	: M. Guy SANQUER
»	: M. Austin HUNTER
Président	: M. Jean-Paul GALENON
Vice-Président	: M. Emile HIRO
»	: M. Toni HIRO
Trésorier	: M. Hubert TERIEROOITERAI
Trésorier Adjoint	: M. Alphonse GREIG
Secrétaire	: Mme Virginia GUILLOUX
Secrétaire Adjoint	: M. Etienne HOWAN
Commissaires aux comptes	: M. Albert GUILLOUX
	: M. Ferdinand PINSON

Récépissé n° 2641 AA du 25 février 1982.

CLUB NAUTIQUE DE RAIATEA

(Séance du 7 avril 1981)

Composition du nouveau bureau :

Président	: M. BROTHERSON Rasmus
1er Vice-Président	: M. CHAUSSOY Joseph
2e Vice-Président	: M. DE BALMAN Noël
Secrétaire	: M. TEFAATAU Léopold
Secrétaire Adjoint	: M. ALVADO Christian
Trésorier	: M. FONSAGRIVE Arnaud
Trésorier Adjoint	: M. MAITUA Paul
Assesseur	: M. TANETOA Terii
	: M. TEIHOTUA Tom
»	: M. TROPE Bowman
»	: M. CHAUSSOY Valentin
»	: M. BEAUMONT Paul

ASSOCIATION "INTERNATIONAL WINE & FOOD SOCIETY"
BRANCHE DE TAHITI

Extraits de statuts

Le 30 novembre 1981, ont été constitués les statuts de la Branche de TAHITI de l'association "INTERNATIONAL WINE & FOOD SOCIETY" dont le Siège Social est à PAPEETE, BP 651.

Elle a pour objet, de développer et promouvoir la connaissance, l'appréciation et la qualité de la cuisine et des vins par l'organisation de repas partagés en commun ; et d'une façon générale, de favoriser toutes activités susceptibles d'aider à la réalisation de l'Objet Social.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président	: M. Jean-Claude ROULEAU
Vice-Président	: M. Robert LEDOUX
Trésorier	: M. Jean-Claude LEROY
Secrétaire	: M. Jimmy LY
Secrétaire Adjointe	: Mme Renée HENNEQUIN

Récépissé n° 2638 AA du 25 février 1982.

UNION TERRITORIALE DES ASSOCIATIONS DE PARENTS
D'HANDICAPÉS ET INADAPTÉS

(Séance du 2 février 1982)

Modification de son siège qui est fixé au :

- Siège de l'U.T.A.P.H.I. (Union Territoriale des Associations de Parents d'Handicapés et Inadaptés) :

1er étage, Immeuble Assurances UAP-CHICHONG, rue Tepano Janssen, Papeete, B.P. 3.205, Tél. 3.60.72.

ASSOCIATION TE MAU VAHINE NO TEVAIHINUI

Extraits de statuts

Il a été constitué le 10 janvier 1982, une association régie par la loi du 1er juillet 1901, dénommée " Association Te Mau Vahine No Tevaihinui dont le siège est à TIKEHAU-TUAMOTU, et ayant pour objet de promouvoir et développer l'artisanat.

Composition du premier Conseil d'Administration :

Présidente	: Mme RICHMOND Tetua Roatini
Vice-Présidente	: Mme NATUA Victorine
Secrétaire	: Mme NATUA Laurina
Trésorière	: Mme MARAMA Temarama
Assesseur	: Mme BELLAIS Tearo
»	: Mme METUA Teapai
»	: Mme DEPIERRE Indita

Récépissé n° 2528 AA du 19 février 1982.

OAHA RAU DE TEAHUPOO

Extraits de statuts

L'Association dite " Oaha Rau de Teahupoo " a pour objet de promouvoir l'artisanat polynésien. Sa durée est indéterminée. Son siège social est fixé à Teahupoo.

Composition du bureau :

Présidente	: Mme MAROONUI Teipo
Vice-Présidente	: Mme PAOFAL Alice
Secrétaire	: Mme ROCHETTE Stella
Trésorière	: Mme TUPANA Pairu
Membre	: Mme ROCHETTE Joséphine
»	: Mme TANEMATEA Rosa
»	: Mme FAATAU Marie
»	: Mme TEHAHE Rolande

Récépissé n° 2639 AA du 25 février 1982.

DEMANDE DE CHANGEMENT DE NOM

Monsieur Gérard HERNANDEZ, professeur, né le 20 juin 1941 à Oran, Algérie, demeurant Résidence Aute 1 N° 35, à Pirae, TAHITI, fait savoir à toutes personnes intéressées qu'il

se propose de déposer au Parquet de Monsieur le Procureur de la République à PAPEETE, pour être transmise à Monsieur le Garde des Sceaux, une requête par laquelle il demande à être autorisé à porter le nom de " HERNANDE ".

Gérard HERNANDEZ.

ASSOCIATION DES ATTACHES DE PREFECTURE
ET CORPS ASSIMILES
AFFECTÉS EN POLYNÉSIE FRANÇAISE

Extraits de statuts

Il est fondé entre les adhérents aux présents statuts une association à but non lucratif régie par la loi du 1er juillet 1901, ayant pour titre : " Association des Attachés de Préfecture et Corps Assimilés affectés en Polynésie française ".

Le siège social de l'association est fixé à Avenue Bruat à Papeete. Elle a pour objet :

- Promotion des liens d'amitié et de solidarité entre les attachés de préfecture et fonctionnaires de corps de l'Etat, affectés en Polynésie française... etc...

Composition du bureau :

Président	: M. Eric MORVAN
Secrétaire	: M. Alain CREZE
Trésorier	: M. Serge MORNET

Récépissé n° 2415 AA du 10 février 1982.

ASSOCIATION " CLUB DE PLONGEE D'UTUROA "

Extraits de statuts

Il est créé entre les adhérents aux présents statuts, une association régie par la loi du 1er juillet 1901, dénommée : " CLUB DE PLONGEE D'UTUROA ". Elle a son siège à Uturoa, RAIATEA - B.P. 272 et sa durée est illimitée.

Elle a pour objet de développer et de favoriser, sur le plan sportif et accessoirement artistique ou scientifique, la connaissance du monde subaquatique ainsi que la pratique de tous les sports et activités subaquatiques en annexes, notamment la chasse sous-marine et la plongée en scaphandre, etc...

Récépissé n° 2606 AA du 24 février 1982.

RASSEMBLEMENT POPULAIRE DES ILES TUAMOTU
ET GAMBIE

Extraits de statuts

Il est constitué entre les soussignés et les personnes qui adhèrent aux présents statuts une association régie par la loi du 1er juillet 1901 dénommée : " Rassemblement Populaire des Iles Tuamotu et Gambie ". Sa durée est illimitée. Le siège de l'association se trouve à Papeete. Il pourra être transféré dans tout autre endroit par simple décision du Bureau directeur.

Les buts de l'association sont les suivants :

Défendre les droits des pêcheurs et agriculteurs en général et ceux des Tuamotu-Gambier en particulier ; participer à la marche des affaires du Territoire dans le respect des lois et des règlements ; œuvrer pour un statut maintenant la Polynésie au sein de la République française et instaurer une politique de justice sociale et de progrès.

Composition du bureau :

Président	: M. UTAHIA Tehei
1er Vice-Président	: M. LUCAS Joackime
2e Vice-Président	: M. CADOUSTEAU Denis
Secrétaire Général	: M. TINOMANO Manukura
Secrétaire Général Adjoint	: M. SNOW Michel
Trésorier	: M. BELLAIS Abel
Trésorier Adjoint	: M. TETO Paul
Assesseur	: Mme CARBAYAL Temaeva
»	: M. TAAROA André
»	: M. HARRYS Pareuni
»	: M. ARAI Tepapare
»	: Mme LUCAS Jacqueline

Récépissé n° 2719 AA du 4 mars 1982.

EN VENTE A L'IMPRIMERIE OFFICIELLE

(liste non limitative)

Code du travail

(Loi n° 52-1322 du 15 décembre 1952)
(Edition mise à jour au 31 décembre 1974)
Prix de la brochure 1.000 francs.

Loi No 77-772 du 12 juillet 1977

relative à l'organisation de la Polynésie française.
Prix : 150 francs

Convention collective de travail

des Agents non Fonctionnaires de l'Administration
de la Polynésie française
Prix : 320 francs.

Carte de la Polynésie française

(Avec éléments statistiques des communes en couleurs)
Prix : 240 francs.

Textes

relatifs à l'intégration
dans la fonction publique métropolitaine.
(Corps de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française)
La brochure : 100 francs.

Index alphabétique de la Nomenclature Douanière

Prix : 250 francs

Nomenclature douanière

Année 1979

Prix : 3.500 Frs (Sans classeur)

Affiche

relative à la Loi sur la répression de l'ivresse publique
et sur la police des débits de boissons.

Prix : 120 francs.

Supplément au Code des Impôts Directs

(Mis à jour au 31 décembre 1975).

Prix : 250 francs.

Recueil de textes

Contributions directes et taxes assimilées
(Edition mise à jour au 1er janvier 1981)

Prix : 1550 francs

Convention Collective du Commerce

Prix : 120 francs.

Affiche

Avis portant interdiction de consommation de toutes
boissons alcoolisées.

Prix : 100 francs

Code de la mer

(en langue tahitienne)

Prix : 265 francs.

Collection de J.O.P.F.

Années 1968, 1969, 1970, 1971

Prix : 4.500 francs.

Affiche

sur les accidents du travail.

Prix : 10 francs.

Réglementation

des loyers des locaux à usage commercial et artisanal
et des locaux à usage professionnel

(Délibérations n° 71-110 et 71-111 du 12 juillet 1971
publiées au J.O.P.F. du 15 septembre 1971).

Prix : 125 francs.

Répertoire Général des Textes

(établi par le service judiciaire)

Prix : 2.100 Frs

Classifications professionnelles

des travailleurs du bâtiment des travaux publics
et de l'industrie

(Arrêté n° 125 TLS du 10 janvier 1973
publié au J.O.P.F. n° 2 du 31 janvier 1973)

Prix : 80 francs.

Statistiques douanières

Année 1979

Prix : 2.500 Frs.

Tarif des impôts directs et taxes assimilées

La brochure : 240 francs

Code des investissements de la Polynésie française

Prix : 120 francs.

Nomenclature générale des actes professionnels

des Médecins, Chirurgiens, Spécialistes,
Chirurgiens-Dentistes et Sages-Femmes

(Arrêté n° 200 AA/S du 29 janvier 1969)

Prix : 200 francs.